PETR Pays d'Arles

18 Décembre 2017

Premiers éléments d'analyse et de contexte

Eric Julla

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

SOCIÉTÉ D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES - www.ressources-consultants.eu
Siège : 16, rue de Penhoët – 35000 RENNES - Tel. 02.99.78.09.78 - Fax 02.99.78.09.79 - rennes@ressources-consultants.fr
Direction Sud : 8 rue Jules de Rességuier - BP 60813 - 31008 TOULOUSE Cedex 6 - Tel. 05.62.47.47.20 - Fax 05.62.47.47.21 - toulouse@ressources-consultants.fr
Antenne Paris : 55, rue Boissonade – 75014 PARIS - Tel. 01.40.64.83.40 - paris@ressources-consultants.fr
S.A. au capital de 517 680 Euros - N° SIRET 381 681 527 00085 - RCS RENNES 94 B 81

17epi448

RESSOURCES
CONSULTANTS
FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

PARTIE 1

LA MÉTROPOLE D'AIX MARSEILLE PROVENCE ET LE PETR DU PAYS D'ARLES : ANALYSE DES ÉCARTS DE FISCALITÉ ET DES CONDITIONS D'INTÉGRATION FISCALE

Avant-propos liminaire

L'objet de cette première partie est de donner les premiers éléments d'analyse des conséquences fiscales d'une intégration des 29 communes membres du PETR du Pays d'Arles au sein de la Métropole d'Aix Marseille Provence (MAMP). Ces conséquences fiscales dépendent aussi, outre les écarts entre les niveaux de fiscalité actuellement observés, des dispositions juridiques qui seraient retenues pour procéder à cette intégration.

Plusieurs procédures sont envisageables :

1- une modification législative modifiant l'article L5218-1 du CGCT qui fixe « de par la loi » le périmètre étendu de la MAMP. C'est sans doute la procédure la plus plausible, dans la mesure où elle passe outre toute nécessité de délibérations des communes concernées. Elle demandera toutefois que le législateur fixe les conditions dans lesquelles s'opère cette fusion au plan fiscal, car il n'existe évidemment aucune disposition en la matière dans le chapitre du CGCT concernant la MAMP, ou renvoyant à d'autres dispositions applicables (droit commun des fusions d'EPCI ou des intégrations au sein des EPCI).

2- La procédure de fusion d'EPCI prévue à l'article L5111-41-3 du CGCT. Cette procédure est toujours applicable tant que la MAMP demeure un EPCI. En effet, les articles du CGCT qui la codifient sont classés au chapitre VIII du titre 1er du livre II de la 5ème partie du CGCT, consacrée aux EPCI. Notons que ces dispositions ne pourraient pas être appliquées à une métropole de type « lyonnais » qui, elle, relève du livre VI de la 3ème partie du CGCT (consacrée aux départements) et n'est donc pas un EPCI mais une collectivité à statut particulier.

On peut sans doute considérer que l'exécutif et le législatif s'accorderaient pour que l'éventuelle fusion de la MAMP et des 3 EPCI constituant le PETR du Pays d'Arles, soit réalisée préalablement à toute évolution de la nouvelle MAMP vers un statut de type lyonnais. Cela faciliterait nécessairement le règlement des nombreuses dispositions à mettre en œuvre pour procéder à cette fusion, dans un cadre juridique établi.

Observons enfin que lors de la création de la MAMP (fusion des 6 EPCI préexistants fixés par la loi), les processus d'intégration de la fiscalité des 6 EPCI mis en œuvre ont été ceux prévus pour les fusions d'EPCI. On fera donc ici l'hypothèse qu'il en irait de même pour le scénario d'intégration des 29 communes.

RESSOURCES
CONSULTANTS
FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

1.1.

INTÉGRER LES 29 COMMUNES DANS LA MÉTROPOLE D'AIX MARSEILLE PROVENCE : LES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE DE FISCALITÉ

Les principes législatifs

Le processus de fusion d'EPCI entraîne l'harmonisation des taux des impositions directes portant sur la TH, la TFB et la TFNB selon deux procédures possibles, dont le choix relève des élus (article 1638-0 bis du CGI) :

1° Soit dans les conditions prévues par le I de l'article 1636 B sexies. Pour l'application de cette disposition, les taux de l'année précédente sont égaux au taux moyen de chaque taxe des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre additionnelle pondéré par l'importance des bases de ces établissements publics de coopération intercommunale. Dans le cas d'une fusion entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre additionnelle et un établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre, les taux retenus sont ceux de l'établissement à fiscalité propre additionnelle.

Toutefois, des taux d'imposition de taxe d'habitation, de taxes foncières et de cotisation foncière des entreprises différents peuvent être appliqués sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale préexistants pendant une période transitoire. La délibération qui institue cette procédure d'intégration fiscale progressive en détermine la durée, dans la limite de douze ans. A défaut, la procédure est applicable aux douze premiers budgets de l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion. Cette décision est prise soit par délibérations concordantes des établissements publics de coopération intercommunale préexistants avant la fusion, soit par une délibération de l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion. La durée de la période d'intégration fiscale progressive peut être modifiée ultérieurement, sans que la période totale d'intégration ne puisse excéder douze ans.

Les différences qui affectent les taux d'imposition appliqués sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale préexistants sont réduites chaque année par parts égales.

Cette procédure d'intégration fiscale progressive peut-être précédée d'une homogénéisation des abattements appliqués pour le calcul de la taxe d'habitation. Par dérogation au I de l'article 1639 A bis, cette homogénéisation peut être décidée dans les mêmes conditions de délai que le recours à la procédure d'intégration fiscale progressive prévue au présent 1°.

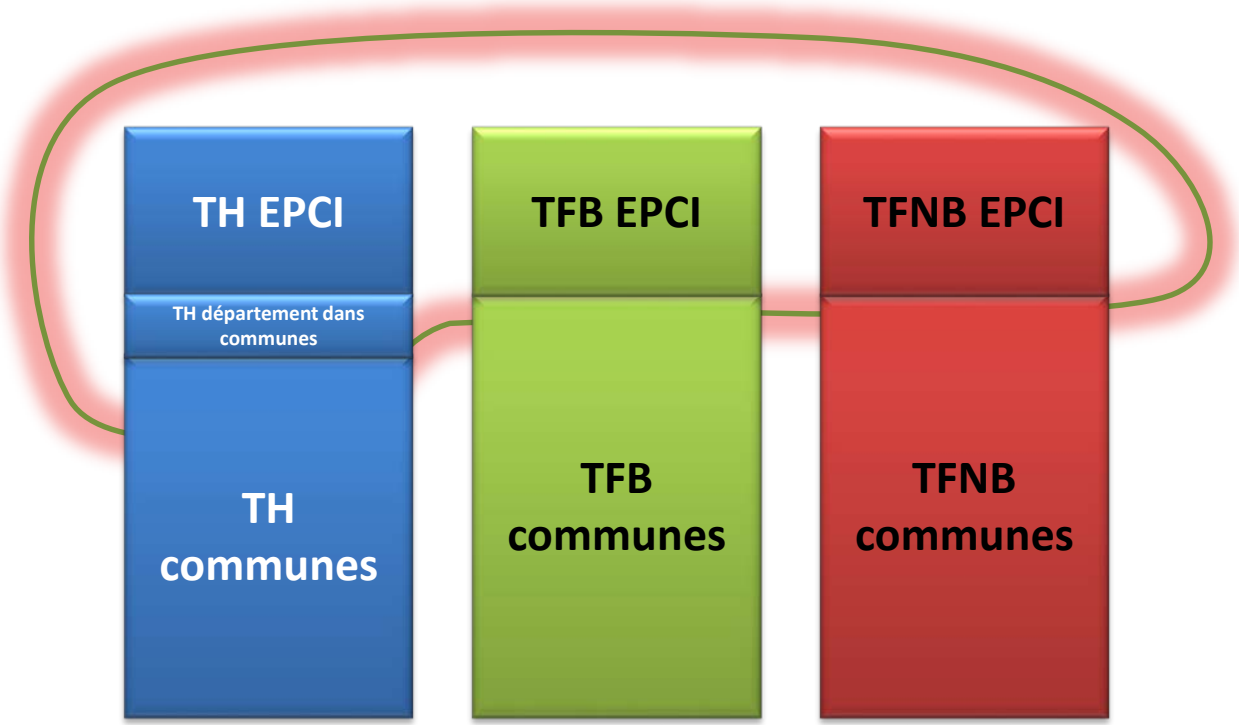
2° Soit dans les conditions prévues par le II de l'article 1636 B sexies. Pour l'application de cette disposition, le taux moyen pondéré de chacune des quatre taxes tient compte des produits perçus par les établissements publics de coopération intercommunale préexistants.

L'illustration des principes : la solution 1

TAUX de référence N+1 pour l'EPCI fusionné

Procédure « classique » de vote des taux d'imposition

Possibilité de lissage des écarts



TAUX MOYENS PONDÉRÉS DES COMMUNES EN ANNEE N

L'illustration des principes : la solution 1

TAUX de référence n+1 pour l'EPCI fusionné

TH EPCI

TFB EPCI

TFNB EPCI

Procédure « classique » de vote des taux d'imposition

Mécanisme de liaison des taux d'imposition : le taux de TFNB ne peut pas augmenter plus ou diminuer moins que le taux de TH

Solution 1 : les taux ainsi déterminés sont retenus par La MAMP. Les règles de liaison de taux d'imposition sont respectées (aucun taux ne varie). La fiscalité est modifiée dans toutes les communes (celles de la MAMP et les 29 du PETR).

Solution improbable

Solution 2 : les taux de la MAMP sont conservés et appliqués aux autres communes. La fiscalité n'est modifiée que dans les 29 communes.

Solution probable

L'illustration des principes : la solution 2

TAUX n+1 pour l'EPCI fusionné

Pas de vote des taux d'imposition

Pas de possibilité de lissage des écarts

30 % TMP TH

30 % TMP TFB

30 % TMP TFNB

L'EPCI fixe un produit (ex : 300 M€)

Il faut « 30% » des taux moyens

1000 M€

Remarque: les taux de la MAMP fusionnée sont davantage fonction des taux actuels des communes membres que des EPCI préexistants.

TH communes et EPCI

TFB communes et EPCI

TFNB communes et EPCI

Solution improbable

TAUX MOYENS PONDÉRÉS DES COMMUNES EN N

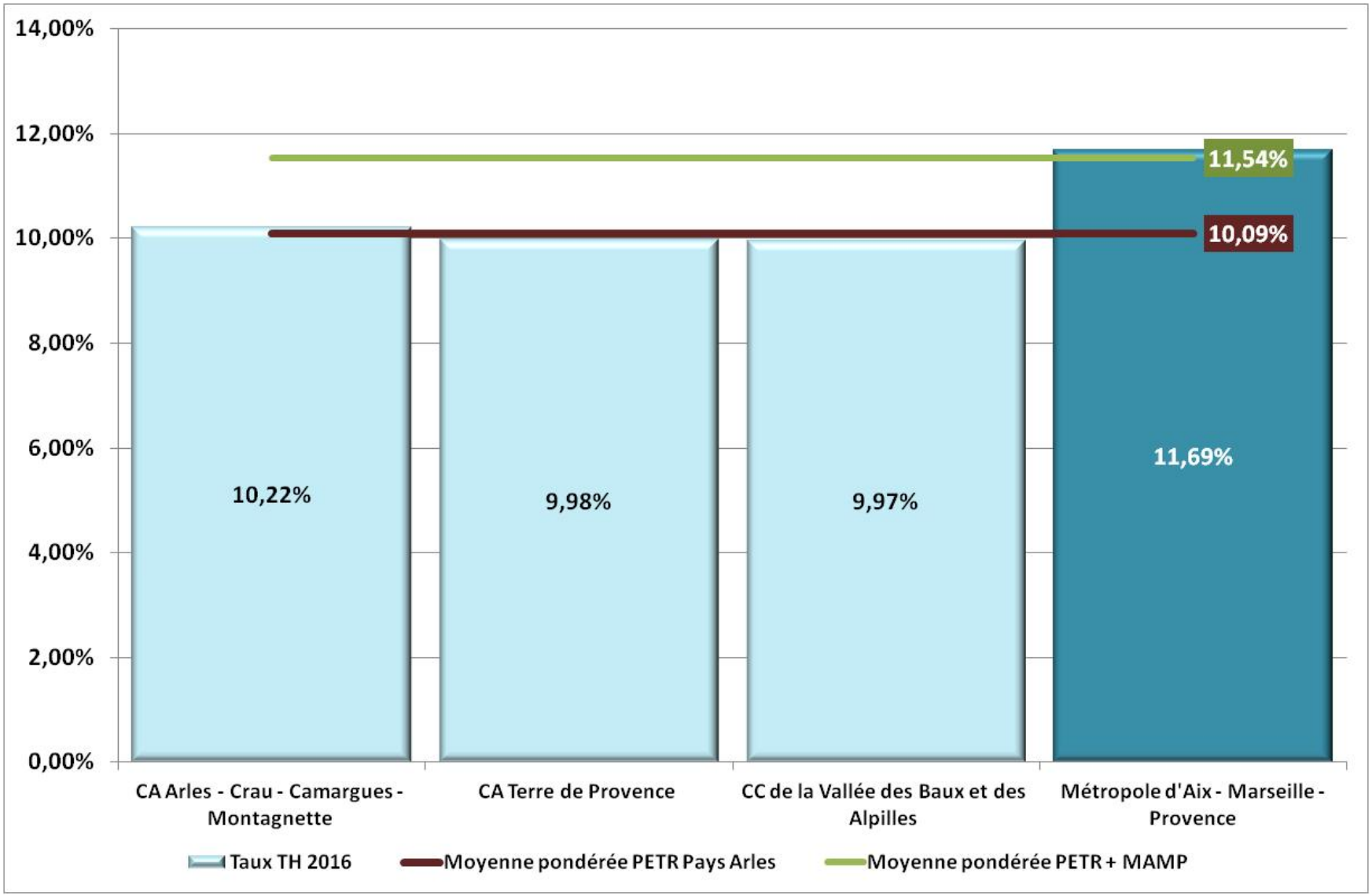
RESSOURCES
CONSULTANTS
FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

1.2.

INTÉGRER LES 29 COMMUNES DANS LA MÉTROPOLE D'AIX MARSEILLE PROVENCE : LES TROIS TAXES MÉNAGES

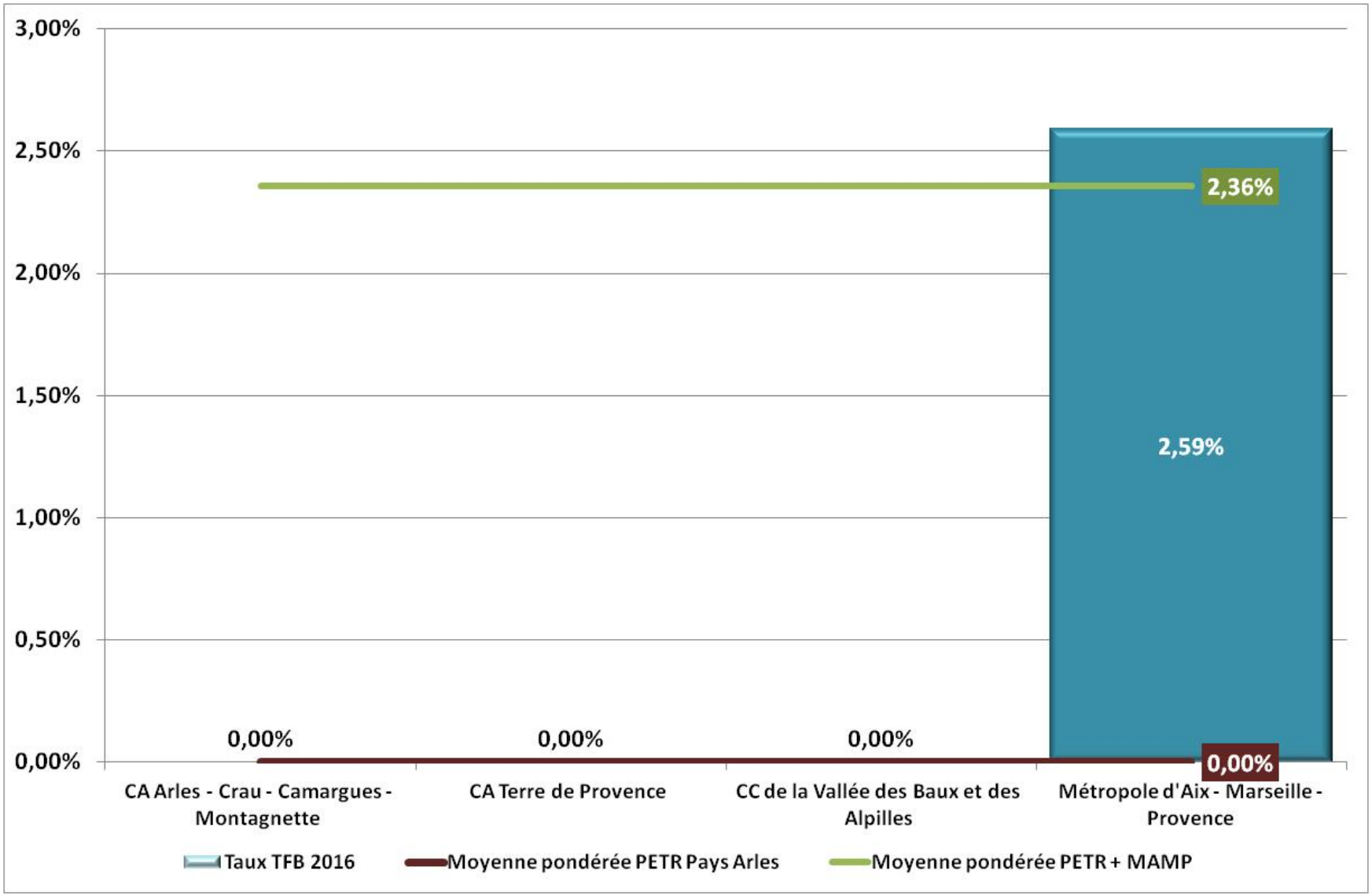
La taxe d'habitation (données 2016 pour illustration)



La taxe d'habitation (données 2016 pour illustration)

	Base nette TH intercom. - 2016 - (€)	Taux voté TH intercom. - 2016 - (%)	Produit TH intercom. - 2016 - (€)	Base nette TH intercom. - 2016 - (€)	Taux Métropole Aix Marseille Provence - 2016 - (%)	Produit TH intercom. - 2016 - (€)	TH supplémentaire
Arles	66 229 280 €	10,22%	6 768 632 €	66 229 280 €	11,69%	7 742 203 €	973 570 €
Boulbon	2 692 506 €	10,22%	275 174 €	2 692 506 €	11,69%	314 754 €	39 580 €
Saintes-Maries-de-la-Mer	7 704 479 €	10,22%	787 398 €	7 704 479 €	11,69%	900 654 €	113 256 €
Saint-Martin-de-Crau	18 147 757 €	10,22%	1 854 701 €	18 147 757 €	11,69%	2 121 473 €	266 772 €
Saint-Pierre-de-Mézoargues	402 827 €	10,22%	41 169 €	402 827 €	11,69%	47 090 €	5 922 €
Tarascon	17 653 438 €	10,22%	1 804 181 €	17 653 438 €	11,69%	2 063 687 €	259 506 €
CA Arles - Crau - Camargues -	**112 830 287**	**10,22%**	**11 531 255 €**	**112 830 287**	**11,69%**	**13 189 861 €**	**1 658 605 €**
Barbentane	6 293 955 €	9,98%	628 137 €	6 293 955 €	11,69%	735 763 €	107 627 €
Cabannes	5 502 573 €	9,98%	549 157 €	5 502 573 €	11,69%	643 251 €	94 094 €
Châteaurenard	19 629 541 €	9,98%	1 959 028 €	19 629 541 €	11,69%	2 294 693 €	335 665 €
Eyragues	6 846 333 €	9,98%	683 264 €	6 846 333 €	11,69%	800 336 €	117 072 €
Graveson	6 766 612 €	9,98%	675 308 €	6 766 612 €	11,69%	791 017 €	115 709 €
Maillane	3 377 046 €	9,98%	337 029 €	3 377 046 €	11,69%	394 777 €	57 747 €
Mollégès	3 266 081 €	9,98%	325 955 €	3 266 081 €	11,69%	381 805 €	55 850 €
Noves	7 530 225 €	9,98%	751 516 €	7 530 225 €	11,69%	880 283 €	128 767 €
Orgon	3 153 041 €	9,98%	314 673 €	3 153 041 €	11,69%	368 590 €	53 917 €
Plan-d'Orgon	4 505 407 €	9,98%	449 640 €	4 505 407 €	11,69%	526 682 €	77 042 €
Rognonas	5 559 144 €	9,98%	554 803 €	5 559 144 €	11,69%	649 864 €	95 061 €
Saint-Andiol	3 926 219 €	9,98%	391 837 €	3 926 219 €	11,69%	458 975 €	67 138 €
Verquières	1 107 724 €	9,98%	110 551 €	1 107 724 €	11,69%	129 493 €	18 942 €
CA Terre de Provence (13)	**77 463 901 €**	**9,98%**	**7 730 897 €**	**77 463 901 €**	**11,69%**	**9 055 530 €**	**1 324 633 €**
Aureille	2 054 341 €	9,97%	204 818 €	2 054 341 €	11,69%	240 152 €	35 335 €
Eygalières	6 052 405 €	9,97%	603 425 €	6 052 405 €	11,69%	707 526 €	104 101 €
Fontvieille	6 806 470 €	9,97%	678 605 €	6 806 470 €	11,69%	795 676 €	117 071 €
Les Baux-de-Provence	1 401 386 €	9,97%	139 718 €	1 401 386 €	11,69%	163 822 €	24 104 €
Mas-Blanc-des-Alpilles	904 078 €	9,97%	90 137 €	904 078 €	11,69%	105 687 €	15 550 €
Maussane-les-Alpilles	5 885 797 €	9,97%	586 814 €	5 885 797 €	11,69%	688 050 €	101 236 €
Mouriès	6 010 091 €	9,97%	599 206 €	6 010 091 €	11,69%	702 580 €	103 374 €
Paradou	4 283 851 €	9,97%	427 100 €	4 283 851 €	11,69%	500 782 €	73 682 €
Saint-Etienne-du-Grès	4 869 744 €	9,97%	485 513 €	4 869 744 €	11,69%	569 273 €	83 760 €
Saint-Rémy-de-Provence	18 538 087 €	9,97%	1 848 247 €	18 538 087 €	11,69%	2 167 102 €	318 855 €
CC de la Vallée des Baux et des Alpilles	**56 806 250 €**	**9,97%**	**5 663 583 €**	**56 806 250 €**	**11,69%**	**6 640 651 €**	**977 068 €**
PETR Pays Arles	**247 100 438 €**	**10,09%**	**24 925 736 €**	**247 100 438 €**	**11,69%**	**28 886 041 €**	**3 960 305 €**
Métropole d'Aix - Marseille - Provence	**2 346 730 492 €**	**11,69%**	**274 332 795 €**	**2 346 730 492 €**	**11,69%**	**274 332 795 €**	**0 €**
Total (119/121)	**2 593 830 930 €**	**11,54%**	**299 258 530 €**	**2 593 830 930 €**	**11,69%**	**303 218 836 €**	**3 960 305 €**

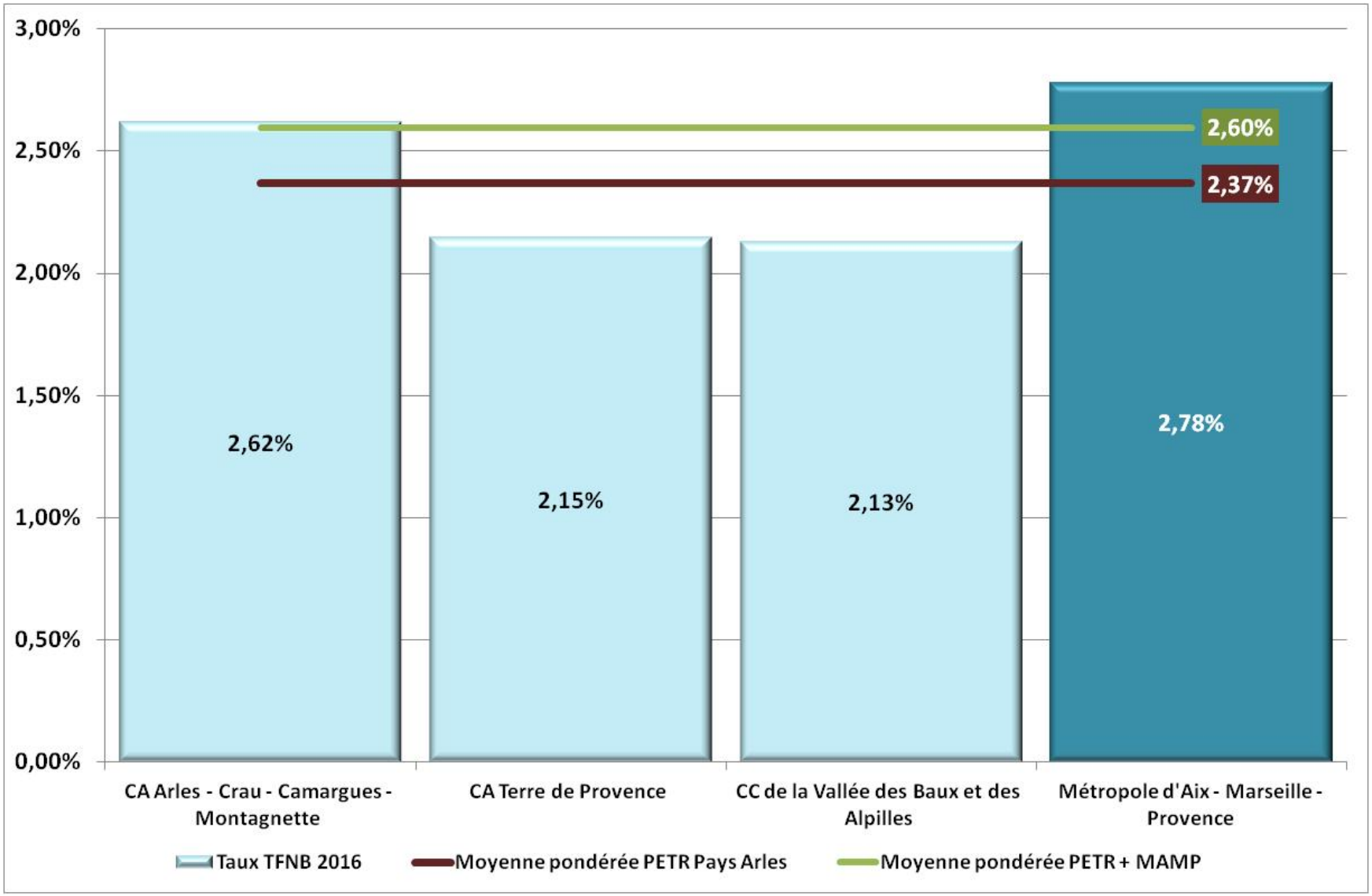
La taxe foncière bâtie (données 2016 pour illustration)



La taxe foncière bâtie (données 2016 pour illustration)

	Base nette TFB intercom. - 2016 - (€)	Taux voté TFB intercom. - 2016 - (%)	Produit TFB intercom. - 2016 - (€)	Base nette TFB intercom. - 2016 - (€)	Taux Métropole Aix Marseille Provence - 2016 - (%)	Produit TFB intercom. - 2016 - (€)	Produit TFB supplémentaire
Arles	57 920 460 €	0,00%	0 €	57 920 460 €	2,59%	1 500 140 €	1 500 140 €
Boulbon	2 003 124 €	0,00%	0 €	2 003 124 €	2,59%	51 881 €	51 881 €
Saintes-Maries-de-la-Mer	6 769 454 €	0,00%	0 €	6 769 454 €	2,59%	175 329 €	175 329 €
Saint-Martin-de-Crau	24 700 537 €	0,00%	0 €	24 700 537 €	2,59%	639 744 €	639 744 €
Saint-Pierre-de-Mézoargues	376 283 €	0,00%	0 €	376 283 €	2,59%	9 746 €	9 746 €
Tarascon	17 893 090 €	0,00%	0 €	17 893 090 €	2,59%	463 431 €	463 431 €
CA Arles - Crau - Camargues -	**109 662 948**	**0,00%**	**0 €**	**109 662 948**	**2,59%**	**2 840 270 €**	**2 840 270 €**
Barbentane	4 854 430 €	0,00%	0 €	4 854 430 €	2,59%	125 730 €	125 730 €
Cabannes	5 415 072 €	0,00%	0 €	5 415 072 €	2,59%	140 250 €	140 250 €
Châteaurenard	17 101 165 €	0,00%	0 €	17 101 165 €	2,59%	442 920 €	442 920 €
Eyragues	4 491 391 €	0,00%	0 €	4 491 391 €	2,59%	116 327 €	116 327 €
Graveson	4 877 248 €	0,00%	0 €	4 877 248 €	2,59%	126 321 €	126 321 €
Maillane	2 618 639 €	0,00%	0 €	2 618 639 €	2,59%	67 823 €	67 823 €
Mollégès	2 514 209 €	0,00%	0 €	2 514 209 €	2,59%	65 118 €	65 118 €
Noves	6 165 485 €	0,00%	0 €	6 165 485 €	2,59%	159 686 €	159 686 €
Orgon	4 866 294 €	0,00%	0 €	4 866 294 €	2,59%	126 037 €	126 037 €
Plan-d'Orgon	4 621 153 €	0,00%	0 €	4 621 153 €	2,59%	119 688 €	119 688 €
Rognonas	4 277 776 €	0,00%	0 €	4 277 776 €	2,59%	110 794 €	110 794 €
Saint-Andiol	3 573 929 €	0,00%	0 €	3 573 929 €	2,59%	92 565 €	92 565 €
Verquières	915 509 €	0,00%	0 €	915 509 €	2,59%	23 712 €	23 712 €
CA Terre de Provence (13)	**66 292 300 €**	**0,00%**	**0 €**	**66 292 300 €**	**2,59%**	**1 716 971 €**	**1 716 971 €**
Aureille	1 256 851 €	0,00%	0 €	1 256 851 €	2,59%	32 552 €	32 552 €
Eygalières	4 831 106 €	0,00%	0 €	4 831 106 €	2,59%	125 126 €	125 126 €
Fontvieille	4 639 167 €	0,00%	0 €	4 639 167 €	2,59%	120 154 €	120 154 €
Les Baux-de-Provence	1 736 797 €	0,00%	0 €	1 736 797 €	2,59%	44 983 €	44 983 €
Mas-Blanc-des-Alpilles	605 130 €	0,00%	0 €	605 130 €	2,59%	15 673 €	15 673 €
Maussane-les-Alpilles	4 484 150 €	0,00%	0 €	4 484 150 €	2,59%	116 139 €	116 139 €
Mouriès	3 864 416 €	0,00%	0 €	3 864 416 €	2,59%	100 088 €	100 088 €
Paradou	3 171 097 €	0,00%	0 €	3 171 097 €	2,59%	82 131 €	82 131 €
Saint-Etienne-du-Grès	3 394 385 €	0,00%	0 €	3 394 385 €	2,59%	87 915 €	87 915 €
Saint-Rémy-de-Provence	17 022 241 €	0,00%	0 €	17 022 241 €	2,59%	440 876 €	440 876 €
CC de la Vallée des Baux et des Alpilles	**45 005 340 €**	**0,00%**	**0 €**	**45 005 340 €**	**2,59%**	**1 165 638 €**	**1 165 638 €**
PETR Pays Arles	**220 960 588 €**	**0,00%**	**0 €**	**220 960 588 €**	**2,59%**	**5 722 879 €**	**5 722 879 €**
Métropole d'Aix - Marseille - Provence	**2 224 891 060 €**	**2,59%**	**57 624 678 €**	**2 224 891 060 €**	**2,59%**	**57 624 678 €**	**0 €**
Total (119/121)	**2 445 851 648 €**	**2,36%**	**57 624 678 €**	**2 445 851 648 €**	**2,59%**	**63 347 558 €**	**5 722 879 €**

La taxe foncière non bâtie (données 2016 pour illustration)



La taxe foncière non bâtie (données 2016 pour illustration)

	Base nette TFNB intercom. - 2016 - (€)	Taux voté TFNB intercom. - 2016 - (%)	Produit TFNB intercom. - 2016 - (€)	Base nette TFNB intercom. - 2016 - (€)	Taux Métropole Aix Marseille Provence - 2016 - (%)	Produit TFNB intercom. - 2016 - (€)	Produit TFNB supplémentaire
Arles	2 424 390 €	2,62%	63 519 €	2 424 390 €	2,78%	67 398 €	3 879 €
Boulbon	78 119 €	2,62%	2 047 €	78 119 €	2,78%	2 172 €	125 €
Saintes-Maries-de-la-Mer	378 759 €	2,62%	9 923 €	378 759 €	2,78%	10 530 €	606 €
Saint-Martin-de-Crau	937 080 €	2,62%	24 551 €	937 080 €	2,78%	26 051 €	1 499 €
Saint-Pierre-de-Mézoargues	32 548 €	2,62%	853 €	32 548 €	2,78%	905 €	52 €
Tarascon	841 870 €	2,62%	22 057 €	841 870 €	2,78%	23 404 €	1 347 €
CA Arles - Crau - Camargues -	**4 692 766**	**2,62%**	**122 950 €**	**4 692 766**	**2,78%**	**130 459 €**	**7 508 €**
Barbentane	237 869 €	2,15%	5 114 €	237 869 €	2,78%	6 613 €	1 499 €
Cabannes	301 920 €	2,15%	6 491 €	301 920 €	2,78%	8 393 €	1 902 €
Châteaurenard	638 436 €	2,15%	13 726 €	638 436 €	2,78%	17 749 €	4 022 €
Eyragues	267 758 €	2,15%	5 757 €	267 758 €	2,78%	7 444 €	1 687 €
Graveson	351 540 €	2,15%	7 558 €	351 540 €	2,78%	9 773 €	2 215 €
Maillane	222 450 €	2,15%	4 783 €	222 450 €	2,78%	6 184 €	1 401 €
Mollégès	161 894 €	2,15%	3 481 €	161 894 €	2,78%	4 501 €	1 020 €
Noves	325 784 €	2,15%	7 004 €	325 784 €	2,78%	9 057 €	2 052 €
Orgon	145 052 €	2,15%	3 119 €	145 052 €	2,78%	4 032 €	914 €
Plan-d'Orgon	224 685 €	2,15%	4 831 €	224 685 €	2,78%	6 246 €	1 416 €
Rognonas	146 653 €	2,15%	3 153 €	146 653 €	2,78%	4 077 €	924 €
Saint-Andiol	318 149 €	2,15%	6 840 €	318 149 €	2,78%	8 845 €	2 004 €
Verquières	68 621 €	2,15%	1 475 €	68 621 €	2,78%	1 908 €	432 €
CA Terre de Provence (13)	**3 410 811 €**	**2,15%**	**73 332 €**	**3 410 811 €**	**2,78%**	**94 821 €**	**21 488 €**
Aureille	54 806 €	2,13%	1 167 €	54 806 €	2,78%	1 524 €	356 €
Eygalières	158 611 €	2,13%	3 378 €	158 611 €	2,78%	4 409 €	1 031 €
Fontvieille	214 314 €	2,13%	4 565 €	214 314 €	2,78%	5 958 €	1 393 €
Les Baux-de-Provence	40 712 €	2,13%	867 €	40 712 €	2,78%	1 132 €	265 €
Mas-Blanc-des-Alpilles	20 672 €	2,13%	440 €	20 672 €	2,78%	575 €	134 €
Maussane-les-Alpilles	134 247 €	2,13%	2 859 €	134 247 €	2,78%	3 732 €	873 €
Mouriès	202 877 €	2,13%	4 321 €	202 877 €	2,78%	5 640 €	1 319 €
Paradou	90 481 €	2,13%	1 927 €	90 481 €	2,78%	2 515 €	588 €
Saint-Etienne-du-Grès	164 098 €	2,13%	3 495 €	164 098 €	2,78%	4 562 €	1 067 €
Saint-Rémy-de-Provence	801 425 €	2,13%	17 070 €	801 425 €	2,78%	22 280 €	5 209 €
CC de la Vallée des Baux et des Alpilles	**1 882 243 €**	**2,13%**	**40 092 €**	**1 882 243 €**	**2,78%**	**52 326 €**	**12 235 €**
PETR Pays Arles	**9 985 820 €**	**2,37%**	**236 375 €**	**9 985 820 €**	**2,78%**	**277 606 €**	**41 231 €**
Métropole d'Aix - Marseille - Provence	**12 484 833 €**	**2,78%**	**347 078 €**	**12 484 833 €**	**2,78%**	**347 078 €**	**0 €**
Total (119/121)	**22 470 653 €**	**2,60%**	**583 453 €**	**22 470 653 €**	**2,78%**	**624 684 €**	**41 231 €**

Le bilan en matière d'impôts ménages

	Avant				Après				Bilan	
	TH	TFB	TFNB	TOTAL	TH	TFB	TFNB	TOTAL	En €	en % des recettes intercommunales 2016 des 3 taxes
Arles	6 768 632 €	0 €	63 519 €	**6 832 151 €**	7 742 203 €	1 500 140 €	67 398 €	**9 309 741 €**	2 477 589 €	36,3%
Boulbon	275 174 €	0 €	2 047 €	**277 221 €**	314 754 €	51 881 €	2 172 €	**368 807 €**	91 586 €	33,0%
Saintes-Maries-de-la-Mer	787 398 €	0 €	9 923 €	**797 321 €**	900 654 €	175 329 €	10 530 €	**1 086 512 €**	289 191 €	36,3%
Saint-Martin-de-Crau	1 854 701 €	0 €	24 551 €	**1 879 252 €**	2 121 473 €	639 744 €	26 051 €	**2 787 268 €**	908 015 €	48,3%
Saint-Pierre-de-Mézoargues	41 169 €	0 €	853 €	**42 022 €**	47 090 €	9 746 €	905 €	**57 741 €**	15 719 €	37,4%
Tarascon	1 804 181 €	0 €	22 057 €	**1 826 238 €**	2 063 687 €	463 431 €	23 404 €	**2 550 522 €**	724 284 €	39,7%
CA Arles - Crau - Camargues -	**11 531 255 €**	**0 €**	**122 950 €**	**11 654 206 €**	**13 189 861 €**	**2 840 270 €**	**130 459 €**	**16 160 590 €**	**4 506 384 €**	**38,7%**
Barbentane	628 137 €	0 €	5 114 €	**633 251 €**	735 763 €	125 730 €	6 613 €	**868 106 €**	234 855 €	37,1%
Cabannes	549 157 €	0 €	6 491 €	**555 648 €**	643 251 €	140 250 €	8 393 €	**791 895 €**	236 246 €	42,5%
Châteaurenard	1 959 028 €	0 €	13 726 €	**1 972 755 €**	2 294 693 €	442 920 €	17 749 €	**2 755 362 €**	782 607 €	39,7%
Eyragues	683 264 €	0 €	5 757 €	**689 021 €**	800 336 €	116 327 €	7 444 €	**924 107 €**	235 086 €	34,1%
Graveson	675 308 €	0 €	7 558 €	**682 866 €**	791 017 €	126 321 €	9 773 €	**927 110 €**	244 244 €	35,8%
Maillane	337 029 €	0 €	4 783 €	**341 812 €**	394 777 €	67 823 €	6 184 €	**468 784 €**	126 972 €	37,1%
Mollégès	325 955 €	0 €	3 481 €	**329 436 €**	381 805 €	65 118 €	4 501 €	**451 424 €**	121 988 €	37,0%
Noves	751 516 €	0 €	7 004 €	**758 521 €**	880 283 €	159 686 €	9 057 €	**1 049 026 €**	290 505 €	38,3%
Orgon	314 673 €	0 €	3 119 €	**317 792 €**	368 590 €	126 037 €	4 032 €	**498 660 €**	180 868 €	56,9%
Plan-d'Orgon	449 640 €	0 €	4 831 €	**454 470 €**	526 682 €	119 688 €	6 246 €	**652 616 €**	198 146 €	43,6%
Rognonas	554 803 €	0 €	3 153 €	**557 956 €**	649 864 €	110 794 €	4 077 €	**764 735 €**	206 780 €	37,1%
Saint-Andiol	391 837 €	0 €	6 840 €	**398 677 €**	458 975 €	92 565 €	8 845 €	**560 384 €**	161 707 €	40,6%
Verquières	110 551 €	0 €	1 475 €	**112 026 €**	129 493 €	23 712 €	1 908 €	**155 112 €**	43 086 €	38,5%
CA Terre de Provence (13)	**7 730 897 €**	**0 €**	**73 332 €**	**7 804 230 €**	**9 055 530 €**	**1 716 971 €**	**94 821 €**	**10 867 321 €**	**3 063 091 €**	**39,2%**
Aureille	204 818 €	0 €	1 167 €	**205 985 €**	240 152 €	32 552 €	1 524 €	**274 229 €**	68 243 €	33,1%
Eygalières	603 425 €	0 €	3 378 €	**606 803 €**	707 526 €	125 126 €	4 409 €	**837 061 €**	230 258 €	37,9%
Fontvieille	678 605 €	0 €	4 565 €	**683 170 €**	795 676 €	120 154 €	5 958 €	**921 789 €**	238 619 €	34,9%
Les Baux-de-Provence	139 718 €	0 €	867 €	**140 585 €**	163 822 €	44 983 €	1 132 €	**209 937 €**	69 352 €	49,3%
Mas-Blanc-des-Alpilles	90 137 €	0 €	440 €	**90 577 €**	105 687 €	15 673 €	575 €	**121 934 €**	31 357 €	34,6%
Maussane-les-Alpilles	586 814 €	0 €	2 859 €	**589 673 €**	688 050 €	116 139 €	3 732 €	**807 921 €**	218 248 €	37,0%
Mouriès	599 206 €	0 €	4 321 €	**603 527 €**	702 580 €	100 088 €	5 640 €	**808 308 €**	204 781 €	33,9%
Paradou	427 100 €	0 €	1 927 €	**429 027 €**	500 782 €	82 131 €	2 515 €	**585 429 €**	156 402 €	36,5%
Saint-Etienne-du-Grès	485 513 €	0 €	3 495 €	**489 009 €**	569 273 €	87 915 €	4 562 €	**661 750 €**	172 741 €	35,3%
Saint-Rémy-de-Provence	1 848 247 €	0 €	17 070 €	**1 865 318 €**	2 167 102 €	440 876 €	22 280 €	**2 630 258 €**	764 940 €	41,0%
CC de la Vallée des Baux et des Alpilles	**5 663 583 €**	**0 €**	**40 092 €**	**5 703 675 €**	**6 640 651 €**	**1 165 638 €**	**52 326 €**	**7 858 615 €**	**2 154 940 €**	**37,8%**
PETR Pays Arles	**24 925 736 €**	**0 €**	**236 375 €**	**25 162 110 €**	**28 886 041 €**	**5 722 879 €**	**277 606 €**	**34 886 526 €**	**9 724 416 €**	**38,6%**

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

La « régulation fiscale » par commune des impôts ménages

Les écarts pour chaque commune pourraient etre neutralisés :

1. **par une hausse de l'attribution de compensation lorsque la fiscalité intercommunale nouvelle est plus forte que l'ancienne (ou l'inverse).**

2. **Les communes modifieraient leurs taux d'imposition :**

   a) **à la hausse si la fiscalité intercommunale est plus faible qu'avant. Cette hausse du produit fiscal compense strictement la baisse de l'attribution de compensation,**

   b) **à la baisse si la fiscalité intercommunale est plus forte qu'avant. Cette baisse du produit fiscal est compensée strictement la hausse de l'attribution de compensation.**

Il n'est alors pas utile de procéder à un lissage annuel des effets de variation des taux d'imposition intercommunaux par rapport aux taux actuels. La nouvelle organisation fiscale peut donc se mettre en place pleinement dès la première année.

Impose à l'heure actuelle l'unanimité de toutes les communes (92 +29)

Les principes du pacte fiscal

1 **Les choix relatifs à la fusion fiscale doivent conduire à ce que <u>la somme</u> des taux d'imposition <u>par taxe</u> soit la même <u>après la fusion qu'avant</u>.**

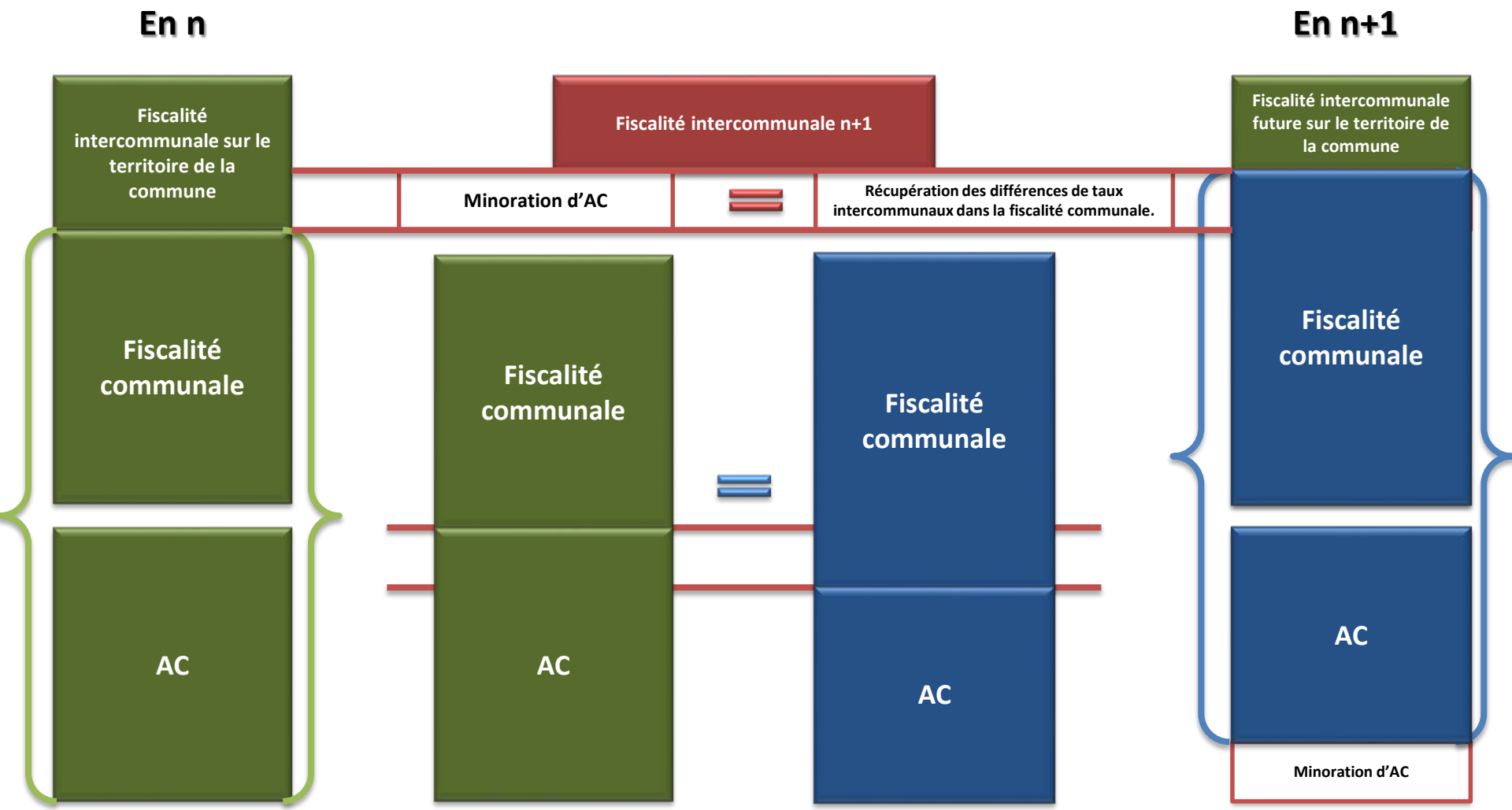
Tout lissage du nouveau taux de la communauté « dans le temps » est inutile

2 **Chaque commune garde sa capacité de voter ses propres taux d'imposition après la fusion, y compris en hausse (ou en baisse) si elle le décide.**

3 **Toutefois, les éventuelles hausses (ou baisses) de taux communaux par rapport aux taux du « pacte fiscal » ne sont pas de la responsabilité de la communauté, qui garantit à chaque commune la capacité à disposer après la fusion des ressources budgétaires équivalentes à celles dont elle disposait avant la fusion.**

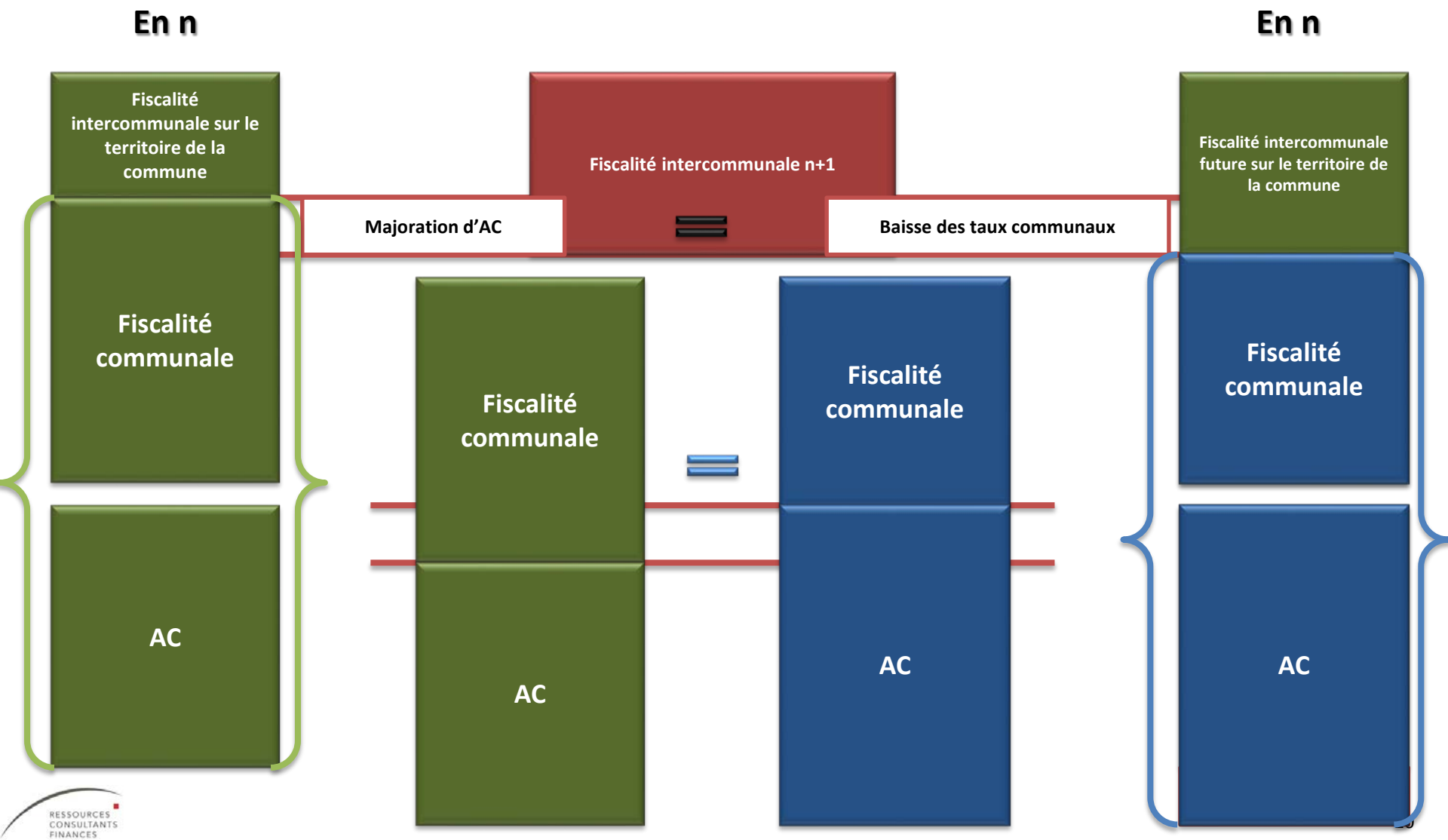
Les principes du pacte fiscal

4 **Le pacte fiscal s'appuie sur l'attribution de compensation versée à chaque commune.**



Les principes du pacte fiscal

4 **Le pacte fiscal s'appuie sur l'attribution de compensation versée à chaque commune.**



Les conséquences du pacte fiscal

Les recettes fiscales impôts issues des habitants d'une commune ne sont pas modifiées par le processus de fusion :

1 Ce qui est **payé en plus (ou en moins)** **pour la part intercommunale** est compensé par ce qui est **payé en moins (ou en plus)** **pour la part communale**.

2 Ce qui est **payé en plus (ou en moins)** **pour la part intercommunale** est **restitué** à la commune sous forme d'une **majoration (ou minoration) d'attribution de compensation**.

3 La majoration (ou minoration) d'attribution de compensation augmente les recettes de la commune et lui permet de diminuer (ou augmenter) son taux d'imposition, pour retrouver :

a) le même niveau de pression fiscale pour ses habitants,
b) les mêmes ressources dans son budget.

4 **Le pacte fiscal suppose l'unanimité des communes (législation actuelle)** pour assurer dès le premier budget le financement des attributions de compensation permettant pour chaque commune cette neutralité fiscale.

RESSOURCES
CONSULTANTS
FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

1.3.

INTÉGRER LES 29 COMMUNES DANS LA MÉTROPOLE D'AIX MARSEILLE PROVENCE : LA TEOM

Les modalités de mise en œuvre d'une TEOM

Des mécanismes de zonage sont toujours possibles, ainsi que des mécanismes d'harmonisation des taux dans la durée.

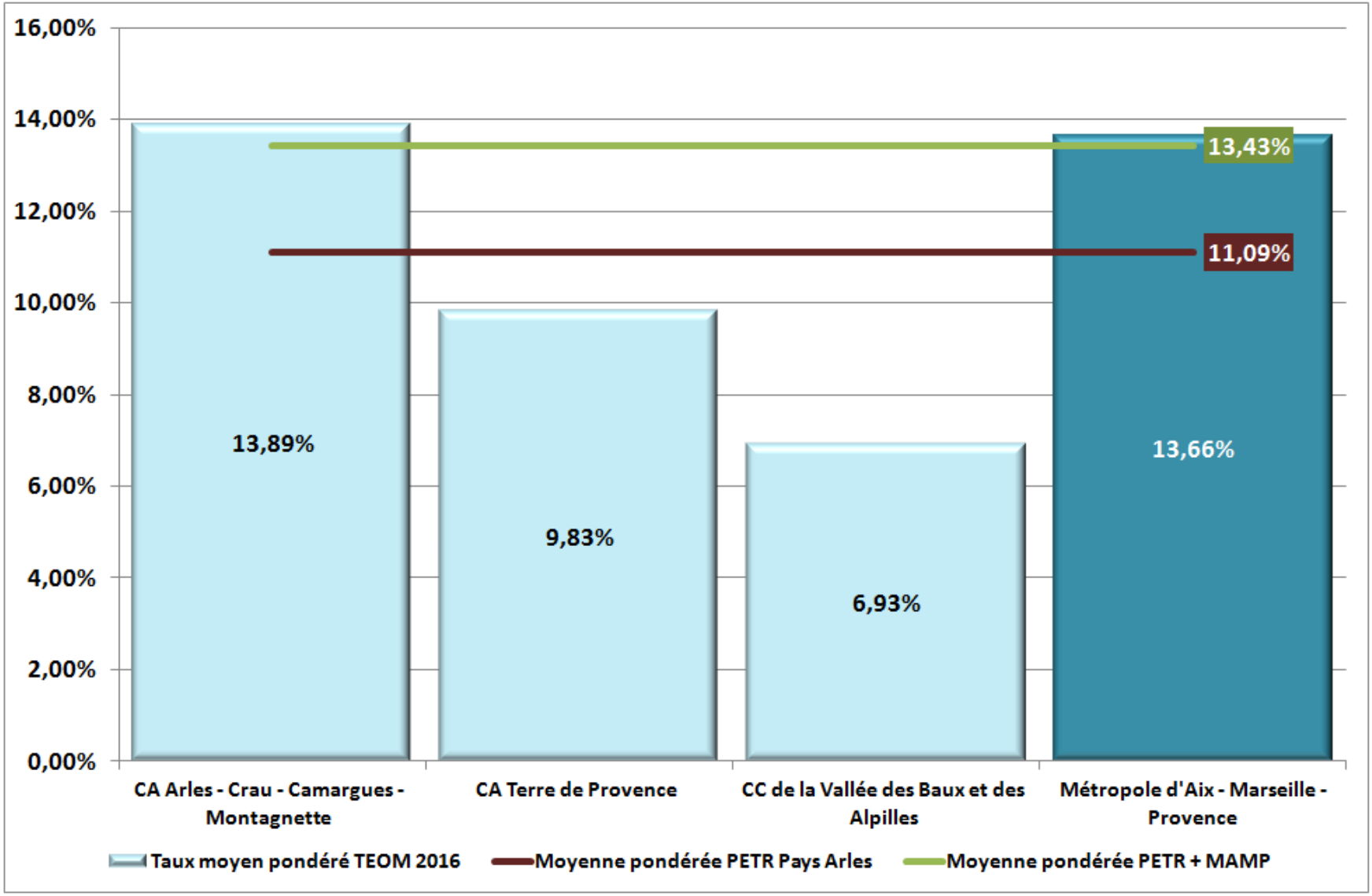
Toutefois :

- La logique de la TEOM (comme de la ROM) est que le niveau de la pression fiscale demandée aux habitants soit en cohérence avec le niveau de service rendu.

- Les zonages sont des options possibles au principe général du taux unique.

Les évaluations suivantes prennent en compte les écarts entre les produits résultant du niveau moyen de TEOM sur le territoire des 3 EPCI et le produit résultant de l'application sur ces 3 territoires du taux moyen appliqué dans la Métropole d'Aix Marseille Provence.

La TEOM (données 2016 pour illustration)



La TEOM (données 2016 pour illustration)

	Base nette TEOM intercom. - 2016 - (€)	Taux voté TEOM intercom. - 2016 - (%)	Produit TEOM intercom. - (€)	Base nette TEOM intercom. - 2016 - (€)	Taux Métropole Aix Marseille Provence - 2016 - (%)	Produit TEOM intercom. - 2016 - (€)	Produit TEOM supplémentaire
Arles	57 213 282 €	15,65%	8 953 879 €	57 213 282 €	13,66%	7 817 234 €	-1 136 645 €
Boulbon	1 922 963 €	11,00%	211 526 €	1 922 963 €	13,66%	262 741 €	51 215 €
Saintes-Maries-de-la-Mer	6 921 980 €	12,83%	888 090 €	6 921 980 €	13,66%	945 772 €	57 682 €
Saint-Martin-de-Crau	15 853 426 €	9,50%	1 506 075 €	15 853 426 €	13,66%	2 166 104 €	660 029 €
Saint-Pierre-de-Mézoargues	288 579 €	7,29%	21 037 €	288 579 €	13,66%	39 429 €	18 392 €
Tarascon	14 846 070 €	12,76%	1 894 359 €	14 846 070 €	13,66%	2 028 466 €	134 107 €
CA Arles - Crau - Camargues -	**97 046 300**	**13,89%**	**13 474 966 €**	**97 046 300**	**13,66%**	**13 259 747 €**	**-215 219 €**
Barbentane	4 436 763 €	10,25%	454 768 €	4 436 763 €	13,66%	606 209 €	151 441 €
Cabannes	4 530 778 €	9,50%	430 424 €	4 530 778 €	13,66%	619 055 €	188 631 €
Châteaurenard	16 453 698 €	10,30%	1 694 731 €	16 453 698 €	13,66%	2 248 121 €	553 390 €
Eyragues	4 807 810 €	9,50%	456 742 €	4 807 810 €	13,66%	656 906 €	200 164 €
Graveson	4 949 279 €	9,84%	487 009 €	4 949 279 €	13,66%	676 236 €	189 227 €
Maillane	2 695 805 €	9,70%	261 493 €	2 695 805 €	13,66%	368 336 €	106 843 €
Mollégès	2 661 667 €	9,50%	252 858 €	2 661 667 €	13,66%	363 672 €	110 814 €
Noves	5 769 844 €	9,70%	559 675 €	5 769 844 €	13,66%	788 352 €	228 677 €
Orgon	3 012 624 €	9,70%	292 225 €	3 012 624 €	13,66%	411 624 €	119 399 €
Plan-d'Orgon	4 355 966 €	9,50%	413 817 €	4 355 966 €	13,66%	595 170 €	181 353 €
Rognonas	4 451 052 €	9,50%	422 850 €	4 451 052 €	13,66%	608 161 €	185 311 €
Saint-Andiol	3 429 917 €	9,61%	329 615 €	3 429 917 €	13,66%	468 641 €	139 026 €
Verquières	907 961 €	9,50%	86 256 €	907 961 €	13,66%	124 058 €	37 802 €
CA Terre de Provence (13)	**62 463 164 €**	**9,83%**	**6 142 463 €**	**62 463 164 €**	**13,66%**	**8 534 542 €**	**2 392 079 €**
Aureille	1 307 092 €	9,00%	117 638 €	1 307 092 €	13,66%	178 592 €	60 954 €
Eygalières	4 831 106 €	5,00%	241 555 €	4 831 106 €	13,66%	660 089 €	418 534 €
Fontvieille	4 759 344 €	5,00%	237 967 €	4 759 344 €	13,66%	650 284 €	412 317 €
Les Baux-de-Provence	1 788 081 €	5,95%	106 391 €	1 788 081 €	13,66%	244 311 €	137 920 €
Mas-Blanc-des-Alpilles	625 459 €	7,48%	46 784 €	625 459 €	13,66%	85 458 €	38 674 €
Maussane-les-Alpilles	4 603 266 €	5,31%	244 433 €	4 603 266 €	13,66%	628 959 €	384 526 €
Mouriès	4 020 401 €	8,00%	321 632 €	4 020 401 €	13,66%	549 320 €	227 688 €
Paradou	3 371 635 €	4,70%	158 467 €	3 371 635 €	13,66%	460 677 €	302 210 €
Saint-Etienne-du-Grès	3 518 128 €	6,40%	225 160 €	3 518 128 €	13,66%	480 693 €	255 533 €
Saint-Rémy-de-Provence	17 408 205 €	8,65%	1 505 810 €	17 408 205 €	13,66%	2 378 539 €	872 729 €
CC de la Vallée des Baux et des Alpilles	**46 232 717 €**	**6,93%**	**3 205 837 €**	**46 232 717 €**	**13,66%**	**6 316 924 €**	**3 111 087 €**
PETR Pays Arles	**205 742 181 €**	**11,09%**	**22 823 266 €**	**205 742 181 €**	**13,66%**	**28 111 213 €**	**5 287 947 €**
Métropole d'Aix - Marseille - Provence	**2 094 236 177 €**	**13,66%**	**286 142 196 €**	**2 094 236 177 €**	**13,66%**	**286 142 196 €**	**0 €**
Total (119/121)	**2 299 978 358 €**	**13,43%**	**308 965 462 €**	**2 299 978 358 €**	**13,66%**	**314 253 409 €**	**5 287 947 €**

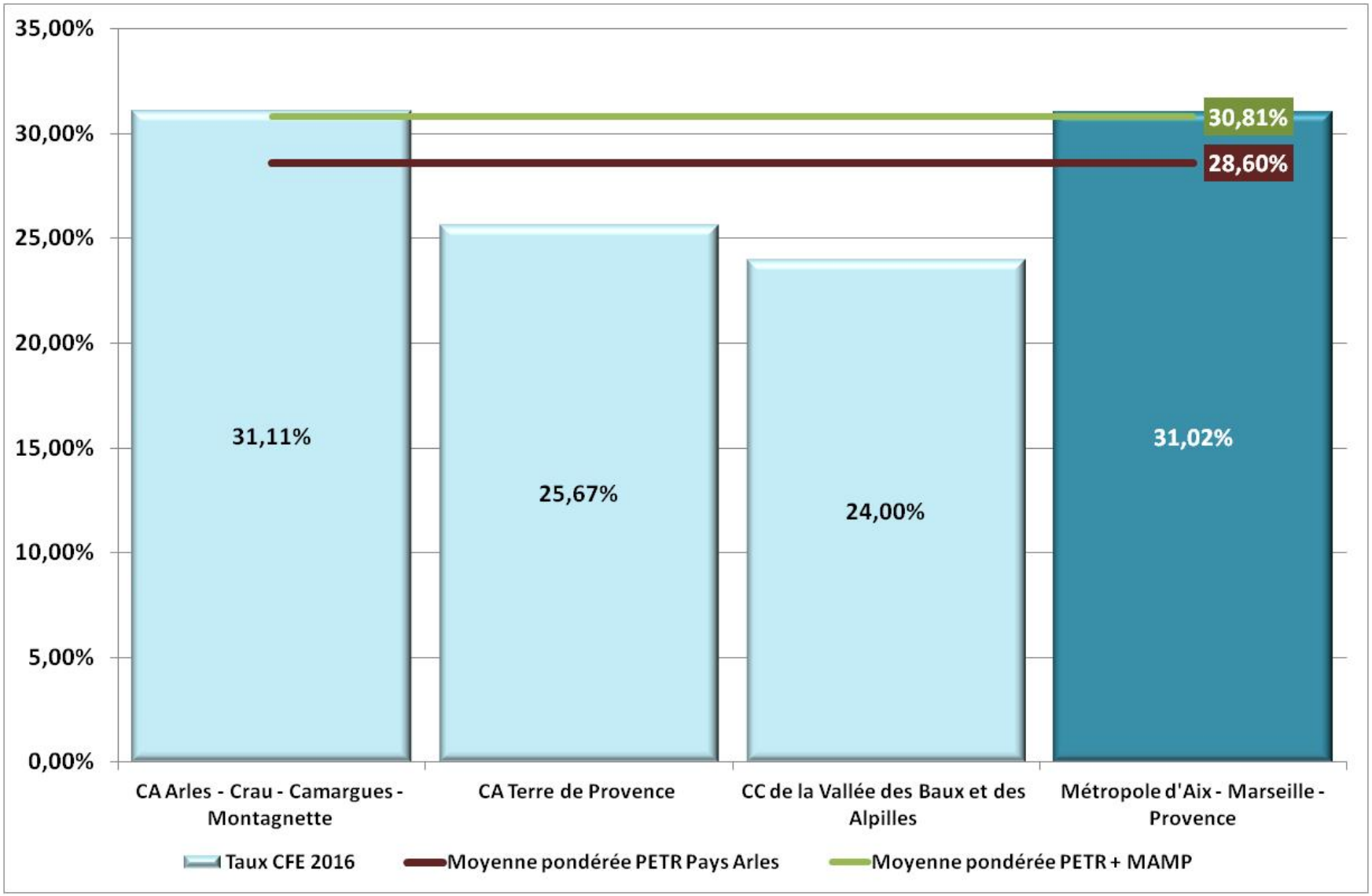
RESSOURCES
CONSULTANTS
FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

1.4.

INTÉGRER LES 29 COMMUNES DANS LA MÉTROPOLE D'AIX MARSEILLE PROVENCE : LA CFE

La CFE (données 2016 pour illustration)



La CFE (données 2016 pour illustration)

	Base nette CFE intercom. - 2016 - (€)	Taux voté CFE intercom. - 2016 - (%)	Produit CFE intercom. - (€)	Base nette CFE intercom. - 2016 - (€)	Taux Métropole Aix Marseille Provence - 2016 - (%)	Produit CFE intercom. - 2016 - (€)	Produit CFE supplémentaire
Arles	15 683 548 €	31,11%	4 879 152 €	15 683 548 €	31,02%	4 865 037 €	-14 115 €
Boulbon	254 843 €	31,11%	79 282 €	254 843 €	31,02%	79 052 €	-229 €
Saintes-Maries-de-la-Mer	1 951 506 €	31,11%	607 114 €	1 951 506 €	31,02%	605 357 €	-1 756 €
Saint-Martin-de-Crau	17 200 201 €	31,11%	5 350 983 €	17 200 201 €	31,02%	5 335 502 €	-15 480 €
Saint-Pierre-de-Mézoargues	220 785 €	31,11%	68 686 €	220 785 €	31,02%	68 488 €	-199 €
Tarascon	7 592 117 €	31,11%	2 361 908 €	7 592 117 €	31,02%	2 355 075 €	-6 833 €
CA Arles - Crau - Camargues -	**42 903 000**	**31,11%**	**13 347 124 €**	**42 903 000**	**31,02%**	**13 308 511 €**	**-38 613 €**
Barbentane	1 181 623 €	25,67%	303 323 €	1 181 623 €	31,02%	366 539 €	63 217 €
Cabannes	2 394 663 €	25,67%	614 710 €	2 394 663 €	31,02%	742 824 €	128 114 €
Châteaurenard	5 340 653 €	25,67%	1 370 946 €	5 340 653 €	31,02%	1 656 671 €	285 725 €
Eyragues	757 804 €	25,67%	194 528 €	757 804 €	31,02%	235 071 €	40 543 €
Graveson	971 556 €	25,67%	249 398 €	971 556 €	31,02%	301 377 €	51 978 €
Maillane	318 236 €	25,67%	81 691 €	318 236 €	31,02%	98 717 €	17 026 €
Mollégès	293 941 €	25,67%	75 455 €	293 941 €	31,02%	91 180 €	15 726 €
Noves	1 916 091 €	25,67%	491 861 €	1 916 091 €	31,02%	594 371 €	102 511 €
Orgon	3 426 149 €	25,67%	879 492 €	3 426 149 €	31,02%	1 062 791 €	183 299 €
Plan-d'Orgon	1 892 344 €	25,67%	485 765 €	1 892 344 €	31,02%	587 005 €	101 240 €
Rognonas	770 680 €	25,67%	197 834 €	770 680 €	31,02%	239 065 €	41 231 €
Saint-Andiol	1 186 719 €	25,67%	304 631 €	1 186 719 €	31,02%	368 120 €	63 489 €
Verquières	206 672 €	25,67%	53 053 €	206 672 €	31,02%	64 110 €	11 057 €
CA Terre de Provence (13)	**20 657 131 €**	**25,67%**	**5 302 686 €**	**20 657 131 €**	**31,02%**	**6 407 842 €**	**1 105 156 €**
Aureille	110 317 €	24,00%	26 476 €	110 317 €	31,02%	34 220 €	7 744 €
Eygalières	1 262 048 €	24,00%	302 892 €	1 262 048 €	31,02%	391 487 €	88 596 €
Fontvieille	686 797 €	24,00%	164 831 €	686 797 €	31,02%	213 044 €	48 213 €
Les Baux-de-Provence	953 916 €	24,00%	228 940 €	953 916 €	31,02%	295 905 €	66 965 €
Mas-Blanc-des-Alpilles	58 978 €	24,00%	14 155 €	58 978 €	31,02%	18 295 €	4 140 €
Maussane-les-Alpilles	899 671 €	24,00%	215 921 €	899 671 €	31,02%	279 078 €	63 157 €
Mouriès	542 963 €	24,00%	130 311 €	542 963 €	31,02%	168 427 €	38 116 €
Paradou	622 131 €	24,00%	149 311 €	622 131 €	31,02%	192 985 €	43 674 €
Saint-Etienne-du-Grès	616 991 €	24,00%	148 078 €	616 991 €	31,02%	191 391 €	43 313 €
Saint-Rémy-de-Provence	4 552 334 €	24,00%	1 092 560 €	4 552 334 €	31,02%	1 412 134 €	319 574 €
CC de la Vallée des Baux et des Alpilles	**10 306 146 €**	**24,00%**	**2 473 475 €**	**10 306 146 €**	**31,02%**	**3 196 967 €**	**723 492 €**
PETR Pays Arles	**73 866 277 €**	**28,60%**	**21 123 284 €**	**73 866 277 €**	**31,02%**	**22 913 320 €**	**1 790 035 €**
Métropole d'Aix - Marseille - Provence	**772 315 121 €**	**31,02%**	**239 572 155 €**	**772 315 121 €**	**31,02%**	**239 572 155 €**	**0 €**
Total (119/121)	**846 181 398 €**	**30,81%**	**260 695 439 €**	**846 181 398 €**	**31,02%**	**262 485 475 €**	**1 790 035 €**

RESSOURCES
CONSULTANTS
FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

1.5.

BILAN GLOBAL ET QUESTIONS EN ATTENTE

Le bilan global

	TH	TFB	TFNB	TEOM	CFE	TOTAL
Arles	973 570 €	1 500 140 €	3 879 €	-1 136 645 €	-14 115 €	1 326 829 €
Boulbon	39 580 €	51 881 €	125 €	51 215 €	-229 €	142 571 €
Saintes-Maries-de-la-Mer	113 256 €	175 329 €	606 €	57 682 €	-1 756 €	345 117 €
Saint-Martin-de-Crau	266 772 €	639 744 €	1 499 €	660 029 €	-15 480 €	1 552 564 €
Saint-Pierre-de-Mézoargues	5 922 €	9 746 €	52 €	18 392 €	-199 €	33 913 €
Tarascon	259 506 €	463 431 €	1 347 €	134 107 €	-6 833 €	851 558 €
CA Arles - Crau - Camargues -	**1 658 605 €**	**2 840 270 €**	**7 508 €**	**-215 219 €**	**-38 613 €**	**4 252 552 €**
Barbentane	107 627 €	125 730 €	1 499 €	151 441 €	63 217 €	449 513 €
Cabannes	94 094 €	140 250 €	1 902 €	188 631 €	128 114 €	552 992 €
Châteaurenard	335 665 €	442 920 €	4 022 €	553 390 €	285 725 €	1 621 723 €
Eyragues	117 072 €	116 327 €	1 687 €	200 164 €	40 543 €	475 793 €
Graveson	115 709 €	126 321 €	2 215 €	189 227 €	51 978 €	485 450 €
Maillane	57 747 €	67 823 €	1 401 €	106 843 €	17 026 €	250 841 €
Mollégès	55 850 €	65 118 €	1 020 €	110 814 €	15 726 €	248 528 €
Noves	128 767 €	159 686 €	2 052 €	228 677 €	102 511 €	621 693 €
Orgon	53 917 €	126 037 €	914 €	119 399 €	183 299 €	483 566 €
Plan-d'Orgon	77 042 €	119 688 €	1 416 €	181 353 €	101 240 €	480 739 €
Rognonas	95 061 €	110 794 €	924 €	185 311 €	41 231 €	433 323 €
Saint-Andiol	67 138 €	92 565 €	2 004 €	139 026 €	63 489 €	364 222 €
Verquières	18 942 €	23 712 €	432 €	37 802 €	11 057 €	91 945 €
CA Terre de Provence (13)	**1 324 633 €**	**1 716 971 €**	**21 488 €**	**2 392 079 €**	**1 105 156 €**	**6 560 327 €**
Aureille	35 335 €	32 552 €	356 €	60 954 €	7 744 €	136 942 €
Eygalières	104 101 €	125 126 €	1 031 €	418 534 €	88 596 €	737 388 €
Fontvieille	117 071 €	120 154 €	1 393 €	412 317 €	48 213 €	699 149 €
Les Baux-de-Provence	24 104 €	44 983 €	265 €	137 920 €	66 965 €	274 237 €
Mas-Blanc-des-Alpilles	15 550 €	15 673 €	134 €	38 674 €	4 140 €	74 172 €
Maussane-les-Alpilles	101 236 €	116 139 €	873 €	384 526 €	63 157 €	665 931 €
Mouriès	103 374 €	100 088 €	1 319 €	227 688 €	38 116 €	470 585 €
Paradou	73 682 €	82 131 €	588 €	302 210 €	43 674 €	502 286 €
Saint-Etienne-du-Grès	83 760 €	87 915 €	1 067 €	255 533 €	43 313 €	471 587 €
Saint-Rémy-de-Provence	318 855 €	440 876 €	5 209 €	872 729 €	319 574 €	1 957 243 €
CC de la Vallée des Baux et des Alpilles	**977 068 €**	**1 165 638 €**	**12 235 €**	**3 111 087 €**	**723 492 €**	**5 989 519 €**
PETR Pays Arles	**3 960 305 €**	**5 722 879 €**	**41 231 €**	**5 287 947 €**	**1 790 035 €**	**16 802 398 €**
Métropole d'Aix - Marseille - Provence	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Total (119/121)	**3 960 305 €**	**5 722 879 €**	**41 231 €**	**5 287 947 €**	**1 790 035 €**	**16 802 398 €**

Les autres conséquences fiscales à évaluer :

Taxe d'habitation : Abattements intercommunaux.

TEOM : exonérations

CFE : niveau des bases minimum
exonérations ZRR éventuelles

Versement transport : MAMP 2%, CAACCM : 0,8%

TASCOM : coefficient de majoration

Taxe de séjour : niveau et affectation

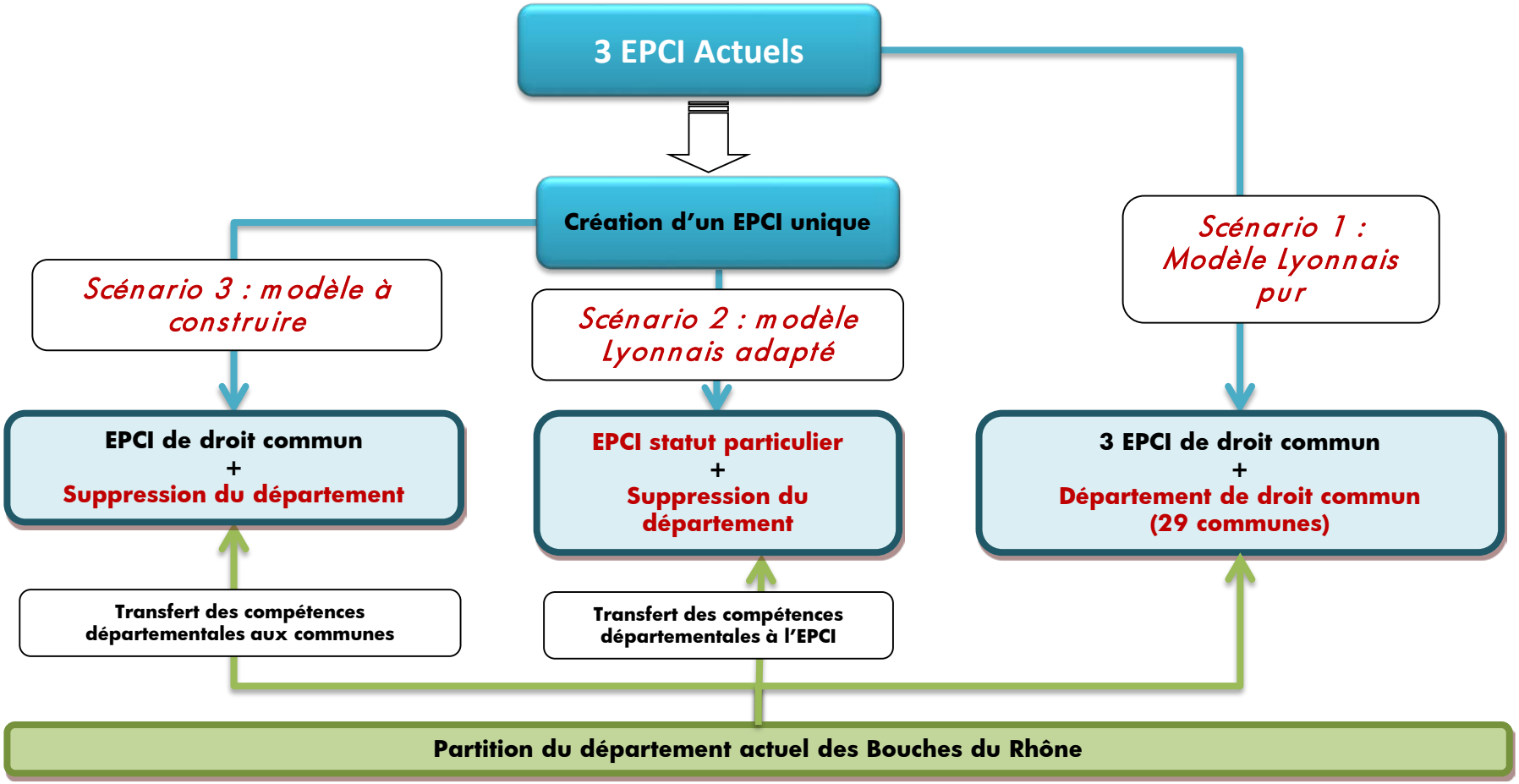
RESSOURCES
CONSULTANTS
FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

PARTIE 2

UNE SOLUTION POSSIBLE CONSTRUITE AUTOUR DU PÉRIMÈTRE COUVERT PAR LE PETR DU PAYS D'ARLES ?

Les scénarios possibles



Dans tous les cas, deux questions centrales :

1- Conséquences d'une fusion des 3 EPCI

2- Soutenabilité financière d'un « département du Pays d'Arles »

RESSOURCES
CONSULTANTS
FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

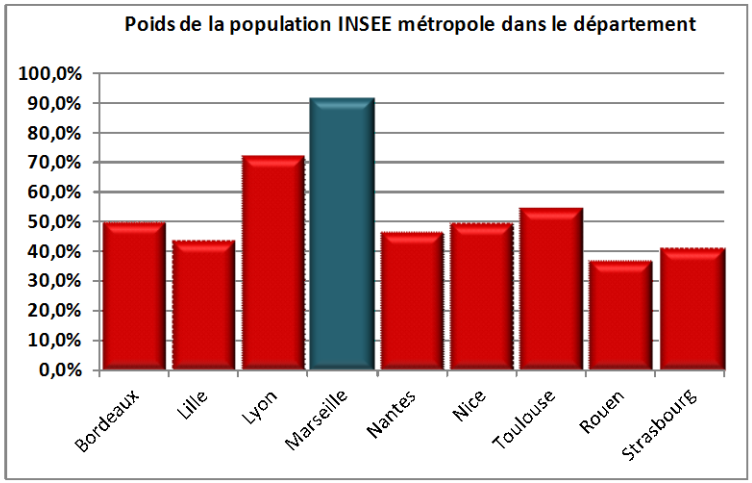
2.1.

LES CARACTÉRISTIQUES DU TERRITOIRE COUVERT PAR LE PETR DU PAYS D'ARLES

La population : comparaison aux autres métropoles françaises

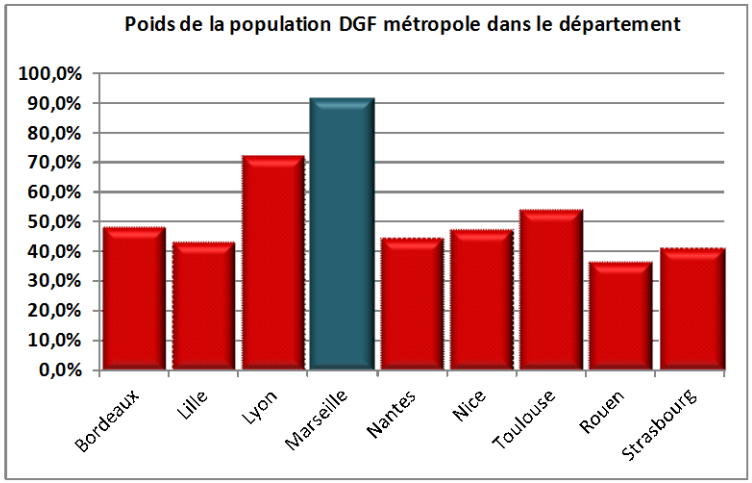
Population INSEE 2017

	Métropolitaine		Hors Métropole dans les EPCI du département	
	Total	%	Total	%
Bordeaux	774 929	49,7%	784 675	50,3%
Lille	1 154 103	43,4%	1 502 803	56,6%
Lyon	1 374 964	72,0%	533 544	28,0%
Marseille	1 886 842	91,6%	173 907	8,4%
Nantes	636 013	46,4%	733 653	53,6%
Nice	544 977	49,6%	553 808	50,4%
Toulouse	760 127	54,4%	636 074	45,6%
Rouen	499 570	36,8%	857 596	63,2%
Strasbourg	491 516	41,0%	707 598	59,0%
Total	8 123 041	55,6%	6 483 658	44,4%



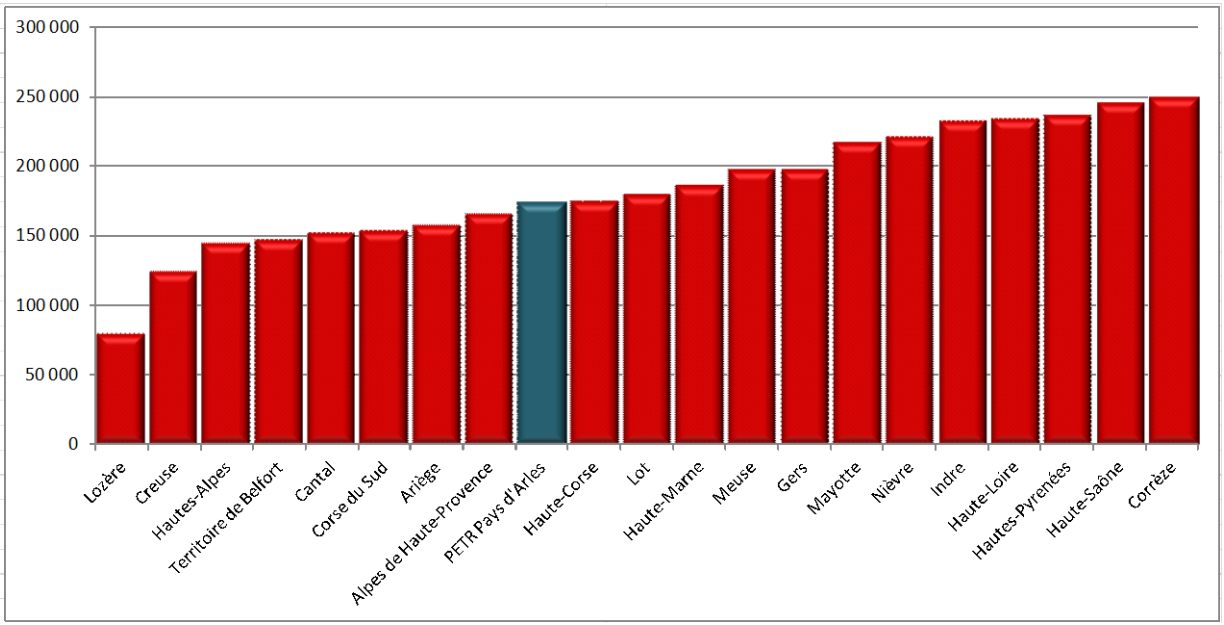
Population DGF 2017

	Métropolitaine		Hors Métropole dans les EPCI du département	
	Total	%	Total	%
Bordeaux	782 465	48,1%	845 523	51,9%
Lille	1 158 190	43,3%	1 513 609	56,7%
Lyon	1 388 546	71,9%	541 685	28,1%
Marseille	1 920 284	91,4%	180 412	8,6%
Nantes	643 506	44,5%	801 070	55,5%
Nice	604 113	47,3%	672 696	52,7%
Toulouse	768 457	54,0%	655 564	46,0%
Rouen	502 400	36,3%	881 275	63,7%
Strasbourg	496 491	40,9%	717 902	59,1%
Total	8 264 452	54,8%	6 809 736	45,2%



La population : comparaison aux 20 départements français les moins peuplés

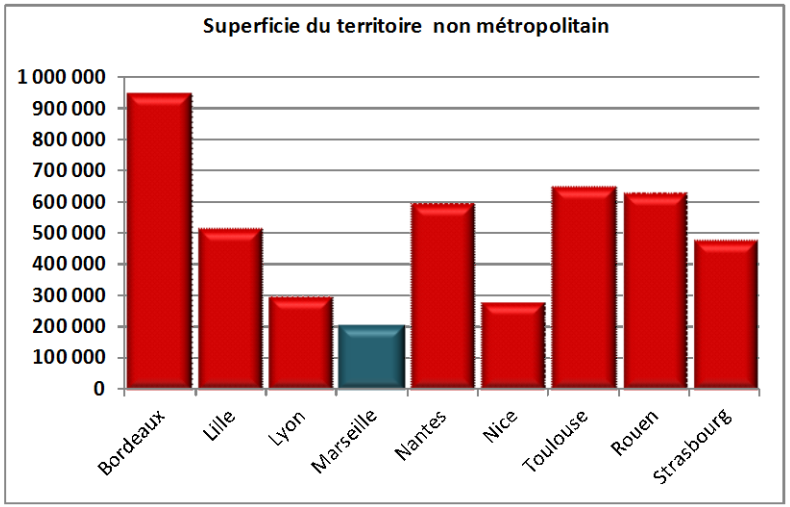
Rang	Département	Population INSEE - 2017 - (Hbt)	Population DGF - 2017 - (Hbt)
1	Lozère	80 423	99 747
2	Creuse	124 948	143 033
3	Hautes-Alpes	145 213	204 460
4	Territoire de Belfort	147 647	148 689
5	Cantal	152 400	173 034
6	Corse du Sud	154 100	195 839
7	Ariège	158 076	184 573
8	Alpes de Haute-Provence	166 298	205 079
	PETR Pays d'Arles	**173907**	**180412**
9	Haute-Corse	175 499	218 947
10	Lot	180 016	201 978
11	Haute-Marne	186 698	194 340
12	Meuse	197 763	202 330
13	Gers	197 988	208 273
14	Mayotte	217 091	218 343
15	Nièvre	221 048	242 348
16	Indre	232 802	247 115
17	Haute-Loire	234 078	258 182
18	Hautes-Pyrenées	236 577	273 060
19	Haute-Saône	246 022	254 237
20	Corrèze	249 684	272 571

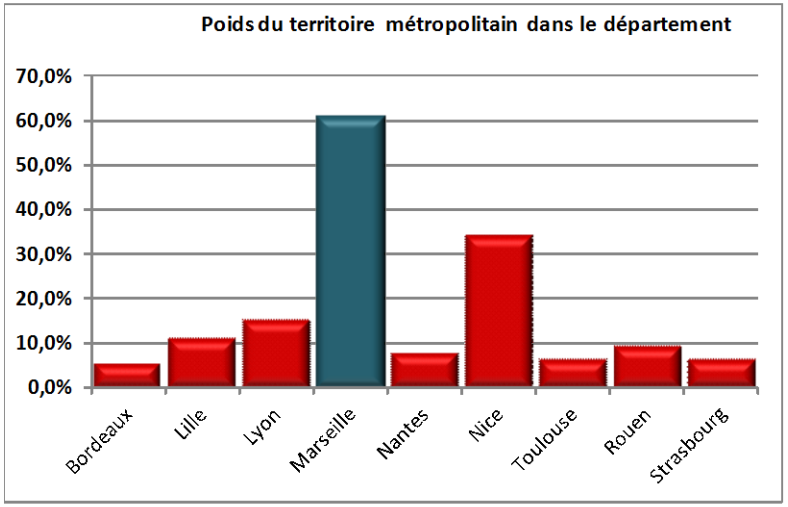


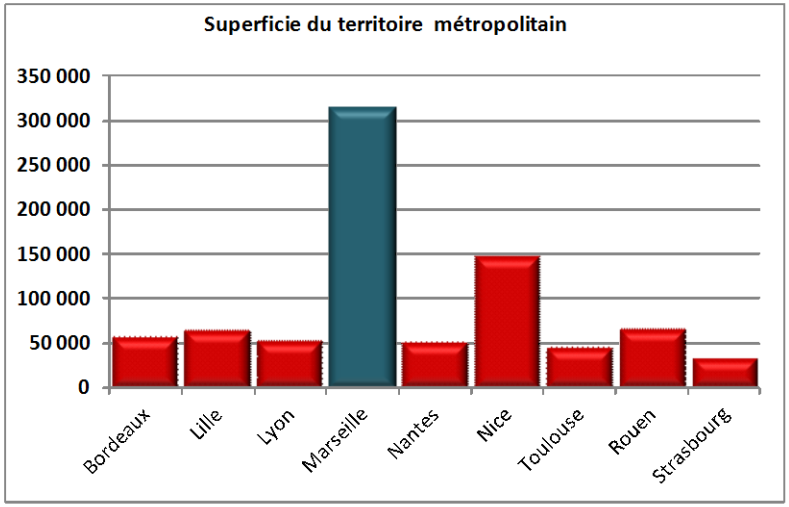
La superficie : comparaison aux autres métropoles françaises

Superficie

	Métropolitaine		Hors Métropole dans les EPCI du département	
	Total	%	Total	%
Bordeaux	57 825	5,8%	944 930	94,2%
Lille	64 777	11,2%	515 765	88,8%
Lyon	53 368	15,2%	298 208	84,8%
Marseille	314 923	60,8%	203 152	39,2%
Nantes	52 335	8,1%	593 300	91,9%
Nice	146 581	34,1%	283 277	65,9%
Toulouse	45 816	6,6%	650 192	93,4%
Rouen	66 383	9,6%	628 204	90,4%
Strasbourg	33 761	6,6%	475 872	93,4%
Total	835 769	15,4%	4 592 900	84,6%

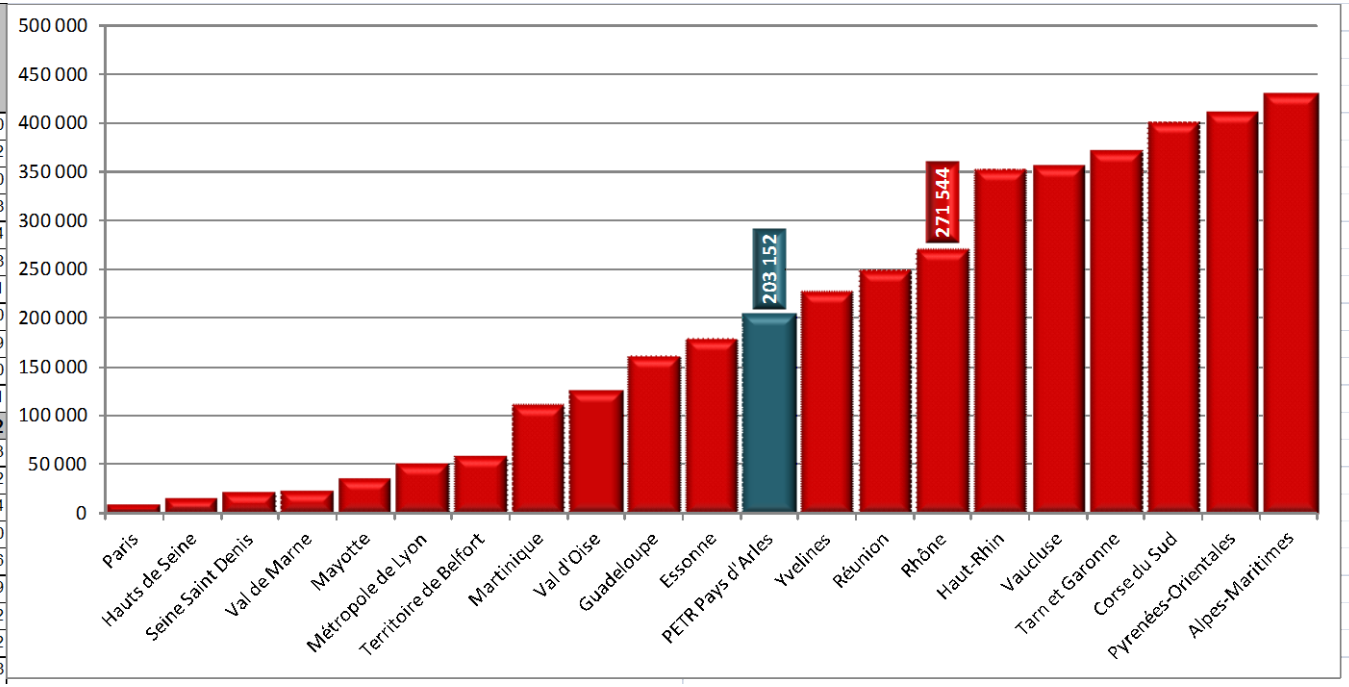






La superficie : comparaison aux 20 départements français les moins grands

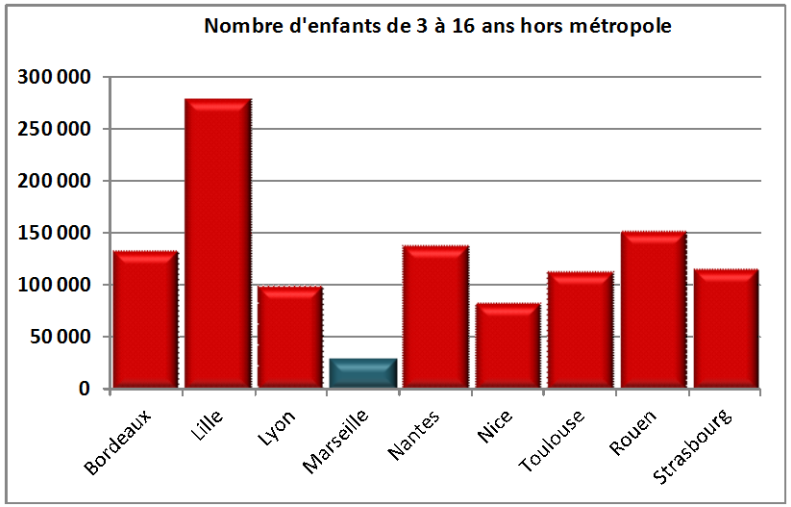
Rang	Département	Superficie - 2016 - (Ha)
1	Paris	10 540
2	Hauts de Seine	17 562
3	Seine Saint Denis	23 620
4	Val de Mame	24 508
5	Mayotte	37 424
6	Métropole de Lyon	53 368
7	Territoire de Belfort	60 951
8	Martinique	112 800
9	Val d'Oise	124 599
10	Guadeloupe	162 840
11	Essonne	180 451
	PETR Pays d'Arles	**203 152**
12	Yvelines	228 443
13	Réunion	250 372
14	Rhône	271 544
15	Haut-Rhin	352 520
16	Vaucluse	356 726
17	Tam et Garonne	371 829
18	Corse du Sud	401 422
19	Pyrenées-Orientales	411 602
20	Alpes-Maritimes	429 858

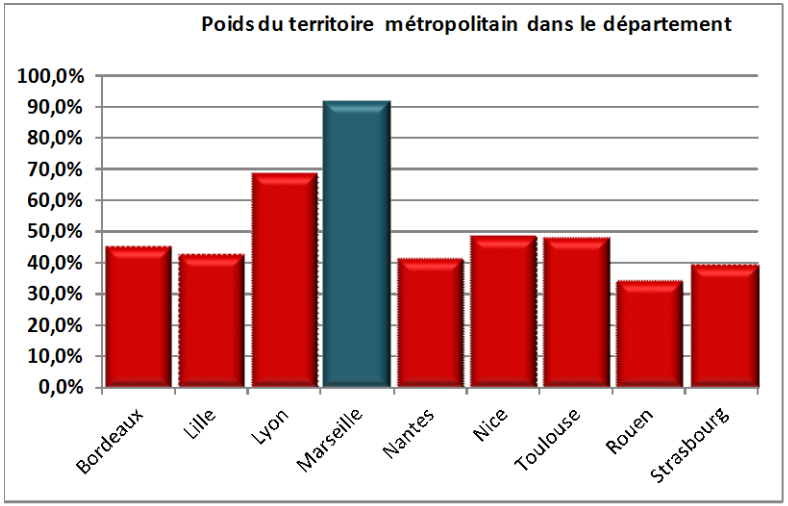


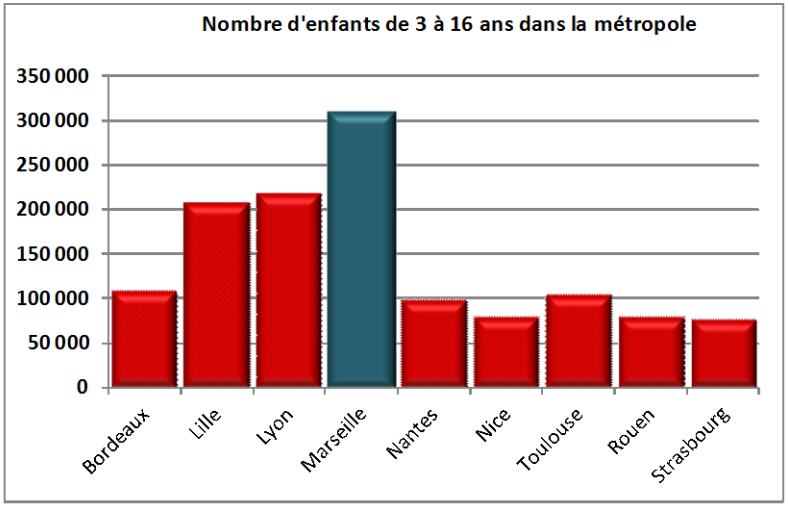
Les enfants de 3 à 16 ans : comparaison aux autres métropoles françaises

Nombre d'enfants de 3 à 16 ans (2016)

	Métropolitaine		Hors Métropole dans les EPCI du département	
	Total	%	Total	%
Bordeaux	109 409	45,1%	133 167	54,9%
Lille	207 008	42,7%	278 140	57,3%
Lyon	217 618	68,6%	99 557	31,4%
Marseille	308 374	91,8%	27 683	8,2%
Nantes	98 066	41,6%	137 757	58,4%
Nice	78 765	48,7%	82 907	51,3%
Toulouse	104 900	48,2%	112 827	51,8%
Rouen	79 235	34,3%	152 098	65,7%
Strasbourg	76 160	39,6%	116 331	60,4%
Total	1 279 535	52,9%	1 140 467	47,1%

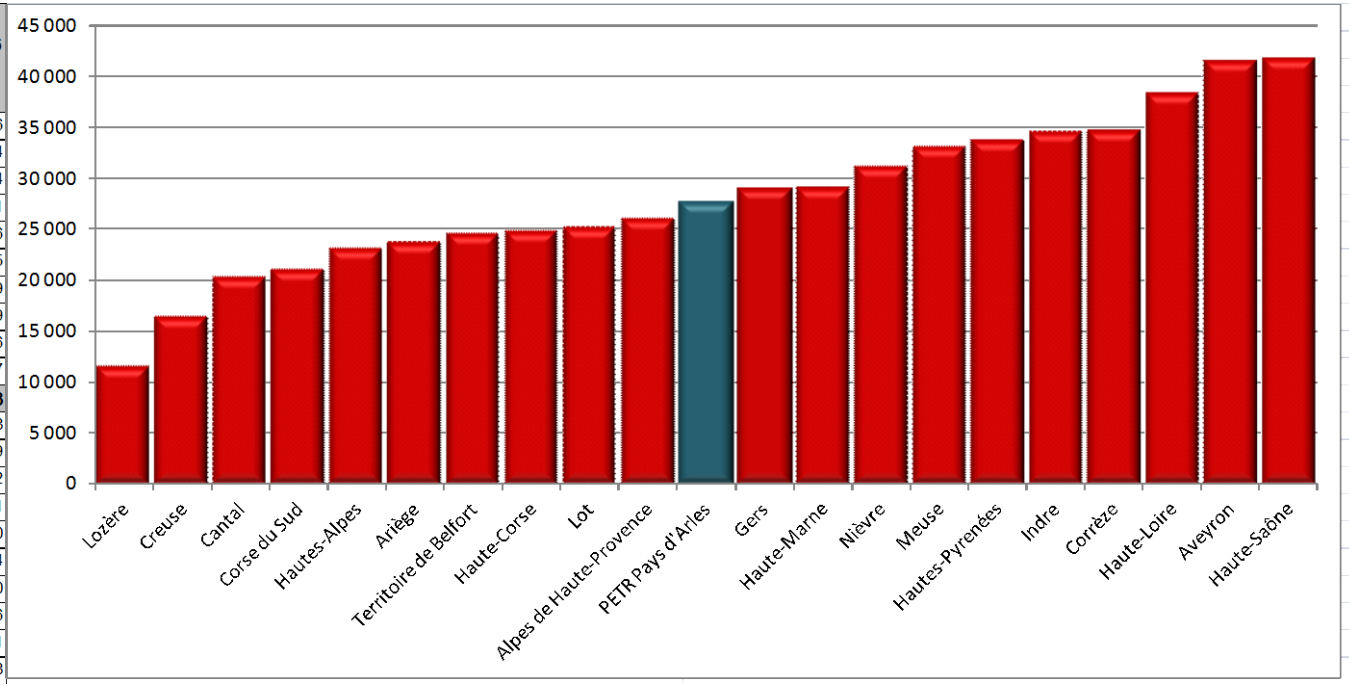






Les enfants de 3 à 16 ans : comparaison aux 20 départements français comparables

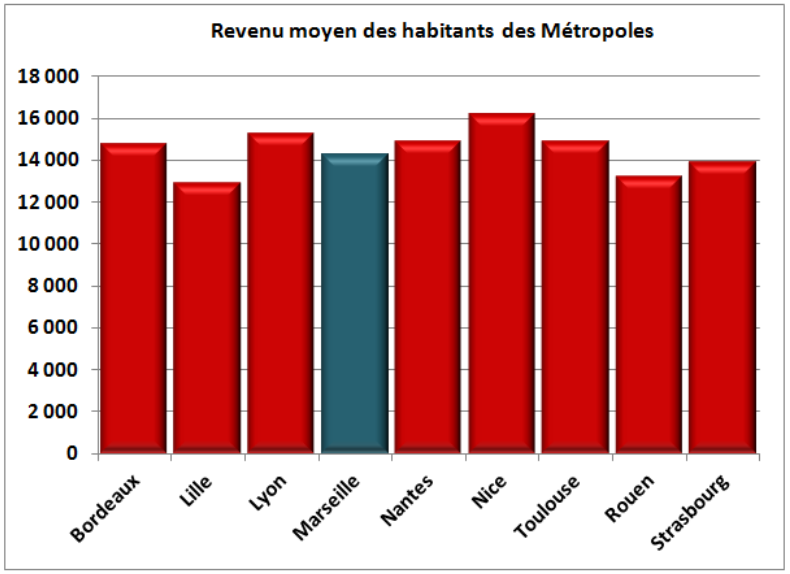
Rang	Département	Population de 3 à 16 ans - 2016
1	Lozère	11 716
2	Creuse	16 554
3	Cantal	20 404
4	Corse du Sud	21 191
5	Hautes-Alpes	23 216
6	Ariège	23 815
7	Territoire de Belfort	24 709
8	Haute-Corse	24 949
9	Lot	25 326
10	Alpes de Haute-Provence	26 127
	PETR Pays d'Arles	**27 683**
11	Gers	28 998
12	Haute-Marne	29 209
13	Nièvre	31 292
14	Meuse	33 171
15	Hautes-Pyrenées	33 810
16	Indre	34 604
17	Corrèze	34 750
18	Haute-Loire	38 416
19	Aveyron	41 641
20	Haute-Saône	41 798

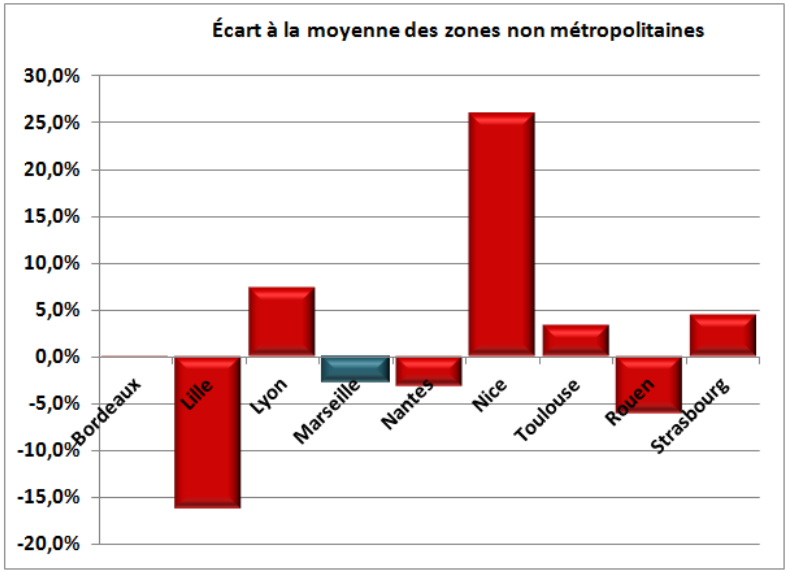


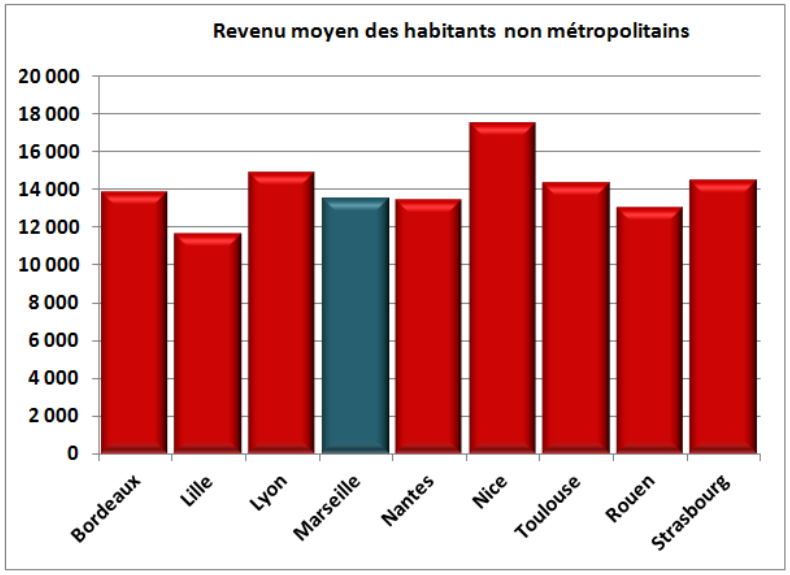
Les revenus des habitants : comparaison aux autres métropoles françaises

Revenu des habitants 2016

	Revenu moyen		Écart à la moyenne	
	Métropoles	Hors Métropoles	Des Métropoles	zones non métropolitaines
Bordeaux	14 771	13 866	2,3%	-0,1%
Lille	12 887	11 637	-10,7%	-16,2%
Lyon	15 240	14 907	5,6%	7,4%
Marseille	14 247	13 500	-1,3%	-2,8%
Nantes	14 896	13 459	3,2%	-3,1%
Nice	16 226	17 491	12,4%	26,0%
Toulouse	14 900	14 360	3,2%	3,4%
Rouen	13 218	13 046	-8,4%	-6,0%
Strasbourg	13 893	14 500	-3,7%	4,4%
Total	14 432	13 886		

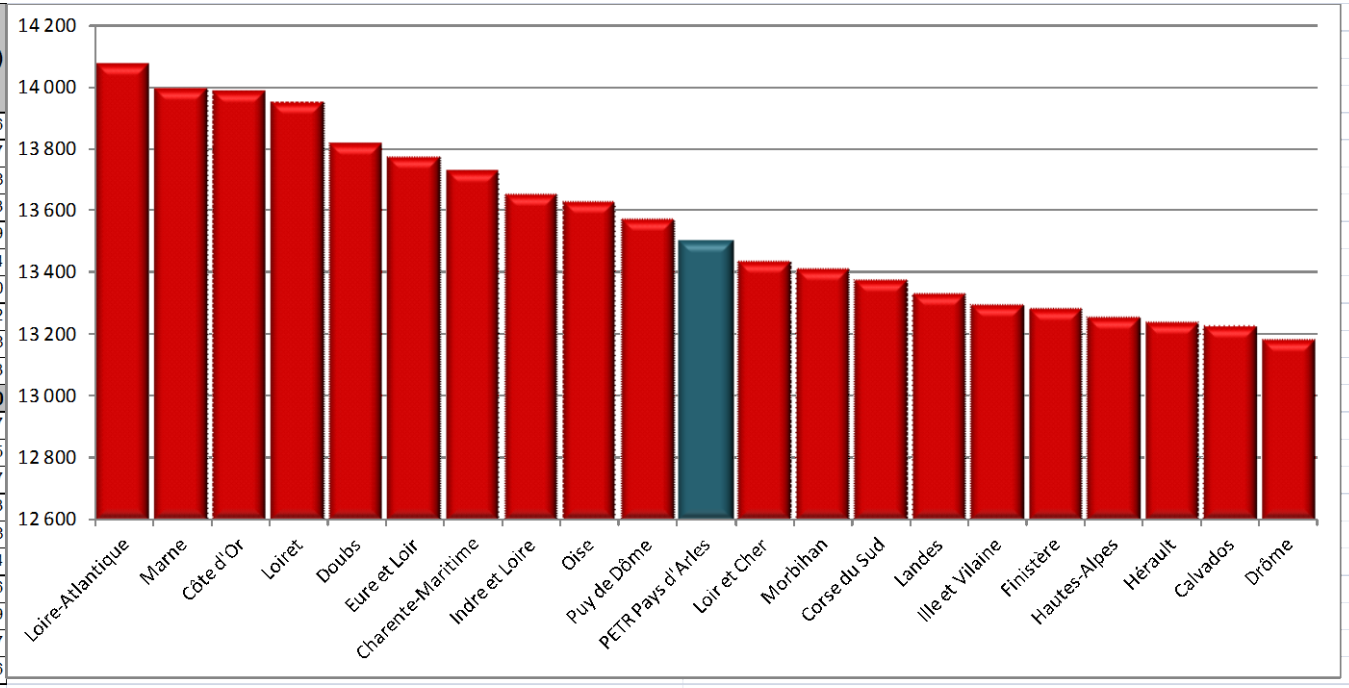






Les revenus des habitants : comparaison aux 20 départements français comparables

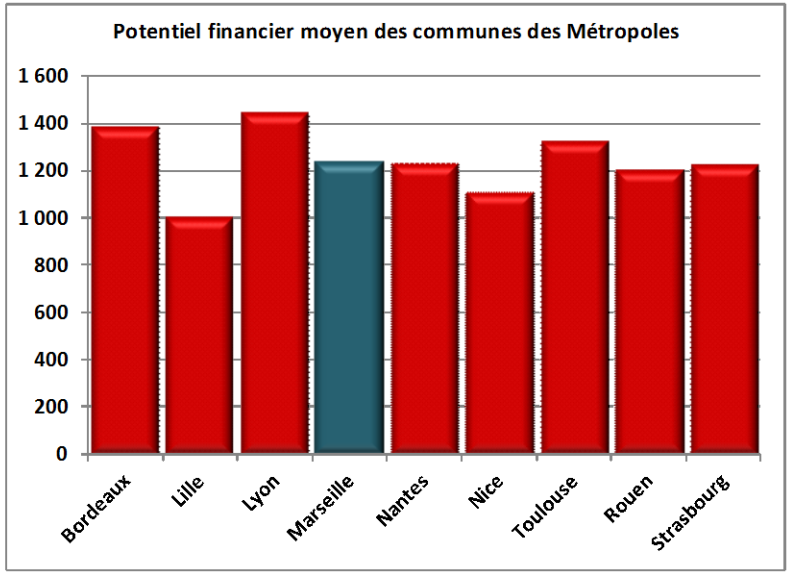
Rang	Département	Revenu - 2016 - (€/h)
22	Loire-Atlantique	14 076
23	Marne	13 997
24	Côte d'Or	13 988
25	Loiret	13 953
26	Doubs	13 819
27	Eure et Loir	13 774
28	Charente-Maritime	13 730
29	Indre et Loire	13 652
30	Oise	13 628
31	Puy de Dôme	13 573
	PETR Pays d'Arles	**13 500**
32	Loir et Cher	13 437
33	Morbihan	13 415
34	Corse du Sud	13 377
35	Landes	13 333
36	Ille et Vilaine	13 298
37	Finistère	13 284
38	Hautes-Alpes	13 256
39	Hérault	13 239
40	Calvados	13 227
41	Drôme	13 186

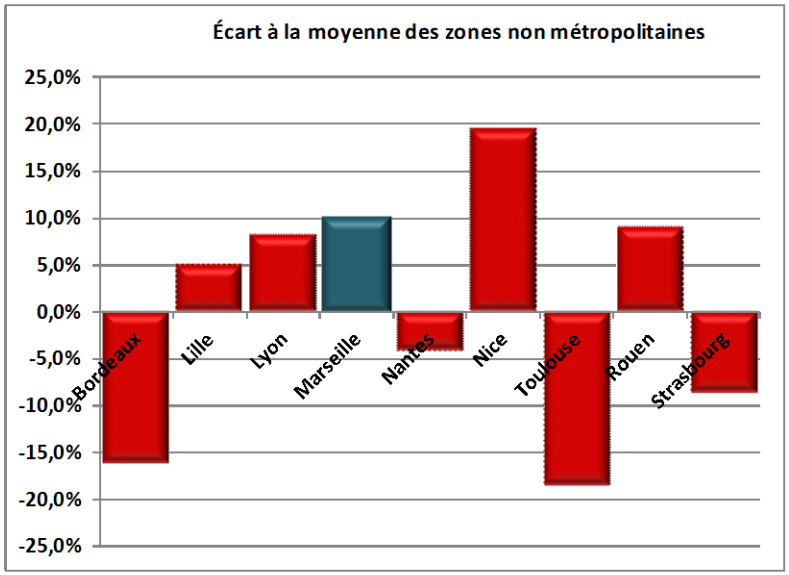


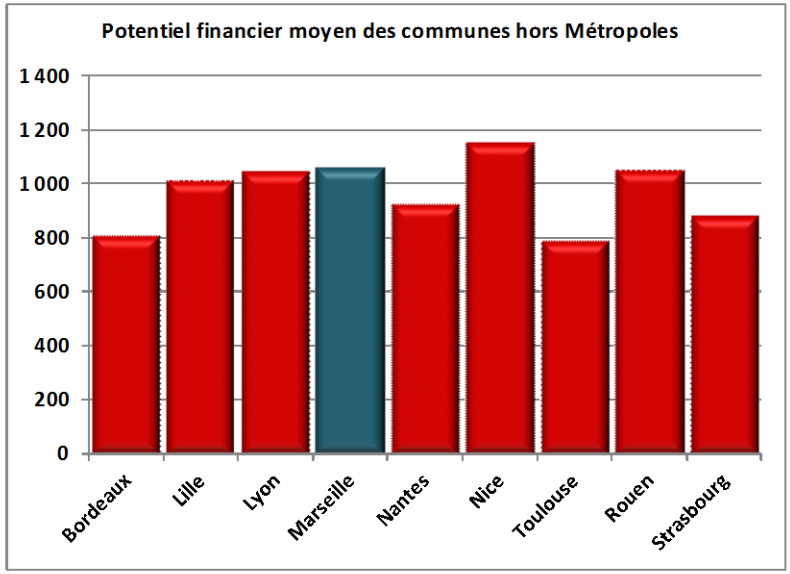
Le potentiel financier des communes : comparaison aux autres métropoles françaises

Potentiel financier des communes 2017

	Potentiel financier moyen par habitant		Écart à la moyenne	
	Métropoles	Hors Métropoles	Des Métropoles	zones non métropolitaines
Bordeaux	1 382	809	10,8%	-16,0%
Lille	1 003	1 011	-19,6%	5,1%
Lyon	1 444	1 042	15,7%	8,2%
Marseille	1 236	1 058	-0,9%	10,0%
Nantes	1 229	923	-1,5%	-4,1%
Nice	1 110	1 149	-11,0%	19,4%
Toulouse	1 323	786	6,0%	-18,3%
Rouen	1 202	1 050	-3,6%	9,1%
Strasbourg	1 224	880	-1,9%	-8,6%
Total	1 248	962		

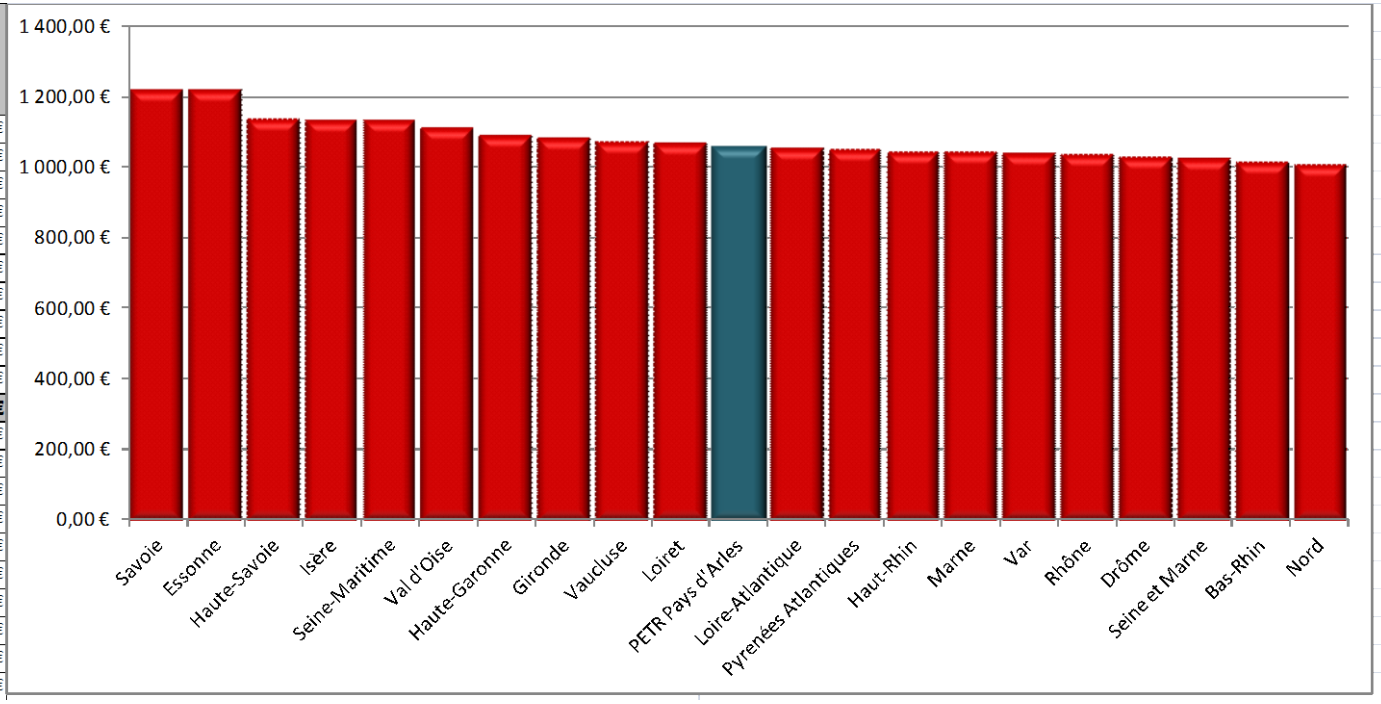






Le potentiel financier des communes : comparaison aux 20 départements français comparables

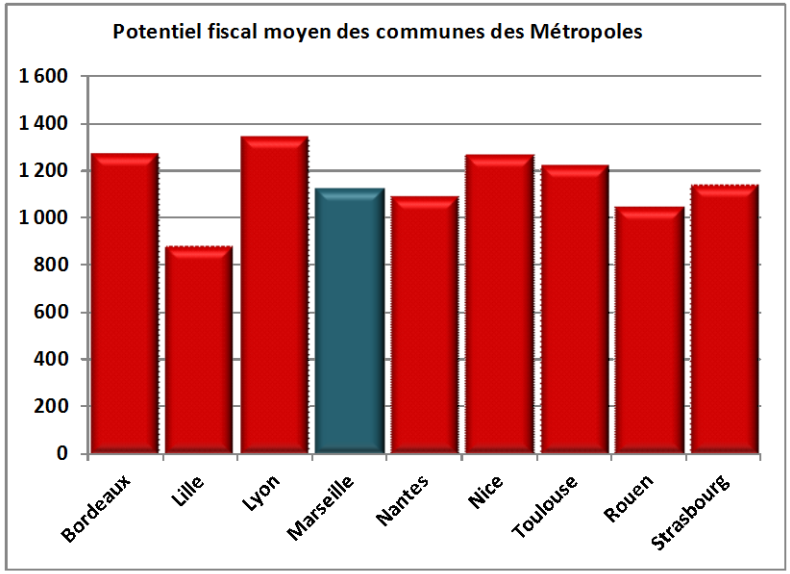
Rang	Département	Pot. financier com. - 2017 - (€/hDGF)
9	Savoie	1 220,51 €
10	Essonne	1 219,78 €
11	Haute-Savoie	1 137,74 €
12	Isère	1 135,62 €
13	Seine-Maritime	1 132,23 €
14	Val d'Oise	1 112,98 €
15	Haute-Garonne	1 092,24 €
16	Gironde	1 084,94 €
17	Vaucluse	1 073,28 €
18	Loiret	1 069,39 €
	PETR Pays d'Arles	**1 058,36 €**
19	Loire-Atlantique	1 056,27 €
20	Pyrenées Atlantiques	1 052,41 €
21	Haut-Rhin	1 045,72 €
22	Marne	1 043,97 €
23	Var	1 041,31 €
24	Rhône	1 037,15 €
25	Drôme	1 029,98 €
26	Seine et Marne	1 027,40 €
27	Bas-Rhin	1 015,09 €
28	Nord	1 007,98 €

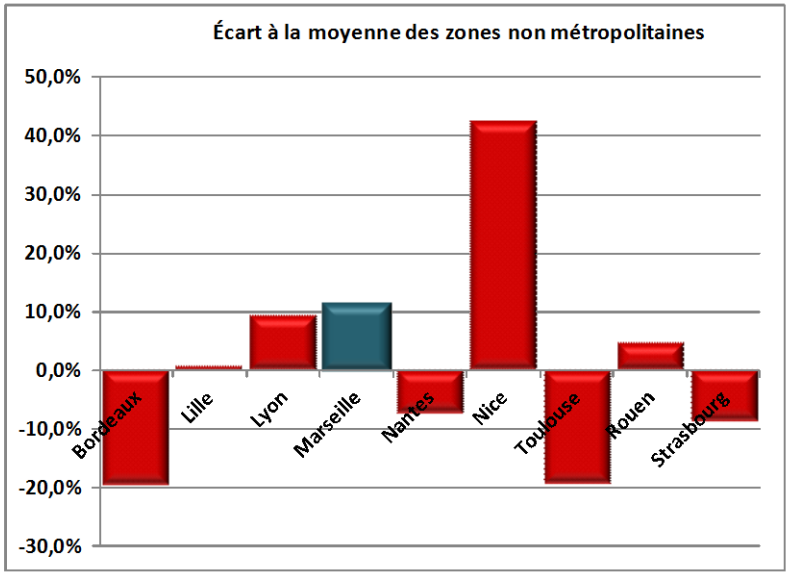


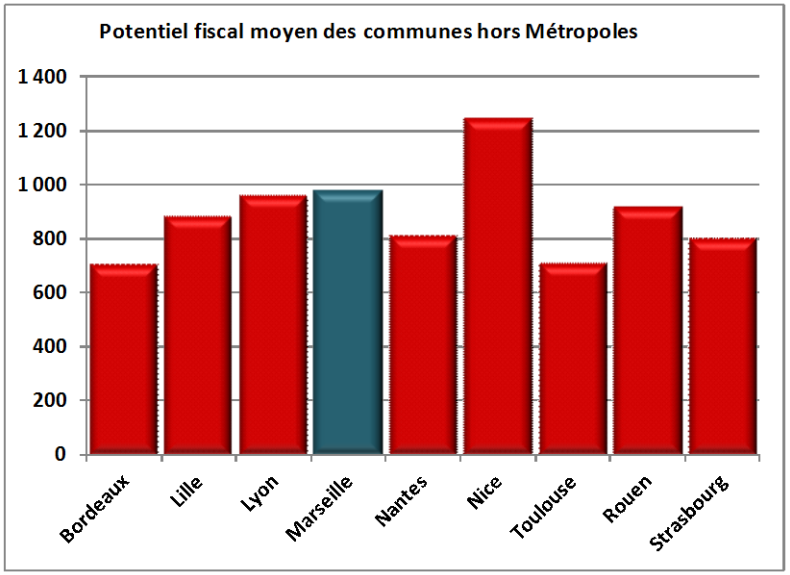
Le potentiel fiscal des communes : comparaison aux autres métropoles françaises

Potentiel fiscal des communes 2017

	Potentiel fiscal moyen par habitant		Écart à la moyenne	
	Métropoles	Hors Métropoles	Des Métropoles	zones non métropolitaines
Bordeaux	1 267	706	10,2%	-19,4%
Lille	878	883	-23,7%	0,8%
Lyon	1 341	959	16,6%	9,5%
Marseille	1 119	975	-2,7%	11,3%
Nantes	1 089	812	-5,3%	-7,3%
Nice	1 261	1 248	9,7%	42,4%
Toulouse	1 217	708	5,9%	-19,2%
Rouen	1 044	917	-9,2%	4,6%
Strasbourg	1 135	801	-1,3%	-8,6%
Total	**1 150**	**876**		

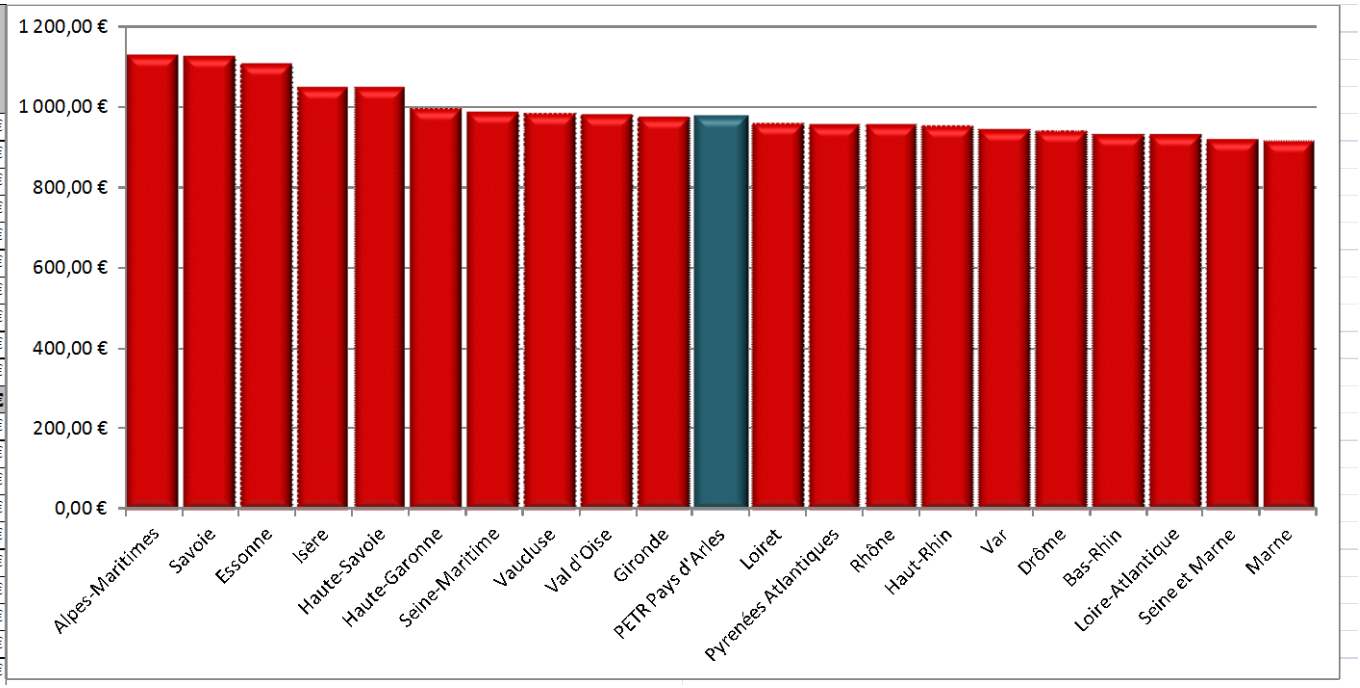






Le potentiel fiscal des communes : comparaison aux 20 départements français comparables

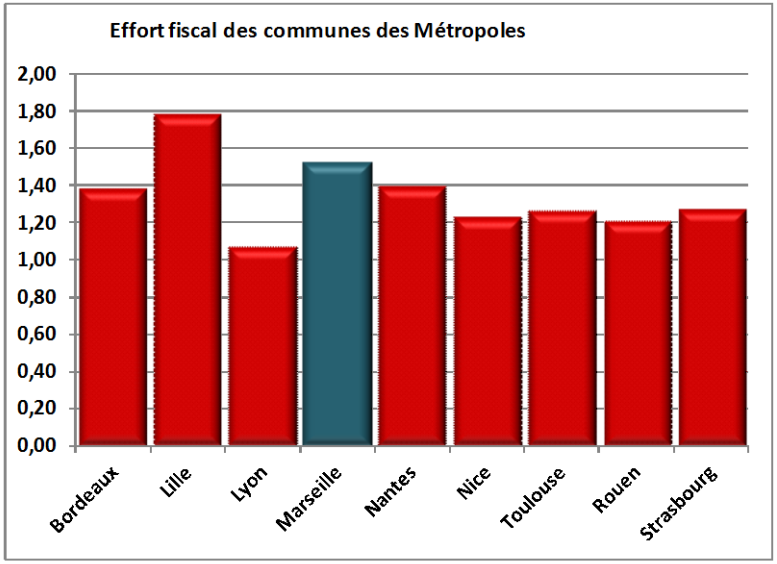
Rang	Département	Pot. fiscal 4 taxes com. - 2017 - (€/hDGF)
7	Alpes-Maritimes	1 130,55 €
8	Savoie	1 124,99 €
9	Essonne	1 108,32 €
10	Isère	1 049,35 €
11	Haute-Savoie	1 047,86 €
12	Haute-Garonne	996,33 €
13	Seine-Maritime	987,75 €
14	Vaucluse	985,70 €
15	Val d'Oise	980,64 €
16	Gironde	976,13 €
	PETR Pays d'Arles	**975,36 €**
17	Loiret	958,48 €
18	Pyrenées Atlantiques	956,48 €
19	Rhône	955,63 €
20	Haut-Rhin	952,16 €
21	Var	944,86 €
22	Drôme	942,06 €
23	Bas-Rhin	932,28 €
24	Loire-Atlantique	931,74 €
25	Seine et Marne	918,80 €
26	Marne	916,01 €

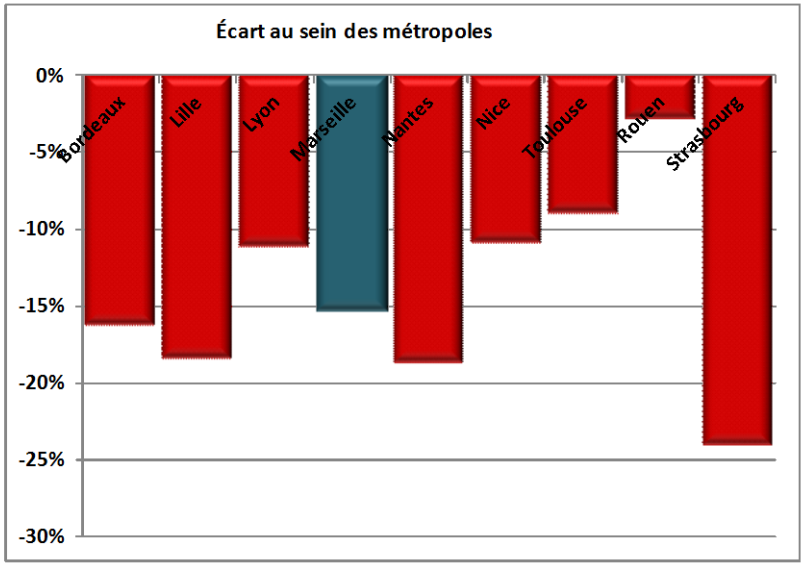


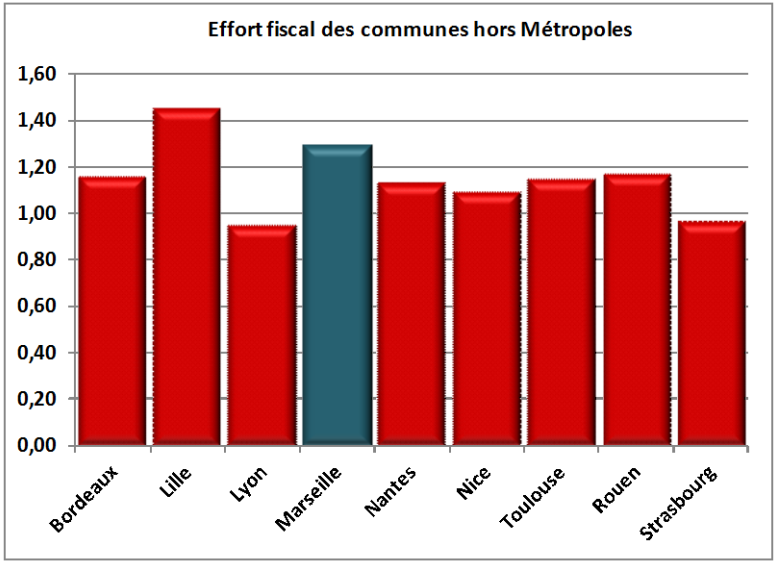
L'effort fiscal des communes : comparaison aux autres métropoles françaises

Effort fiscal des communes 2016

	Effort fiscal des communes 2016		Écart à la moyenne	
	Métropoles	Hors Métropoles	Des Métropoles	zones non métropolitaines
Bordeaux	1,38	1,16	2,8%	-0,2%
Lille	1,78	1,45	32,5%	25,3%
Lyon	1,07	0,95	-20,5%	-18,2%
Marseille	1,52	1,29	13,4%	11,3%
Nantes	1,39	1,13	3,8%	-2,1%
Nice	1,23	1,10	-8,4%	-5,5%
Toulouse	1,26	1,15	-5,9%	-0,7%
Rouen	1,21	1,17	-10,0%	1,2%
Strasbourg	1,27	0,96	-5,6%	-16,8%
Total	1,34	1,16		

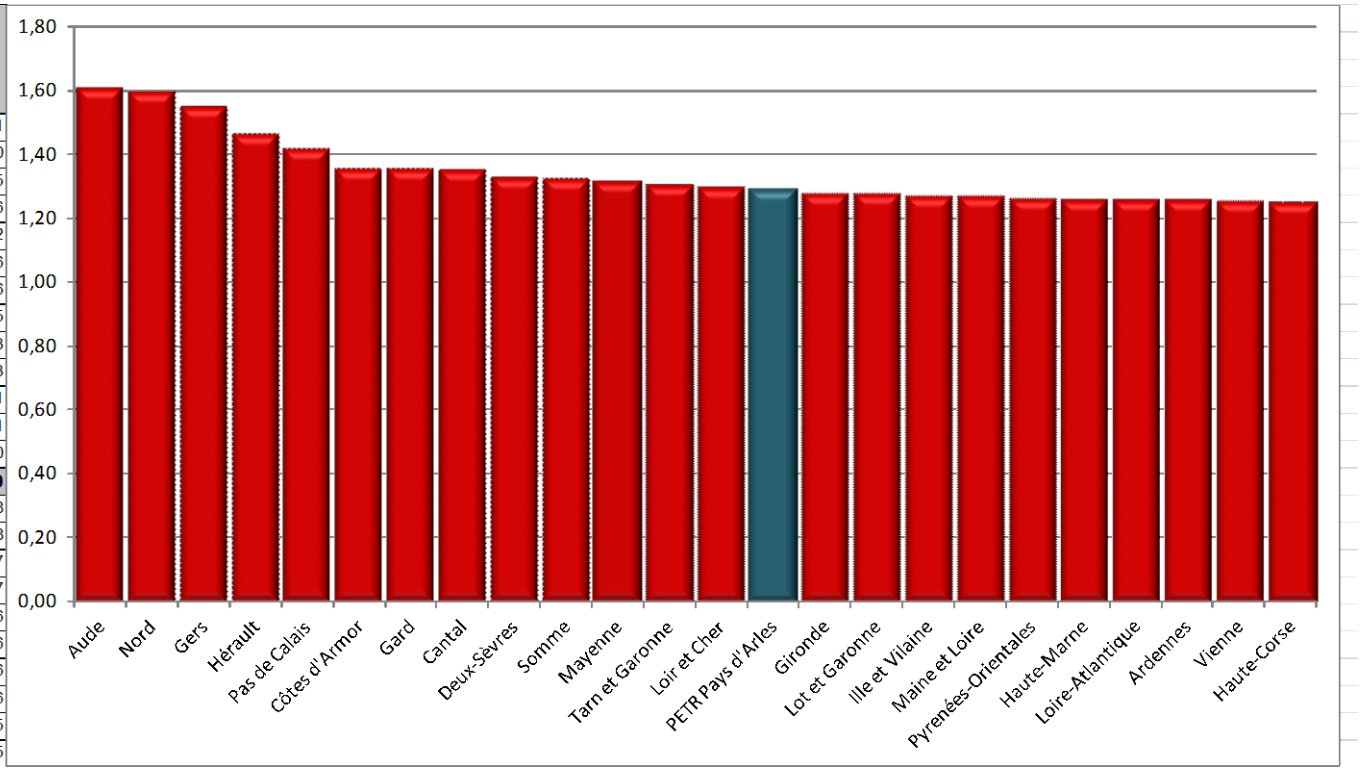






L'effort fiscal des communes : comparaison aux 23 départements français comparables

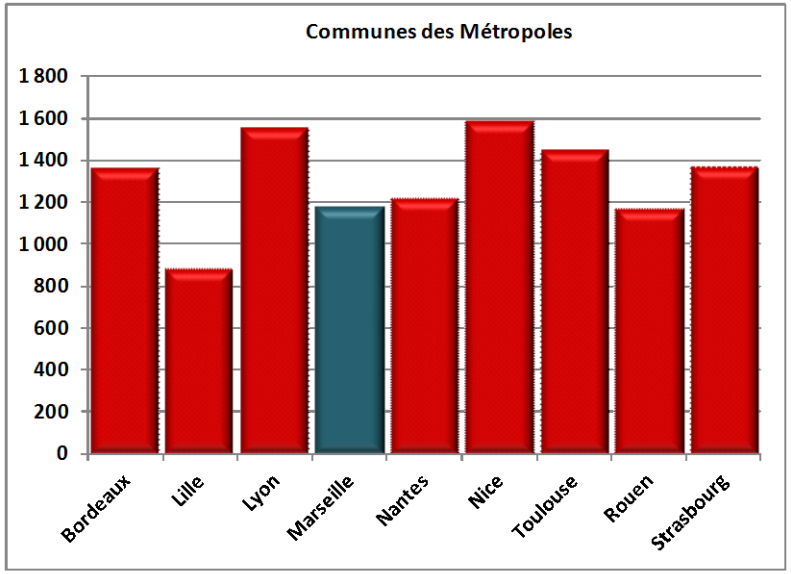
Rang	Département	Effort fiscal (3T com.) - 2016
1	Aude	1,61
2	Nord	1,60
3	Gers	1,55
4	Hérault	1,46
5	Pas de Calais	1,42
6	Côtes d'Armor	1,36
7	Gard	1,36
8	Cantal	1,35
9	Deux-Sèvres	1,33
10	Somme	1,33
11	Mayenne	1,31
12	Tarn et Garonne	1,31
13	Loir et Cher	1,30
	PETR Pays d'Arles	**1,29**
14	Gironde	1,28
15	Lot et Garonne	1,28
16	Ille et Vilaine	1,27
17	Maine et Loire	1,27
18	Pyrenées-Orientales	1,26
19	Haute-Mame	1,26
20	Loire-Atlantique	1,26
21	Ardennes	1,26
22	Vienne	1,25
23	Haute-Corse	1,25

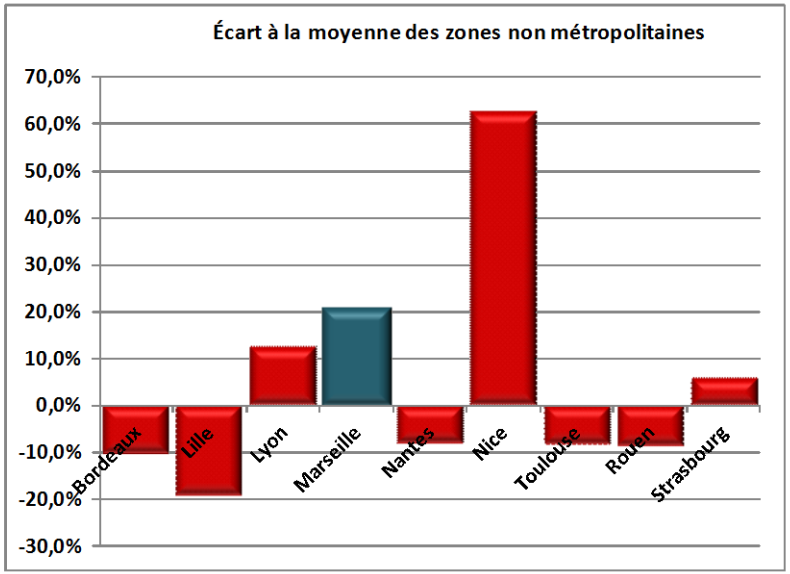


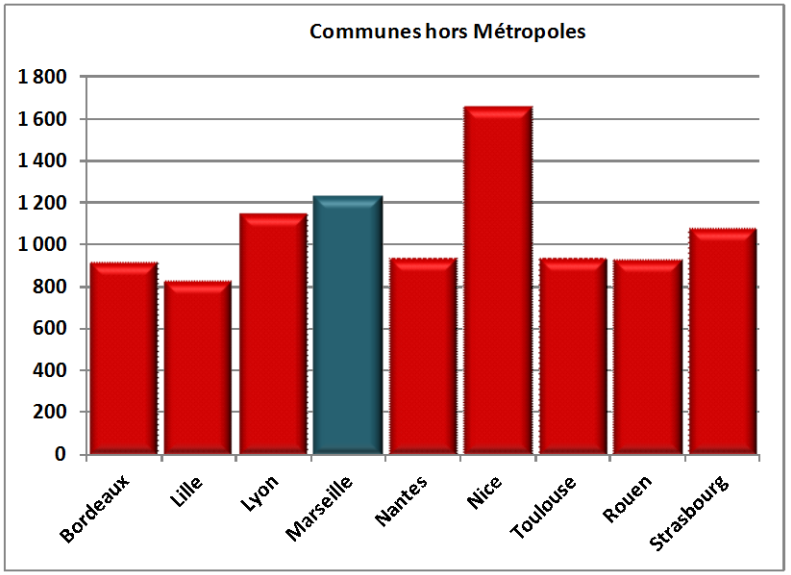
Les bases de TFB départementale : comparaison aux autres métropoles françaises

Bases de TFB départementales par habitant 2016

	Bases nettes		Écart à la moyenne	
	Métropoles	Hors Métropoles	Des Métropoles	zones non métropolitaines
Bordeaux	1 357	917	5,8%	-10,1%
Lille	883	825	-31,2%	-19,1%
Lyon	1 552	1 148	20,9%	12,5%
Marseille	1 171	1 229	-8,7%	20,5%
Nantes	1 215	939	-5,3%	-7,9%
Nice	1 582	1 657	23,3%	62,4%
Toulouse	1 449	936	12,9%	-8,2%
Rouen	1 167	934	-9,1%	-8,5%
Strasbourg	1 366	1 081	6,5%	5,9%
Total	1 283	1 020		

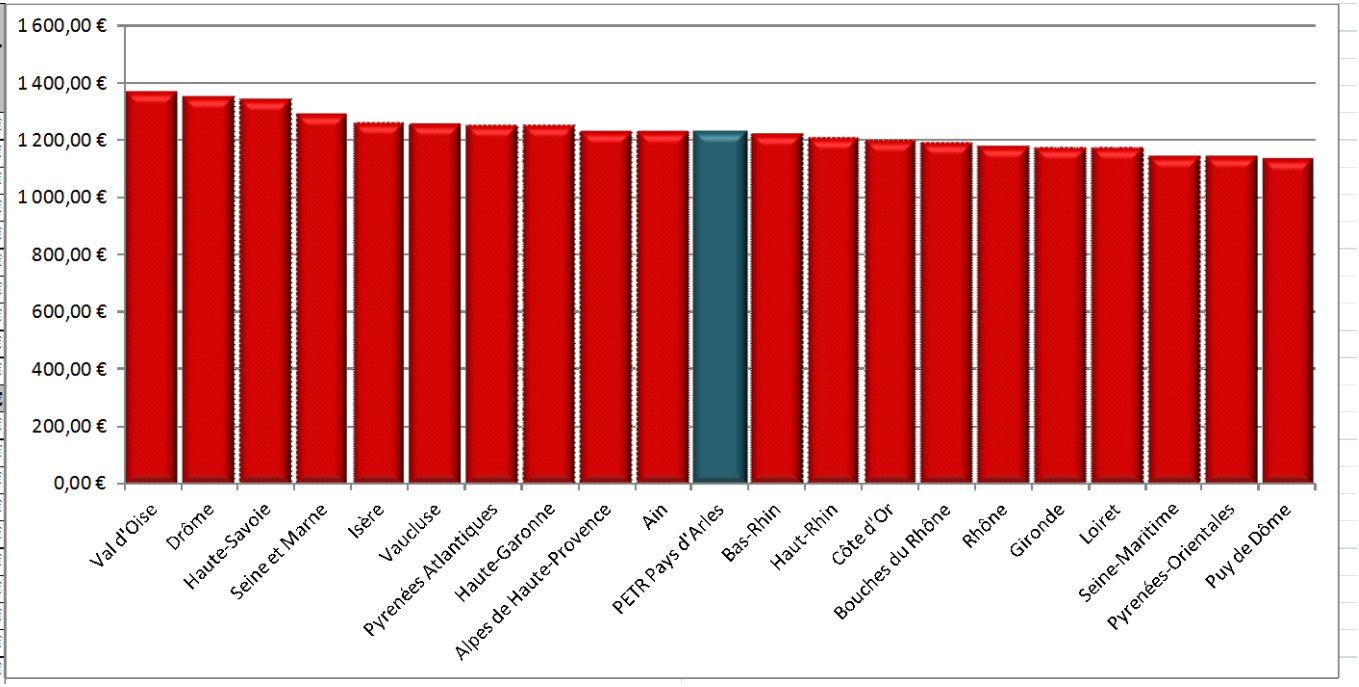






Les bases de TFB départementale : comparaison aux 20 départements français comparables

N°	Département	Base nette FB dép. - 2016 - (€/hDGF)
10	Val d'Oise	1 369,64 €
11	Drôme	1 352,70 €
12	Haute-Savoie	1 345,14 €
13	Seine et Marne	1 291,57 €
14	Isère	1 262,99 €
15	Vaucluse	1 258,04 €
16	Pyrenées Atlantiques	1 256,11 €
17	Haute-Garonne	1 255,75 €
18	Alpes de Haute-Provence	1 231,45 €
19	Ain	1 230,96 €
	PETR Pays d'Arles	**1 229,35 €**
20	Bas-Rhin	1 223,25 €
21	Haut-Rhin	1 212,80 €
22	Côte d'Or	1 200,29 €
23	Bouches du Rhône	1 194,60 €
24	Rhône	1 178,96 €
25	Gironde	1 177,95 €
26	Loiret	1 177,07 €
27	Seine-Maritime	1 146,89 €
28	Pyrenées-Orientales	1 144,34 €
29	Puy de Dôme	1 138,57 €

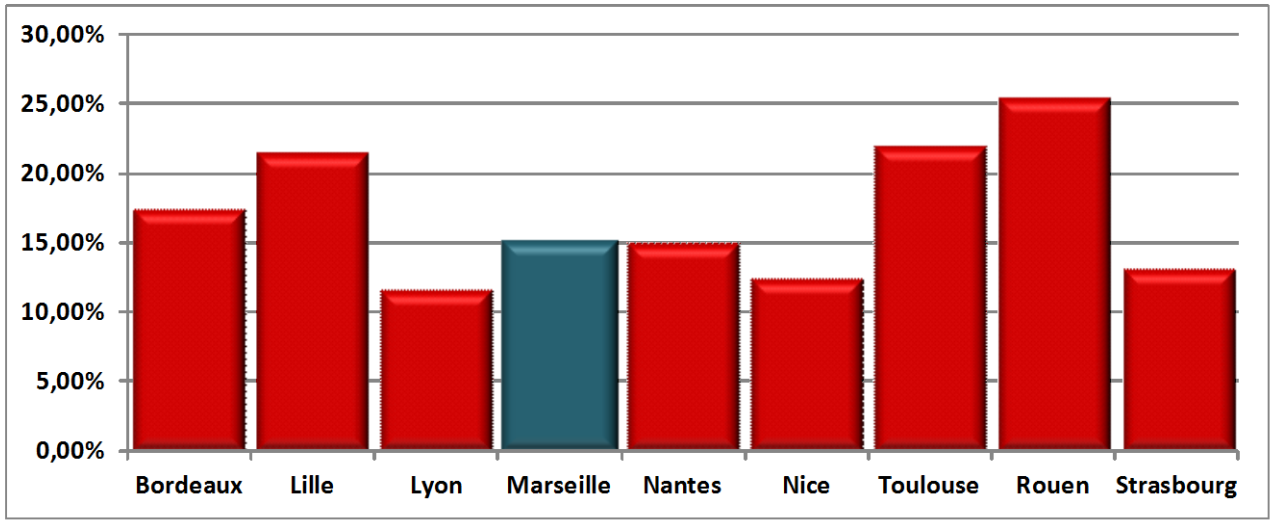


RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Les taux de TFB départementale : comparaison aux autres métropoles françaises

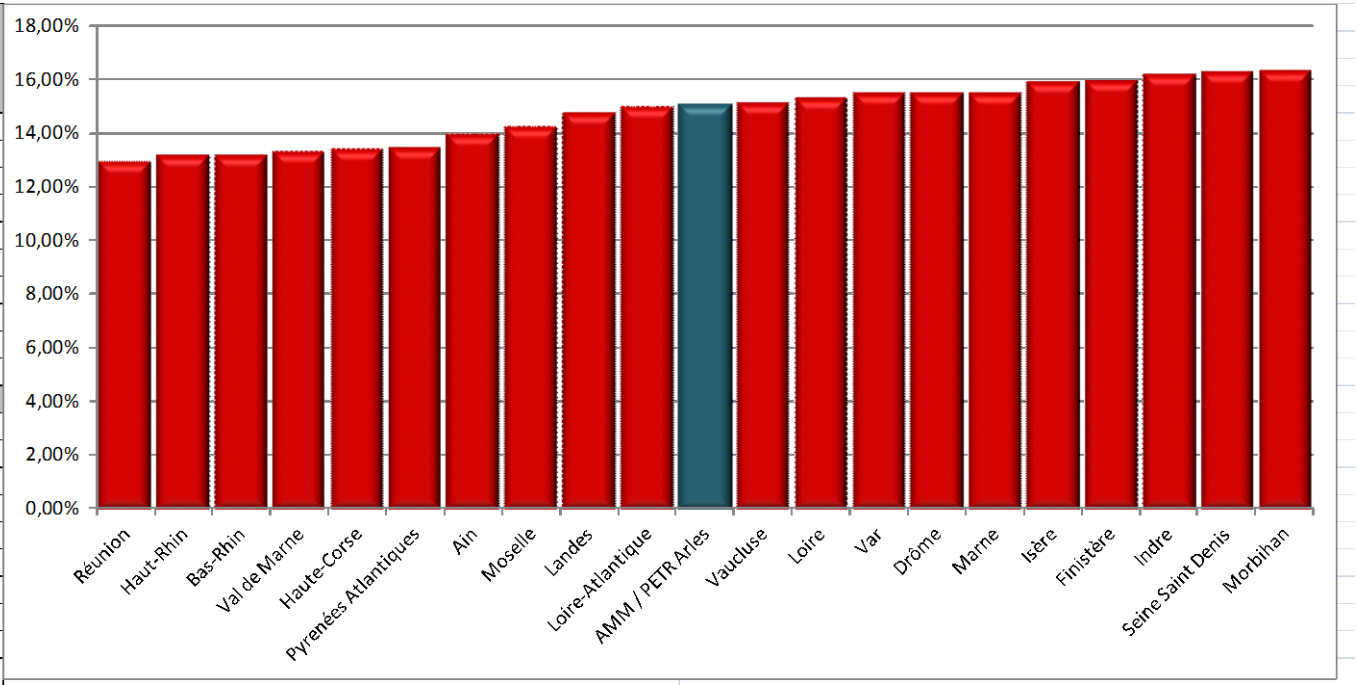
Taux de TFB départemental par habitant 2017

	Taux de TFB départemental par habitant 2017
Bordeaux	17,46%
Lille	21,45%
Lyon	11,58%
Marseille	15,05%
Nantes	15,00%
Nice	12,42%
Toulouse	21,90%
Rouen	25,36%
Strasbourg	13,18%



Les taux de TFB départementale : comparaison aux 20 départements français comparables

N°	Département	Taux voté FB dép. - 2017 - (%)
11	Réunion	12,94%
12	Haut-Rhin	13,17%
13	Bas-Rhin	13,18%
14	Val de Marne	13,35%
15	Haute-Corse	13,43%
16	Pyrenées Atlantiques	13,47%
17	Ain	13,97%
18	Moselle	14,26%
19	Landes	14,76%
20	Loire-Atlantique	15,00%
21	**AMM / PETR Arles**	**15,05%**
22	Vaucluse	15,13%
23	Loire	15,30%
24	Var	15,49%
25	Drôme	15,51%
26	Marne	15,51%
27	Isère	15,90%
28	Finistère	15,97%
29	Indre	16,21%
30	Seine Saint Denis	16,29%
31	Morbihan	16,34%



RESSOURCES
CONSULTANTS
FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

2.2.

QUELQUES ÉLÉMENTS FINANCIERS ET FISCAUX RELATIF AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES BOUCHES DU RHÔNE

Quelques répartitions des ressources fiscales

En 2016

Taxe Foncière bâtie

	Base	Taux	Produit	Poids
Part Aix Marseille Métropole	2 206 573 251 €	15,05%	332 090 653 €	91,0%
Part PETR Pays d'Arles	218 874 261 €	15,05%	32 940 437 €	9,0%
Total CD 13	**2 425 447 512 €**	**15,05%**	**365 031 090 €**	**100,0%**

IFER

	Éoliennes	Centrales	Photovoltaïque	Hydraulique	Stations Radioélectriques	TOTAL	Poids
Part Aix Marseille Métropole	68 813 €	2 340 900 €	201 197 €	7 067 €	2 087 659 €	4 705 636 €	94,0%
Part PETR Pays d'Arles	15 854 €	0 €	123 276 €	0 €	161 513 €	300 643 €	6,0%
Total CD 13	84 667 €	2 340 900 €	324 473 €	7 067 €	2 249 172 €	5 006 279 €	100,0%

CVAE

	CVAE acquittée	CVAE dégrèvement barémique	CVAE exonérée compensée	CVAE TOTALE	Poids
Part Aix Marseille Métropole	166 223 731 €	57 514 173 €	75 948 €	223 813 852 €	94,0%
Part PETR Pays d'Arles	8 905 183 €	5 280 981 €	0 €	14 186 164 €	6,0%
Total CD 13	**175 128 914 €**	**62 795 154 €**	**75 948 €**	**238 000 016 €**	**100,0%**

Quelques répartitions des ressources fiscales

En 2016

TOTAL

	TFB	IFER	CVAE	TOTAL	Poids
Part Aix Marseille Métropole	332 090 653 €	4 705 636 €	223 813 852 €	560 610 141 €	92,2%
Part PETR Pays d'Arles	32 940 437 €	300 643 €	14 186 164 €	47 427 244 €	7,8%
Total CD 13	365 031 090 €	5 006 279 €	238 000 016 €	608 037 385 €	100,0%

De 2012 à 2016

Taxe Foncière bâtie

	Bases 2012	Bases 2016	Evolution totale	Evolution moyenne
Part Aix Marseille Métropole	1 980 923 588 €	2 206 573 251 €	11,4%	2,7%
Part PETR Pays d'Arles	191 309 262 €	218 874 261 €	14,4%	3,4%
Total CD 13	2 172 232 850 €	2 425 447 512 €	11,7%	2,8%

CVAE

	Produit 2012	Produit 2016	Evolution totale	Evolution moyenne
Part Aix Marseille Métropole	201 924 801 €	223 813 852 €	10,8%	2,61%
Part PETR Pays d'Arles	12 779 963 €	14 186 164 €	11,0%	2,64%
Total CD 13	214 704 764 €	238 000 016 €	10,8%	2,61%

Les équilibres financiers départementaux

en k€	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Produits réels de fonctionnement	**2 082 050**	**2 139 286**	**2 152 592**	**2 190 934**	**2 200 921**	**2 233 406**	**2 243 260**
Impôt directs locaux	708 088	574 651	592 703	611 257	639 346	644 460	667 722
Autres impôts indirects	28 084	31 949	32 363	38 888	9 003	8 786	9 263
Produits DMTO	234 199	295 077	250 688	247 030	258 920	315 534	340 746
TSCA	83 642	181 216	197 106	199 262	199 581	202 364	192 884
TIPCE	364 734	365 154	381 690	371 634	370 642	370 848	370 998
DGF	426 108	428 768	427 050	425 588	410 564	374 957	340 002
Dotation CNSA	69 358	68 973	67 039	72 015	74 768	75 050	84 410
Divers	167 837	193 498	203 953	225 259	238 098	241 407	237 236
Charges de fonctionnement	**1 698 227**	**1 742 979**	**1 812 733**	**1 884 605**	**1 909 341**	**1 946 248**	**1 955 300**
Charges à caractère général	174 495	177 674	181 107	185 877	185 845	180 672	176 319
Charges de personnel	308 497	311 649	317 199	326 459	329 367	331 663	332 585
Aides à la personne	585 680	614 971	624 243	655 956	688 847	708 284	717 998
Frais de séjour	331 081	347 343	387 522	392 634	399 206	412 524	424 921
Dotation Fonctionnement Colleges	30 866	32 045	33 134	32 870	33 609	28 922	24 129
SDIS	47 753	49 503	51 011	51 788	52 164	55 769	70 869
Subventiosn de fonctionnement	118 622	122 414	126 888	130 356	117 924	130 857	120 763
Autres charges de fonctionnement	95 767	82 282	85 773	99 465	90 627	84 203	73 121
Intérêts	5 464	5 098	5 856	9 200	11 752	13 353	14 596
CAF brute	**383 822**	**396 307**	**339 859**	**306 329**	**291 580**	**287 158**	**287 960**
Remboursement capital de la dette	**13 950**	**75 465**	**13 812**	**25 637**	**45 022**	**56 008**	**50 601**
CAF nette	**369 873**	**320 841**	**326 047**	**280 692**	**246 558**	**231 150**	**237 359**
Dépenses d'équipement	219 214	230 819	144 675	196 011	179 539	142 580	146 378
Subventions équipements versées	204 009	195 812	247 680	289 109	308 628	338 656	278 389
Autres dépenses d'investissement	3 860	2 584	52 144	3 414	1 968	9 138	5 433
Dépenses d'investissement totales	**427 083**	**429 215**	**444 500**	**488 535**	**490 135**	**490 374**	**430 200**
Subventions investissement reçues	13 465	20 282	18 256	13 757	18 819	15 618	12 387
FCTVA	21 400	22 360	30 485	32 075	26 939	23 642	30 115
Emprunt	25 005	46 375	57 501	127 147	192 913	176 529	132 950
Autres recettes d'investissement	1 734	15 576	14 328	11 707	4 596	23 523	12 873
Recettes d'investissement totales	**61 604**	**104 592**	**120 570**	**184 686**	**243 268**	**239 312**	**188 325**
Encours de dette	**254 380**	**225 289**	**268 978**	**370 894**	**518 785**	**639 306**	**721 559**

RESSOURCES
CONSULTANTS
FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

2.3.

LE CADRE LÉGISLATIF D'ÉVALUATION DE LA DOTATION DE COMPENSATION MÉTROPOLITAINE

Le cadre législatif d'évaluation de la DCM (dispositions du CGCT relatives à la Métropole de Lyon)

Article L3663-3

La commission locale chargée de l'évaluation des charges et des ressources transférées du département du Rhône, créée par l'article 38 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, est consultée sur les modalités de compensation des charges correspondant aux compétences transférées du département.

Elle procède, en tant que de besoin, à l'évaluation de la répartition entre la métropole de Lyon et le département du Rhône des charges et produits figurant dans les comptes administratifs du département du Rhône, afin de déterminer, conformément à l'article L. 3663-6, le montant de la dotation de compensation métropolitaine.

La commission locale chargée de l'évaluation des charges et des ressources transférées du département du Rhône procède, avec l'appui des services et opérateurs de l'Etat, à l'évaluation de la répartition territoriale des recettes réelles de fonctionnement perçues par le département au cours de l'exercice précédant la création de la métropole de Lyon.

Objectif central : déterminer la dotation de compensation métropolitaine (DCM)

Répartition des recettes réelles de fonctionnement en valeur de dernière année (pas de période de référence à choisir)

Article L3663-4

Les charges transférées sont équivalentes aux dépenses réalisées préalablement à la création de la métropole de Lyon, sur le territoire de cette dernière, par le département du Rhône. Ces charges peuvent être diminuées du montant des éventuelles réductions brutes de charges ou des augmentations de ressources entraînées par les transferts. Elles peuvent être augmentées de la valorisation des engagements hors bilan transférés par le département à la métropole de Lyon.

Les périodes de référence comme les modalités d'évaluation et de répartition territoriale des dépenses réalisées par le département et figurant dans les comptes administratifs avant le transfert de chaque compétence sont déterminées à la majorité des deux tiers des membres de la commission mentionnée à l'article L. 3663-3.

Périodes de référence pour les seules dépenses

Le cadre législatif d'évaluation de la DCM (dispositions du CGCT relatives à la Métropole de Lyon)

Article L3663-4 (suite)

A défaut d'accord des membres de la commission, le droit à compensation des charges d'investissement transférées est égal à la moyenne des dépenses, hors taxes et amortissement du capital de la dette, nettes des fonds européens et des fonds de concours perçus par le département, figurant dans les comptes administratifs du département, relatives au territoire de la métropole de Lyon et constatées sur les cinq exercices précédant la date de création de la métropole. S'y ajoute la couverture de l'annuité en capital de la dette transférée par le département du Rhône à la métropole de Lyon.

A défaut d'accord des membres de la commission, le droit à compensation des charges de fonctionnement transférées est égal à la moyenne des dépenses actualisées figurant dans les comptes administratifs du département, relatives au territoire de la métropole de Lyon et constatées sur les trois exercices précédant la date de création de la métropole. Les dépenses prises en compte pour la détermination du droit à compensation sont actualisées au taux annuel moyen de croissance de **ces** dépenses constaté sur les trois exercices concernés.

Article L3663-5

Le montant des dépenses résultant des accroissements et diminutions de charges est constaté pour chaque compétence transférée par un arrêté conjoint des ministres chargés des collectivités territoriales et du budget, après avis de la commission mentionnée à l'article L. 3663-3.

Double compte possible dans l'évaluation des dépenses d'investissement

Moyenne des dépenses hors TVA et subventions = dépenses financées par emprunt et épargne nette.
On y ajoute l'annuité en capital : l'emprunt est alors pris en compte deux fois, une fois au travers de son remboursement, une autre fois au travers des dépenses qu'il finance.

La moyenne actualisée correspond mathématiquement à la valeur de dernière année

L'actualisateur est égal au taux d'évolution des dépenses transférées (« ces dépenses »).

Si la valeur 2015 des dépenses est actualisée en fonction de l'évolution de ce même périmètre de dépenses entre 2016 et 2017, le montant actualisé est strictement égal au montant 2017 de ces dépenses. De même pour les dépenses 2016.

Dans ces conditions, la moyenne actualisée des dépenses 2014, 2015 et 2016 est strictement égale à la valeur constatée en 2017 de celles-ci. Retenir une période de 3 ans ou prendre la dernière année connue revient donc strictement au même.

Le droit à compensation des charges de fonctionnement

Rappel : les recettes réelles de fonctionnement ne peuvent pas être « moyennées ». Elles sont égales à celles constatées par le département au cours de l'exercice précédant la création de la métropole

Droit à compensation des charges de fonctionnement

A défaut d'accord des membres de la commission, le droit à compensation des charges de fonctionnement transférées est **égal à la moyenne des dépenses actualisées** figurant dans les comptes administratifs du département, relatives au territoire de la métropole de Lyon et constatées sur les trois exercices précédant la date de création de la métropole. Les dépenses prises en compte pour la détermination du droit à compensation **sont actualisées au taux annuel moyen de croissance de ces dépenses constaté sur les trois exercices concernés.**

Problème identifié : l'actualisateur fixé dans la loi revient mathématiquement à prendre en compte les dépenses de la dernière année. Exemple :

$$\text{Dépenses 2015 retenues} = \text{Dépenses}_{2015}\ \text{effectives}\ (D.Ef_{2015}) \times \frac{D.Ef_{2016}}{D.Ef_{2015}} \times \frac{D.Ef_{2017}}{D.Ef_{2016}}$$

$$\text{Dépenses 2016 retenues} = \text{Dépenses}_{2016}\ \text{effectives}\ (D.Ef_{2016}) \times \frac{D.Ef_{2017}}{D.Ef_{2016}}$$

$$\text{Moyenne} = (D.Ef_{2017} + D.Ef_{2017} + D.Ef_{2017}) / 3 = D.Ef_{2017}$$

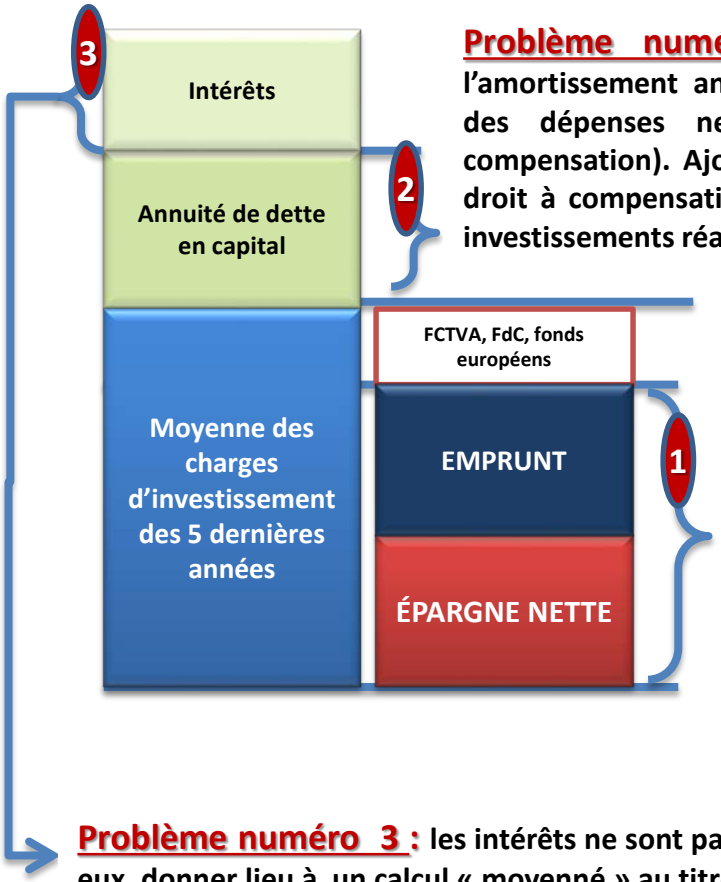
Solution : le droit à compensation des charges de fonctionnement peut être évalué en fonction des dépenses réelles de fonctionnement (hors intérêts) figurant l'année précédente dans les comptes administratifs du département.

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Le droit à compensation des charges d'investissement

Droit à compensation des charges d'investissement

A défaut d'accord des membres de la commission, le droit à compensation des charges d'investissement transférées **est égal à la moyenne des dépenses**, hors taxes et amortissement du capital de la dette, nettes des fonds européens et des fonds de concours perçus par le département, figurant dans les comptes administratifs du département, relatives au territoire de la métropole de Lyon et constatées **sur les cinq exercices précédant** la date de création de la métropole. S'y **ajoute la couverture de l'annuité en capital** de la dette transférée par le département du Rhône à la Métropole de Lyon.



Problème numéro 2 : **l'annuité en capital représente l'amortissement annuel du financement antérieur par emprunt des dépenses nettes d'investissement (donc du droit à compensation). Ajouter la couverture du capital de l'annuité au droit à compensation revient donc à prendre « deux fois » les investissements réalisés dans le calcul du droit à compensation.**

Problème numéro 1 : **définition du droit à compensation est contradictoire avec la prise en compte de l'épargne nette dans la DCM, sauf à prévoir que le droit à compensation est diminué du volume d'épargne nette transféré à la Métropole et le nouveau département.**
Ce niveau d'épargne nette s'évalue après transfert de l'annuité, donc du partage de l'encours de dette, et donc de la détermination du droit à compensation (« référence circulaire ? »).

Problème numéro 3 : **les intérêts ne sont pas expressément pris en compte. Ils pourraient, eux, donner lieu à un calcul « moyenné » au titre des charges de fonctionnement.**

Solution : le droit à compensation des charges d'investissement peut être évalué en fonction du volume d'épargne nette affecté et de l'annuité transférée (voir ci-après).

Le cadre législatif d'évaluation de la DCM (dispositions Métropole de Lyon)

Article L3663-6

La commission locale chargée de l'évaluation des charges et des ressources transférées du département du Rhône calcule le taux d'épargne nette théorique métropolitain qui résulterait du transfert, par le département du Rhône, des recettes réelles de fonctionnement rattachées au territoire de la métropole de Lyon et des charges réelles, estimées dans les conditions fixées à l'article L. 3663-4. De la même façon, elle procède au calcul du taux d'épargne nette théorique départemental qui résulterait de la perception des recettes réelles de fonctionnement rattachées au territoire du nouveau département du Rhône et des charges réelles qu'il continuera d'assumer, estimées selon les mêmes modalités que celles retenues pour la métropole en application du même article L. 3663-4.

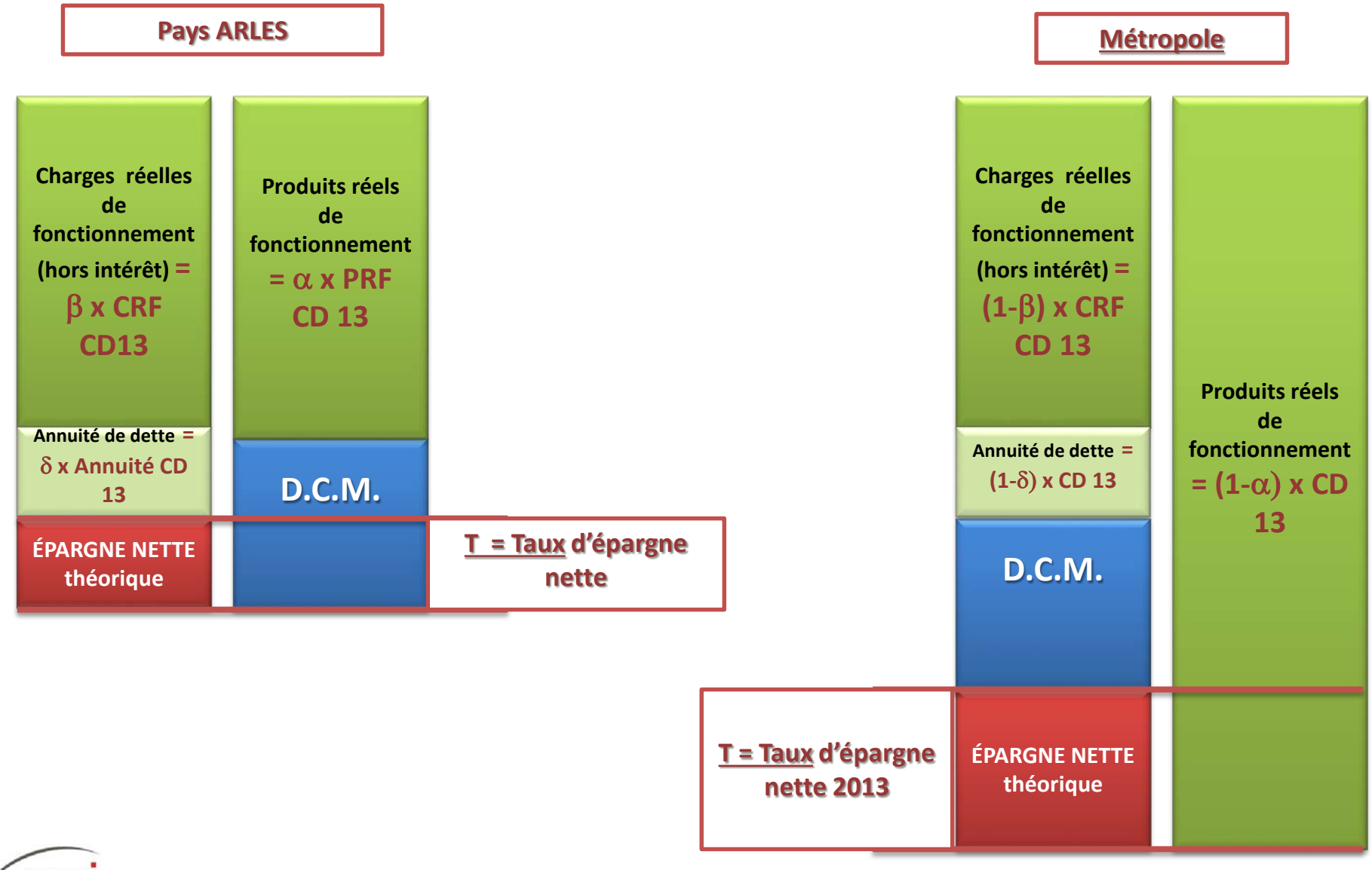
Au sens du présent article, le taux d'épargne nette correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les charges réelles de fonctionnement, net de l'amortissement en capital de la dette, rapporté aux recettes réelles de fonctionnement.

La commission locale chargée de l'évaluation des charges et des ressources transférées du département du Rhône estime, enfin, le montant de la dotation de compensation métropolitaine propre à corriger les effets de la répartition territoriale des produits antérieurement perçus par le département du Rhône, de façon à garantir, à la date de la création de la métropole de Lyon, l'égalité des deux taux d'épargne théoriques susmentionnés.

La D.C.M. conduit à l'égalisation des taux d'épargne nette entre les deux collectivités

La D.C.M. doit toutefois être évaluée en tenant compte du taux d'épargne par rapport aux produits réels de fonctionnement y compris la D.C.M. elle-même (cas de celui qui reçoit) ou diminué de la D.C.M. (cas de celui qui verse).
Ceci ne présente pas de difficultés mathématiques, (cf. parties suivantes de ce document), mais est indispensable. A défaut, le taux d'épargne effectif affecté à la collectivité qui reçoit la D.C.M. serait plus faible que le taux théorique, et celui de la collectivité qui verse la D.C.M. serait plus élevé que le taux théorique.

L'équation générale de la DCM



Des exemples de calcul de la DCM

Hypothèses de répartition

	PETR ARLES	Métropole
Recettes réelles de fonctionnement	**10,0%**	**90,0%**
Dépenses réelles de fonctionnement	**10,0%**	**90,0%**
Dépenses nettes d'investissement	**10,0%**	**90,0%**

CD Bouches du Rhone (actuel)
Fonctionnement 2016 (évaluation réelle)

Dépenses réelles de fonctionnement	1 834 537	2 243 260	Recettes réelles de fonctionnement
Annuité de dette	171 364		
Épargne nette	237 359		
TOTAL	**2 243 260**	**2 243 260**	**TOTAL**

Taux d'épargne nette	**10,58%**

CD Bouches du Rhone (actuel)
Fonctionnement 2016 (sous évaluation de 100 M€)

Dépenses réelles de fonctionnement	1 734 537	2 243 260	Recettes réelles de fonctionnement
Annuité de dette	171 364		
Épargne nette	337 359		
TOTAL	**2 243 260**	**2 243 260**	**TOTAL**

Taux d'épargne nette	**15,04%**

Résultats de la répartition

PETR ARLES simulé

Dépenses réelles de fonctionnement	183 454	224 326	Recettes réelles de fonctionnement
DCM	**0**	**0**	**DCM**
Annuité de dette	17 136		
Épargne nette	23 736		
TOTAL	**224 326**	**224 326**	**TOTAL**

Taux d'épargne nette apparent	**10,58%**
Taux d'épargne nette effectif (DCM versée déduite des produits)	**10,58%**

Métropole simulée

Dépenses réelles de fonctionnement	1 651 084	2 018 934	Recettes réelles de fonctionnement
DCM	**0**	**0**	**DCM**
Annuité de dette	154 227		
Épargne nette	213 623		
TOTAL	**2 018 934**	**2 018 934**	**TOTAL**

Taux d'épargne nette apparent	**10,58%**
Taux d'épargne nette effectif (DCM versée déduite des produits)	**10,58%**

Résultats de la répartition

PETR ARLES simulé

Dépenses réelles de fonctionnement	173 454	224 326	Recettes réelles de fonctionnement
DCM	**0**	**0**	**DCM**
Annuité de dette	17 136		
Épargne nette	33 736		
TOTAL	**224 326**	**224 326**	**TOTAL**

Taux d'épargne nette apparent	**15,04%**
Taux d'épargne nette effectif (DCM versée déduite des produits)	**15,04%**

Métropole simulée

Dépenses réelles de fonctionnement	1 561 084	2 018 934	Recettes réelles de fonctionnement
DCM	**0**	**0**	**DCM**
Annuité de dette	154 227		
Épargne nette	303 623		
TOTAL	**2 018 934**	**2 018 934**	**TOTAL**

Taux d'épargne nette apparent	**15,04%**
Taux d'épargne nette effectif (DCM versée déduite des produits)	**15,04%**

Des exemples de calcul de la DCM

Hypothèses de répartition

	PETR ARLES	Métropole
Recettes réelles de fonctionnement	10,0%	90,0%
Dépenses réelles de fonctionnement	10,0%	90,0%
Dépenses nettes d'investissement	20,0%	80,0%

CD Bouches du Rhone (actuel)
Fonctionnement 2016 (évaluation réelle)

Dépenses réelles de fonctionnement	1 834 537	2 243 260	Recettes réelles de fonctionnement
Annuité de dette	171 364		
Épargne nette	237 359		
TOTAL	**2 243 260**	**2 243 260**	**TOTAL**

Taux d'épargne nette	10,58%

Résultats de la répartition

PETR ARLES simulé

Dépenses réelles de fonctionnement	183 454	224 326	Recettes réelles de fonctionnement
DCM	0	19 164	DCM
Annuité de dette	34 273		
Épargne nette	25 764		
TOTAL	**243 490**	**243 490**	**TOTAL**

Taux d'épargne nette apparent	10,58%
Taux d'épargne nette effectif (DCM versée déduite des produits)	10,58%

Métropole simulée

Dépenses réelles de fonctionnement	1 651 084	2 018 934	Recettes réelles de fonctionnement
DCM	19 164	0	DCM
Annuité de dette	137 091		
Épargne nette	211 595		
TOTAL	**2 018 934**	**2 018 934**	**TOTAL**

Taux d'épargne nette apparent	10,48%
Taux d'épargne nette effectif (DCM versée déduite des produits)	10,58%

Hypothèses de répartition

	PETR ARLES	Métropole
Recettes réelles de fonctionnement	10,0%	90,0%
Dépenses réelles de fonctionnement	15,0%	85,0%
Dépenses nettes d'investissement	20,0%	80,0%

CD Bouches du Rhone (actuel)
Fonctionnement 2016 (évaluation réelle)

Dépenses réelles de fonctionnement	1 834 537	2 243 260	Recettes réelles de fonctionnement
Annuité de dette	171 364		
Épargne nette	237 359		
TOTAL	**2 243 260**	**2 243 260**	**TOTAL**

Taux d'épargne nette	10,58%

Résultats de la répartition

PETR ARLES simulé

Dépenses réelles de fonctionnement	275 181	224 326	Recettes réelles de fonctionnement
DCM	0	121 745	DCM
Annuité de dette	34 273		
Épargne nette	36 618		
TOTAL	**346 071**	**346 071**	**TOTAL**

Taux d'épargne nette apparent	10,58%
Taux d'épargne nette effectif (DCM versée déduite des produits)	10,58%

Métropole simulée

Dépenses réelles de fonctionnement	1 559 357	2 018 934	Recettes réelles de fonctionnement
DCM	121 745	0	DCM
Annuité de dette	137 091		
Épargne nette	200 741		
TOTAL	**2 018 934**	**2 018 934**	**TOTAL**

Taux d'épargne nette apparent	9,94%
Taux d'épargne nette effectif (DCM versée déduite des produits)	10,58%

Des exemples de calcul de la DCM

Hypothèses de répartition

	PETR ARLES	Métropole
Recettes réelles de fonctionnement	10,0%	90,0%
Dépenses réelles de fonctionnement	20,0%	80,0%
Dépenses nettes d'investissement	20,0%	80,0%

CD Bouches du Rhone (actuel)
Fonctionnement 2016 (évaluation réelle)

Dépenses réelles de fonctionnement	1 834 537	2 243 260	Recettes réelles de fonctionnement
Annuité de dette	171 364		
Épargne nette	237 359		
TOTAL	**2 243 260**	**2 243 260**	**TOTAL**

Taux d'épargne nette	10,58%

Résultats de la répartition

PETR ARLES simulé

Dépenses réelles de fonctionnement	366 907	224 326	Recettes réelles de fonctionnement
DCM	**0**	**224 326**	**DCM**
Annuité de dette	34 273		
Épargne nette	47 472		
TOTAL	**448 652**	**448 652**	**TOTAL**

Taux d'épargne nette apparent	10,58%
Taux d'épargne nette effectif (DCM versée déduite des produits)	10,58%

Métropole simulée

Dépenses réelles de fonctionnement	1 467 630	2 018 934	Recettes réelles de fonctionnement
DCM	**224 326**	**0**	**DCM**
Annuité de dette	137 091		
Épargne nette	189 887		
TOTAL	**2 018 934**	**2 018 934**	**TOTAL**

Taux d'épargne nette apparent	9,41%
Taux d'épargne nette effectif (DCM versée déduite des produits)	10,58%

Hypothèses de répartition

	PETR ARLES	Métropole
Recettes réelles de fonctionnement	8,0%	92,0%
Dépenses réelles de fonctionnement	20,0%	80,0%
Dépenses nettes d'investissement	20,0%	80,0%

CD Bouches du Rhone (actuel)
Fonctionnement 2016 (évaluation réelle)

Dépenses réelles de fonctionnement	1 834 537	2 243 260	Recettes réelles de fonctionnement
Annuité de dette	171 364		
Épargne nette	237 359		
TOTAL	**2 243 260**	**2 243 260**	**TOTAL**

Taux d'épargne nette	10,58%

Résultats de la répartition

PETR ARLES simulé

Dépenses réelles de fonctionnement	366 907	179 461	Recettes réelles de fonctionnement
DCM	**0**	**269 191**	**DCM**
Annuité de dette	34 273		
Épargne nette	47 472		
TOTAL	**448 652**	**448 652**	**TOTAL**

Taux d'épargne nette apparent	10,58%
Taux d'épargne nette effectif (DCM versée déduite des produits)	10,58%

Métropole simulée

Dépenses réelles de fonctionnement	1 467 630	2 063 799	Recettes réelles de fonctionnement
DCM	**269 191**	**0**	**DCM**
Annuité de dette	137 091		
Épargne nette	189 887		
TOTAL	**2 063 799**	**2 063 799**	**TOTAL**

Taux d'épargne nette apparent	9,20%
Taux d'épargne nette effectif (DCM versée déduite des produits)	10,58%

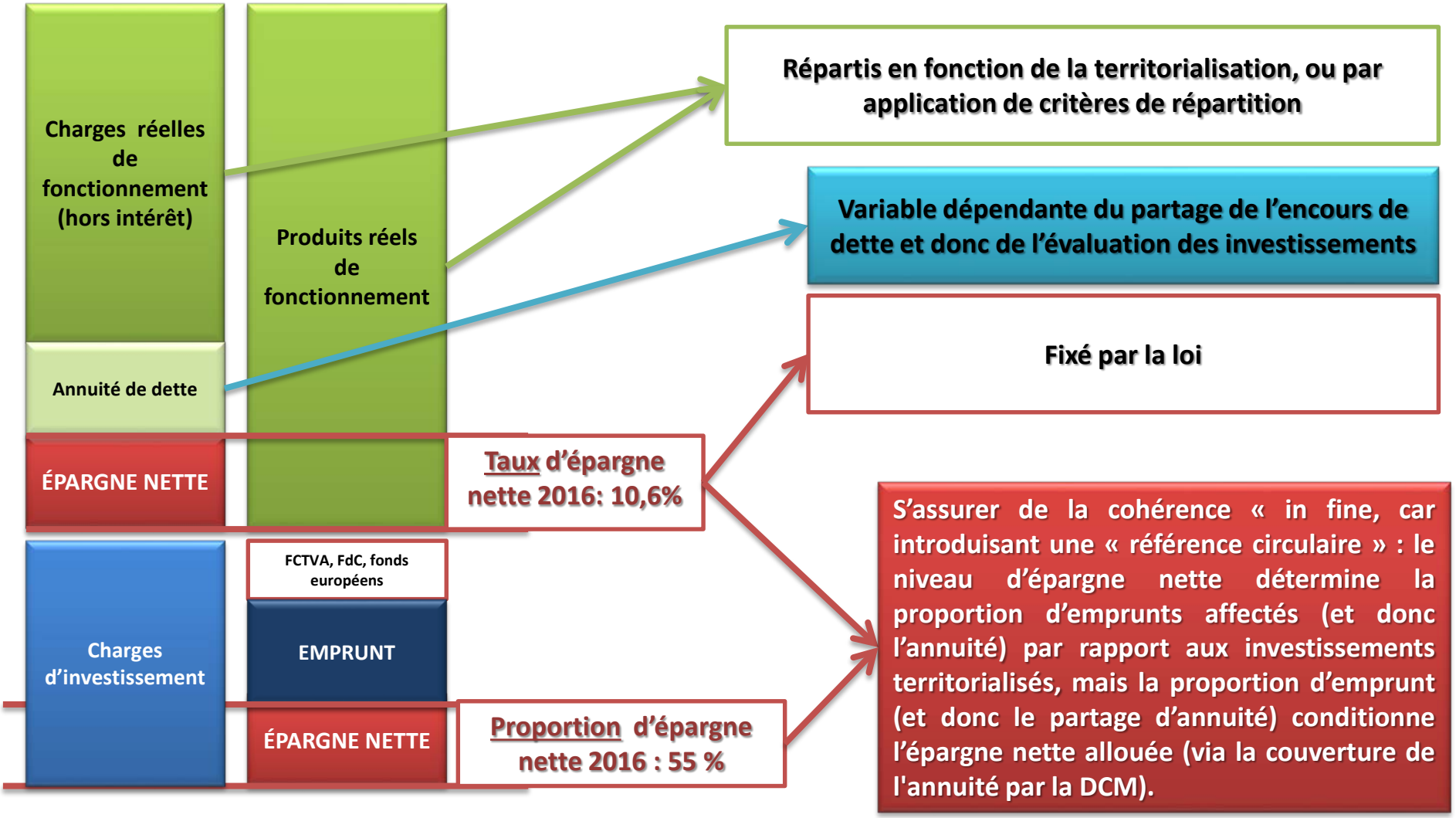
RESSOURCES
CONSULTANTS
FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

2.4.

PROPOSITIONS DE MÉTHODE POUR ÉVALUER L'ANNUITÉ DE DETTE TRANSFÉRÉE

La question du partage de l'annuité clé de l'évaluation des investissements transférés



Une solution proposée

Charges d'investissement

FCTVA, FdC, fonds européens

Charges nettes d'investissement

1- Territorialiser les dépenses d'investissement et les recettes « affectées » (FCTVA, subventions, fonds de concours, DDEC, …).

Ceci conduit à <u>déterminer les charges nettes d'investissement transférées à la Métropole et conservées par le PETR du Pays d'Arles.</u>

EMPRUNT

2- Déterminer un emprunt moyen actuel (emprunt permanent annuel en moyenne) du Conseil départemental.

Affecter cet emprunt permanent à la Métropole et au PETR du Pays d'Arles, en proportion des dépenses nettes d'investissements localisées restant à couvrir avant prise en compte de l'épargne nette.

En déduire la proportion d'annuités et la proportion d'encours alloués.

ÉPARGNE NETTE

Déterminer par soustraction le niveau d'épargne nette « d'équilibre », et vérifier par itération la cohérence de ce niveau avec la contrainte légale d'égalisation des taux d'épargne nette théorique par la dotation de compensation métropolitaine.

Comment déterminer l'emprunt moyen annuel permanent du Conseil Départemental des Bouches du Rhône : une première approche par l'observation rétrospective ?

Moyenne 2010/2016	K€	Structure
Dép d'investissement hors annuité en capital	457 149	100,0%
Financement des investissements	457 149	100,0%
EPARGNE NETTE	**287 503**	**62,9%**
Ressources propres d'investissement	**54 848**	**12,0%**
Emprunt	**114 798**	**25,1%**

De 2010 à 2016 (7 exercices) l'emprunt d'équilibre annuel du Conseil Départemental des Bouches du Rhône est d'environ 115 M€.

Cette méthode privilégie la réalisation récente de l'endettement dans l'évaluation des transferts de charges.

Encours au 1/1/2016	Annuité 2016	Nombre d'années avant extinction totale	Intérets dans l'exercice 2016
639 306	65 196	15	14 596

Interets 2016	encours au 1/1/2016	Taux d'interet moyen
14 596	639 306	2,28%

Emprunt moyen équivalent	54 696
Emprunt moyen équivalent (3%, 20 ans)	51 887

Cette méthode donne un résultat plus « structurel »

55 M€ < **Emprunt Moyen Annuel** < **115 M€**

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

RESSOURCES
CONSULTANTS
FINANCES

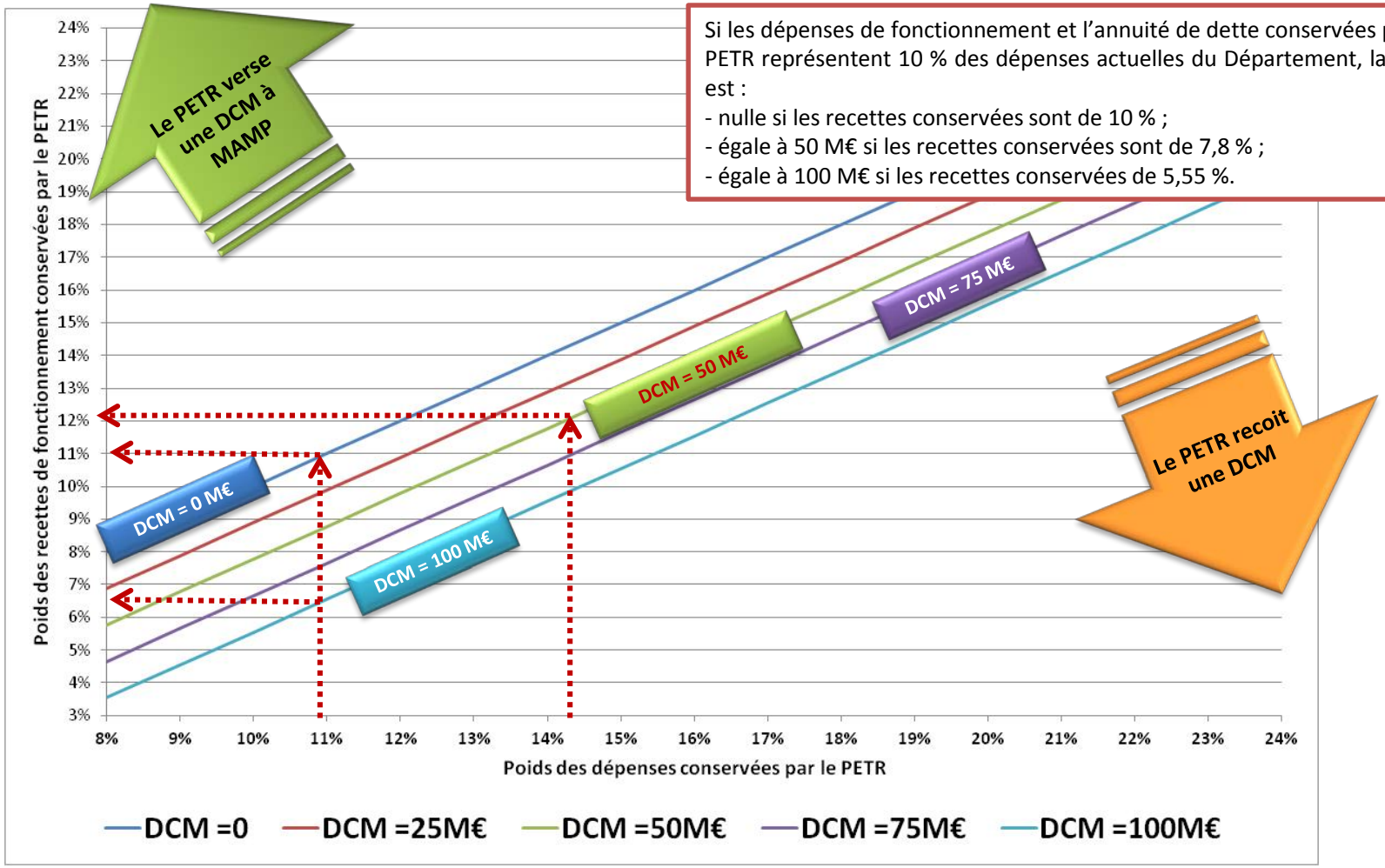
SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

2.5

LE MÉCANISME DE LA DOTATION DE COMPENSATION MÉTROPOLITAINE

Poids des charges et produits transférés et montant de la D.C.M.

Si les dépenses de fonctionnement et l'annuité de dette conservées par la le PETR représentent 10 % des dépenses actuelles du Département, la D.C.M. est :
- nulle si les recettes conservées sont de 10 % ;
- égale à 50 M€ si les recettes conservées sont de 7,8 % ;
- égale à 100 M€ si les recettes conservées de 5,55 %.



3 conséquences :

1. le niveau de la DCM est indépendant du volume des charges transférées, mais dépend du poids relatif des charges et produits affectés. La Métropole pourrait recevoir une DCM si le poids des recettes actuelles du département qui lui sont affectées est inférieur au poids des charges qui lui sont affectées (au regard des recettes et dépenses actuelles du département).
2. Si le poids des charges conservées et le poids des recettes conservées sont les mêmes, la DCM est nulle, quels que soient les volumes financiers transférés.
3. Un écart entre le poids des dépenses transférées et le poids des recettes transférées de 0,446 % entraîne une DCM de 10M€ (par exemple 20% et 19,554%), un écart de 4,46% une DCM de 100 M€. LA DCM est donc de 10M€ supplémentaires par tranche d'écart entre poids des recettes et poids des dépenses transférées de 0,446%,

Poids des charges et produits transférés et montant de la D.C.M.

Matrice de calcul de la DCM

Annuité affectée à la Métropole 75%		Pourcentage des dépenses de fonctionnement actuelles du CD 13 affectées à la Métropole												
		65,0%	67,5%	70,0%	72,5%	75,0%	77,5%	80,0%	82,5%	85,0%	87,5%	90,0%	92,5%	95,0%
Pourcentage des recettes de fonctionnement actuelles du CD 13 affectées à la Métropole	65,0%	-19 164	-70 455	-121 745	-173 036	-224 326	-275 616	-326 907	-378 197	-429 488	-480 778	-532 069	-583 359	-634 650
	67,5%	36 917	-14 373	-65 664	-116 954	-168 244	-219 535	-270 825	-322 116	-373 406	-424 697	-475 987	-527 278	-578 568
	70,0%	92 999	41 708	-9 582	-60 873	-112 163	-163 453	-214 744	-266 034	-317 325	-368 615	-419 906	-471 196	-522 487
	72,5%	149 080	97 790	46 499	-4 791	-56 081	-107 372	-158 662	-209 953	-261 243	-312 534	-363 824	-415 115	-466 405
	75,0%	205 162	153 871	102 581	51 290	*0*	-51 290	-102 581	-153 871	-205 162	-256 452	-307 743	-359 033	-410 324
	77,5%	261 243	209 953	158 662	107 372	56 081	4 791	-46 499	-97 790	-149 080	-200 371	-251 661	-302 952	-354 242
	80,0%	317 325	266 034	214 744	163 453	112 163	60 873	9 582	-41 708	-92 999	-144 289	-195 580	-246 870	-298 161
	82,5%	373 406	322 116	270 825	219 535	168 244	116 954	65 664	14 373	-36 917	-88 208	-139 498	-190 789	-242 079
	85,0%	429 488	378 197	326 907	275 616	224 326	173 036	121 745	70 455	19 164	-32 126	-83 417	-134 707	-185 998
	87,5%	485 569	434 279	382 988	331 698	280 407	229 117	177 827	126 536	75 246	23 955	-27 335	-78 626	-129 916
	90,0%	541 651	490 360	439 070	387 779	336 489	285 199	233 908	182 618	131 327	80 037	28 746	-22 544	-73 835
	92,5%	597 732	546 442	495 151	443 861	392 570	341 280	289 990	238 699	187 409	136 118	84 828	33 537	-17 753
	95,0%	653 814	602 523	551 233	499 942	448 652	397 362	346 071	294 781	243 490	192 200	140 909	89 619	38 328

Poids des charges et produits transférés et montant de la D.C.M.

Matrice de calcul de la DCM

Annuité affectée à la Métropole 80%		Pourcentage des dépenses de fonctionnement actuelles du CD 13 affectées à la Métropole												
		65,0%	67,5%	70,0%	72,5%	75,0%	77,5%	80,0%	82,5%	85,0%	87,5%	90,0%	92,5%	95,0%
Pourcentage des recettes de fonctionnement actuelles du CD 13 affectées à la Métropole	65,0%	-28 746	-80 037	-131 327	-182 618	-233 908	-285 199	-336 489	-387 779	-439 070	-490 360	-541 651	-592 941	-644 232
	67,5%	27 335	-23 955	-75 246	-126 536	-177 827	-229 117	-280 407	-331 698	-382 988	-434 279	-485 569	-536 860	-588 150
	70,0%	83 417	32 126	-19 164	-70 455	-121 745	-173 036	-224 326	-275 616	-326 907	-378 197	-429 488	-480 778	-532 069
	72,5%	139 498	88 208	36 917	-14 373	-65 664	-116 954	-168 244	-219 535	-270 825	-322 116	-373 406	-424 697	-475 987
	75,0%	195 580	144 289	92 999	41 708	-9 582	-60 873	-112 163	-163 453	-214 744	-266 034	-317 325	-368 615	-419 906
	77,5%	251 661	200 371	149 080	97 790	46 499	-4 791	-56 081	-107 372	-158 662	-209 953	-261 243	-312 534	-363 824
	80,0%	307 743	256 452	205 162	153 871	102 581	51 290	*0*	-51 290	-102 581	-153 871	-205 162	-256 452	-307 743
	82,5%	363 824	312 534	261 243	209 953	158 662	107 372	56 081	4 791	-46 499	-97 790	-149 080	-200 371	-251 661
	85,0%	419 906	368 615	317 325	266 034	214 744	163 453	112 163	60 873	9 582	-41 708	-92 999	-144 289	-195 580
	87,5%	475 987	424 697	373 406	322 116	270 825	219 535	168 244	116 954	65 664	14 373	-36 917	-88 208	-139 498
	90,0%	532 069	480 778	429 488	378 197	326 907	275 616	224 326	173 036	121 745	70 455	19 164	-32 126	-83 417
	92,5%	588 150	536 860	485 569	434 279	382 988	331 698	280 407	229 117	177 827	126 536	75 246	23 955	-27 335
	95,0%	644 232	592 941	541 651	490 360	439 070	387 779	336 489	285 199	233 908	182 618	131 327	80 037	28 746

Poids des charges et produits transférés et montant de la D.C.M.

Matrice de calcul de la DCM

Annuité affectée à la Métropole 85%		Pourcentage des dépenses de fonctionnement actuelles du CD 13 affectées à la Métropole												
		65,0%	67,5%	70,0%	72,5%	75,0%	77,5%	80,0%	82,5%	85,0%	87,5%	90,0%	92,5%	95,0%
Pourcentage des recettes de fonctionnement actuelles du CD 13 affectées à la Métropole	65,0%	-38 328	-89 619	-140 909	-192 200	-243 490	-294 781	-346 071	-397 362	-448 652	-499 942	-551 233	-602 523	-653 814
	67,5%	17 753	-33 537	-84 828	-136 118	-187 409	-238 699	-289 990	-341 280	-392 570	-443 861	-495 151	-546 442	-597 732
	70,0%	73 835	22 544	-28 746	-80 037	-131 327	-182 618	-233 908	-285 199	-336 489	-387 779	-439 070	-490 360	-541 651
	72,5%	129 916	78 626	27 335	-23 955	-75 246	-126 536	-177 827	-229 117	-280 407	-331 698	-382 988	-434 279	-485 569
	75,0%	185 998	134 707	83 417	32 126	-19 164	-70 455	-121 745	-173 036	-224 326	-275 616	-326 907	-378 197	-429 488
	77,5%	242 079	190 789	139 498	88 208	36 917	-14 373	-65 664	-116 954	-168 244	-219 535	-270 825	-322 116	-373 406
	80,0%	298 161	246 870	195 580	144 289	92 999	41 708	-9 582	-60 873	-112 163	-163 453	-214 744	-266 034	-317 325
	82,5%	354 242	302 952	251 661	200 371	149 080	97 790	46 499	-4 791	-56 081	-107 372	-158 662	-209 953	-261 243
	85,0%	410 324	359 033	307 743	256 452	205 162	153 871	102 581	51 290	*0*	-51 290	-102 581	-153 871	-205 162
	87,5%	466 405	415 115	363 824	312 534	261 243	209 953	158 662	107 372	56 081	4 791	-46 499	-97 790	-149 080
	90,0%	522 487	471 196	419 906	368 615	317 325	266 034	214 744	163 453	112 163	60 873	9 582	-41 708	-92 999
	92,5%	578 568	527 278	475 987	424 697	373 406	322 116	270 825	219 535	168 244	116 954	65 664	14 373	-36 917
	95,0%	634 650	583 359	532 069	480 778	429 488	378 197	326 907	275 616	224 326	173 036	121 745	70 455	19 164

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Poids des charges et produits transférés et montant de la D.C.M.

Matrice de calcul de la DCM

Annuité affectée à la Métropole 90%		Pourcentage des dépenses de fonctionnement actuelles du CD 13 affectées à la Métropole												
		65,0%	67,5%	70,0%	72,5%	75,0%	77,5%	80,0%	82,5%	85,0%	87,5%	90,0%	92,5%	95,0%
Pourcentage des recettes de fonctionnement actuelles du CD 13 affectées à la Métropole	65,0%	-47 910	-99 201	-150 491	-201 782	-253 072	-304 363	-355 653	-406 944	-458 234	-509 525	-560 815	-612 105	-663 396
	67,5%	8 171	-43 119	-94 410	-145 700	-196 991	-248 281	-299 572	-350 862	-402 153	-453 443	-504 733	-556 024	-607 314
	70,0%	64 253	12 962	-38 328	-89 619	-140 909	-192 200	-243 490	-294 781	-346 071	-397 362	-448 652	-499 942	-551 233
	72,5%	120 334	69 044	17 753	-33 537	-84 828	-136 118	-187 409	-238 699	-289 990	-341 280	-392 570	-443 861	-495 151
	75,0%	176 416	125 125	73 835	22 544	-28 746	-80 037	-131 327	-182 618	-233 908	-285 199	-336 489	-387 779	-439 070
	77,5%	232 497	181 207	129 916	78 626	27 335	-23 955	-75 246	-126 536	-177 827	-229 117	-280 407	-331 698	-382 988
	80,0%	288 579	237 288	185 998	134 707	83 417	32 126	-19 164	-70 455	-121 745	-173 036	-224 326	-275 616	-326 907
	82,5%	344 660	293 370	242 079	190 789	139 498	88 208	36 917	-14 373	-65 664	-116 954	-168 244	-219 535	-270 825
	85,0%	400 742	349 451	298 161	246 870	195 580	144 289	92 999	41 708	-9 582	-60 873	-112 163	-163 453	-214 744
	87,5%	456 823	405 533	354 242	302 952	251 661	200 371	149 080	97 790	46 499	-4 791	-56 081	-107 372	-158 662
	90,0%	512 905	461 614	410 324	359 033	307 743	256 452	205 162	153 871	102 581	51 290	*0*	-51 290	-102 581
	92,5%	568 986	517 696	466 405	415 115	363 824	312 534	261 243	209 953	158 662	107 372	56 081	4 791	-46 499
	95,0%	625 068	573 777	522 487	471 196	419 906	368 615	317 325	266 034	214 744	163 453	112 163	60 873	9 582

RESSOURCES
CONSULTANTS
FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

CONCLUSION PROVISOIRE

Éléments de conclusion provisoire

<u>Par construction</u> : le système financier de Métropole à la Lyonnaise garantit au territoire « hors métropole » la stricte neutralité du partage des ressources du CD 13 y compris de son autofinancement.

Et

<u>Par situation</u> : le pays d'Arles dispose d'une situation comparable à celle de nombreux départements français et d'une potentialité de développement de ces ressources.

La mise en place d'une Métropole à la Lyonnaise dans le périmètre de la Métropole d'Aix-Marseille Provence

1- ne devrait pas :

a) **réduire la capacité de ce territoire à financer les compétences départementales en son sein (mécanisme de la dotation de compensation métropolitaine).**
b) **handicaper la capacité de ce territoire à financer les évolutions des charges associées aux compétences départementales.**

2- pourrait :

a) **favoriser la mise en place d'arbitrages financiers au sein du Pays d'Arles indépendant des arbitrages métropolitains par ailleurs effectués (restructuration des dépenses « d'aides aux communes » réalisés par le CD 13, capacité à disposer des moyens actuellement mobilisés pour l'entretien des routes et le fonctionnement des collèges dans le Pays d'Arles, le SDIS, …) indépendamment des choix métropolitains.**
b) **disposer d'une pression fiscale départementale mobilisable au profit du territoire (les Bouches du Rhône disposent du 21ème taux de TFB départemental – classement du plus faible au plus élevé).**

Éléments de conclusion provisoire

A – Maintenir un département ou fusionner les EPCI et le nouveau département : simplifier les structures

La mise en place d'une métropole à statut particulier dans le périmètre de MAMP, entraîne de fait la création d'une département « des Nouvelles Bouches du Rhône » dans le territoire du département actuel non couvert par la Métropole.

Cette situation n'entraîne aucune conséquence financière néfaste mais pourrait être source de difficultés institutionnelles localement.

Par exemple, se posent les questions suivantes :

1. désignation du chef lieu du département nouveau, et mise en place de son administration (mobilité des personnels non assurée, acquisition des moyens de gestion - logiciels, matériels informatiques -, gestion des contrats de prestation de services - marchés pour les routes départementales, contrats d'assurance divers,…),…). Il est probable qu'une forte proportion des agents actuels du département, dont l'emploi est à Marseille, privilégieront un transfert au sein des services métropolitains. Il est donc possible qu'existe des coûts de « démutualisation » importants à supporter par le Pays d'Arles. La solution Lyonnaise (maintien de l'administration du nouveau département à Lyon) pourrait être plus difficile à mettre en œuvre au sein du département des Bouches du Rhône compte tenu des distances entre les deux territoires.

2. Parmi les compétences départementales, figure la compétence incendie. La situation métropolitaine, avec le bataillon des marins pompiers de Marseille, va sans doute complexifier les modalités d'exercice de la compétence hors périmètre métropolitain, pouvant inciter à organiser rapidement un SDIS dans le périmètre du Pays d'Arles.

3. Par rapport au cas de la métropole lyonnaise, la situation locale est spécifique : 90 communes sont dans le périmètre métropolitain et 29 sont à l'extérieur de celui-ci. A Lyon, la proportion est totalement inversée (58 communes dans la Métropole pour 230 à l'extérieur). Il est impossible objectivement de couvrir le département du nouveau Rhône d'un seul EPCI associant 230 communes, alors que la situation particulière du Pays d'Arles permet cette possibilité.

4. Une contradiction juridique pourrait naître : les 3 EPCI actuels du Pays d'Arles peuvent fusionner pour n'en constituer qu'un seul. Mais le dernier alinéa du I de l'article L52211-5 du CGCT prévoit que : « le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ne peut être identique à celui d'un département ». La mise en place d'une métropole « à la lyonnaise » dans le périmètre d'Aix-Marseille-Provence pourrait donc handicaper l'émergence d'un Pays d'Arles intégré en un EPCI unique, alors que sa mise en place éventuelle préalable à la création de la Métropole à statut particulier est possible.

Éléments de conclusion provisoire

B – Une innovation porteuse d'expérimentation : une communauté d'agglomération à statut particulier

Le contexte local (voir ci-avant) pourrait conduire à une solution originale : dans le même temps où s'opère la transformation de la Métropole d'Aix Marseille Provence à statut particulier, le Pays d'Arles s'organise en une communauté d'agglomération unique à statut particulier, reprenant elle aussi les compétences départementales.
Celles-ci seraient gérées par le Conseil de Communauté siégeant en qualité de conseil départemental (modèle qui a prévalu à Paris durant de très nombreuses années) et donneraient lieu à l'adoption d'un « budget départemental » parallèle au budget communautaire. Cette solution (plutôt que la solution de fusion simple des deux budgets) permettrait de conserver d'un coté les caractéristiques des communautés d'agglomération (et donc le système de dotations spécifiques à celles ci , DGF, FPIC,) et de l'autre, les caractéristiques départementales (DGF, fonds de péréquation, ressources spécifiques de droit de mutation, ….). Il s'agit d'opérer une simplification et une lisibilité permettant la fusion administrative et la mise en place d'un seul organe délibérant, sans aller, comme pour les Métropoles à statut particulier sur la fongibilité totale des compétences et des financements.

Elle pourrait prendre un caractère expérimental (par exemple jusqu'à la date de renouvellement des conseils départementaux, ou jusqu'au suivant) avant de décider d'une éventuelle fusion entre la Communauté d'agglomération et le département.

Ainsi la Communauté d'agglomération serait bien une communauté d'agglomération, assumant les compétences des communautés d'agglomération, dans les strictes dispositions de droit commun applicable.

Mais le Conseil de Communauté d'Agglomération se substituerait au Conseil départemental à instituer pour administrer les compétences départementales et en adopter le budget. Là encore, pour ce volet, le département existerait bien avec ces ressources spécifiques et ses compétences particulières.

La solution expérimentale envisagée est donc :

1. **totalement neutre pour les autres départements français et les autres communautés françaises par rapport à celle qui va naître de la métropole d'Aix Marseille Provence,**
2. **permet la mise en place d'économies à court terme en créant parallèlement à ce qui se passe dans la Métropole une administration unique (donc une mutualisation des coûts de gestion) et un conseil délibérant unique,**
3. **permet d'évaluer par l'expérimentation la suppression du département dans des territoires non métropolitains.**